

# Centre Hospitalier Universitaire de Reims (51)

## Construction du Nouvel Hôpital – Phase 2

### Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché en entreprise générale intégrant la réalisation des travaux de construction de la phase N°2

Version Finale \_ Avril 2025

#### Pouvoir adjudicateur

---

**CHU DE REIMS**

45 rue Cognacq-Jay

51092 REIMS Cedex



#### Assistant du Maître d'ouvrage

---

A2MO – Agence de Nancy

9, rue Mazagran

54000 NANCY



## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1-</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
Article 1-	Objet du marché – Domicile du titulaire	5
Article 2-	Parties et intervenants à l'opération	5
2.1	Personnes concernées par l'opération	6
2.2	Organisation interne du Titulaire	11
Article 3-	Objet du marché	14
3.1	Dispositions générales	14
3.2	Missions à la charge du titulaire	14
3.3	Reconduction du marché pour prestations similaires	15
Article 4-	Pièces constitutives du Marché	15
Article 5-	Obligations de résultats	18
<b>CHAPITRE 2-</b>	<b>EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>18</b>
Article 6-	Données relatives au site	18
6.1	Référé préventif	18
6.2	Risques géologiques et géotechniques	19
6.3	Risques de pollution	19
6.4	Étude d'impact environnemental	20
6.5	Étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP)	20
6.6	Étude installation classée et protection de l'environnement (ICPE)	20
6.7	Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier	20
6.8	Dégradations causées aux voies publiques	21
6.9	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	21
6.10	Mise à disposition du terrain / garde du terrain	21
Article 7-	Ordres de service	21
Article 8-	Décompte des délais et forme des notifications	22
Article 9-	Coordination des Travaux	22
Article 10-	Direction de l'Exécution de travaux	22
Article 11-	Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Avance – Variation dans les prix – Règlement des comptes	23
11.1	Prix et mode d'évaluation des ouvrages	23
11.2	Avance	26
11.3	Variation du prix	26
11.4	Règlement des comptes	27
11.5	Délais et modalités de paiement	28
11.6	Ouvrages, travaux et prestations intellectuelles non prévus	29
11.7	Augmentation de la masse du Marché	31
11.8	Diminution du montant des travaux du Marché	31
11.9	Décompte général – Solde	31

Article 12-	Délai d'exécution – Pénalités et retenues .....	32
12.1	Délais d'exécution des prestations et des travaux.....	32
12.2	Prolongation du délai d'exécution.....	34
12.3	Pénalités .....	37
Article 13-	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	43
13.1	Provenance et qualité des matériaux et produits.....	43
13.2	Vérifications, essais et épreuves.....	43
Article 14-	Prestations du Titulaire soumises à avis.....	45
14.1	Ouvrages ou locaux témoins, échantillons, prototypes, maquettes numériques .....	45
Article 15-	Études préalables à l'exécution des travaux.....	46
15.1	Études d'exécution et de synthèse .....	46
15.2	Vérification des études d'exécution et de synthèse .....	47
15.3	Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels.....	47
Article 16-	Préparation, coordination et exécution des travaux .....	48
16.1	Dispositions générales .....	48
16.2	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux .....	48
16.3	Plans d'exécution – Notes de calcul – Études de détail.....	50
16.4	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	51
Article 17-	Clause sociale d'insertion.....	51
17.1	Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi.....	51
17.2	Organisation, hygiène et sécurité du chantier.....	54
17.3	Continuité de service du site .....	56
17.4	Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public.....	56
17.5	Sujétions résultant de l'intervention des concessionnaires de réseaux.....	56
17.6	Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier .....	56
17.7	Réunions au cours des travaux.....	56
17.8	Dossier photographique du chantier .....	57
17.9	Visites de chantier .....	58
Article 18-	Contrôle et réception des travaux.....	58
18.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux – Marche à blanc.....	58
18.2	Réception partielle et réception totale .....	59
18.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	63
18.4	Formations après exécution.....	64
CHAPITRE 3-	GARANTIES ET ASSURANCES .....	65
Article 19-	Assurances exigées du Titulaire .....	65
19.1	Police responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison ou réception).....	65
19.2	Garantie décennale des ouvrages soumis à l'assurance décennale en vertu de la Loi.....	66
19.3	Dommages relevant de la garantie de parfait achèvement.....	67

19.4	Responsabilité professionnelle des fabricants.....	67
19.5	Garantie des dommages aux biens du Titulaire et à ses ouvrages.....	67
19.6	Garantie des ouvrages de génie civil.....	68
19.7	Garantie des ouvrages exceptionnels et/ou travaux de technique non courante .....	69
19.8	Attestations d'assurances .....	69
19.9	Absence ou insuffisance de garantie .....	69
Article 20-	Assurances souscrites par le maître d'ouvrage.....	70
20.1	Assurances dommages-ouvrage.....	70
20.2	Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).....	70
20.3	Assurance tous risques chantier .....	70
20.4	Portée des assurances souscrites .....	70
Article 21-	Effet de la réception des travaux.....	70
Article 22-	Autres garanties exigées .....	70
22.1	Garantie des opérations réalisées par le Titulaire .....	70
CHAPITRE 4-	EVOLUTION ET FIN DU MARCHE.....	71
Article 23-	Modifications apportées au projet.....	71
23.1	Modifications résultant d'un changement de réglementation .....	71
23.2	Modifications proposées par le Titulaire du marché.....	71
23.3	Modification résultant d'une demande de la Maîtrise d'ouvrage.....	72
23.4	Clause de réexamen.....	72
Article 24-	Résiliation du Marché .....	72
24.1	Hypothèses de résiliation.....	73
24.2	Modalités d'exécution des opérations de liquidation.....	75
24.3	Décompte de liquidation.....	76
CHAPITRE 5-	DISPOSITIONS DIVERSES .....	77
Article 25-	Redressement et liquidation judiciaire.....	77
Article 26-	Mesures coercitives .....	77
Article 27-	Utilisation des résultats .....	78
Article 28-	Procédure de conciliation .....	78
Article 29-	Compétence juridictionnelle .....	79
Article 30-	Dérogations au CCAG Travaux.....	79
CHAPITRE 6-	SIGNATURE DU CONTRAT .....	80
ANNEXE 1 :	LISTE DES DOCUMENTS DU DCE.....	81
ANNEXE 2 :	LISTE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES (OU EQUIVALENTES) .....	96
ANNEXE 3:	MISSION SSC – LIENS FONCTIONNELS.....	100
ANNEXE 4 –	MODALITES DE DEMATERIALISATION DES FACTURES – SERVICE EDIFLEX .....	101
ANNEXE 5 :	OUTIL DE GESTION DOCUMENTAIRE .....	107



## CHAPITRE 1- DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1- Objet du marché – Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent le marché relatif aux travaux dans le cadre de la construction neuve du Nouvel Hôpital de Reims sur le site du Centre Hospitalier Universitaire – PHASE 2.

Ces travaux s'inscrivent dans la continuité d'une première étape de travaux préalables décomposés en 6 lots au total, à savoir :

- Lot 101 : Gros-Œuvre
- Lot 103 : Désamiantage / Curage / Démolition
- Lot 402 : CVC et Plomberie
- Lot 406 : Fluides médicaux
- Lot 408 : CFO + CFA
- Lot 601 : VRD

Ces travaux ont été engagés en date du 10/02/2025 pour une durée de 10 mois.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et sur l'ensemble des planches de dessin.

Pour l'exécution de l'ouvrage, les travaux seront répartis en un marché unique. Les travaux seront exécutés jusqu'au parfait achèvement de l'ouvrage, et en conformité avec les règles de l'art, des normes, DTU et du cahier des prescriptions communes, applicables aux marchés des travaux du bâtiment.

En conséquence, l'entreprise titulaire du marché ne pourra faire valoir tout oubli ou omission ou imprécision en plan ou sur le CCTP. Le dossier complet y compris additifs leur étant fournis après téléchargement du dossier de consultation des entreprises sur support informatique selon les conditions fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation.

L'attention du titulaire du marché est attirée sur le fait que ce chantier, s'il est clos et indépendant, se fait :

- Sur un site hospitalier ce qui requiert à ce titre toute l'attention nécessaire pour sécuriser les personnes et les biens existants ;
- Sur un site hospitalier ce qui requiert à ce titre toute l'attention nécessaire pour limiter bruits et poussières ;
- Sur un site hospitalier en activité avec, notamment, l'accueil du service des urgences, ce qui nécessite une attention particulière en termes de libération des voies d'accès et de minimisation des impacts du chantier sur ces accès ;
- Sur un site où d'autres chantiers sont susceptibles de se dérouler concomitamment, dimension dont il faut tenir compte en matière d'organisation générale du chantier ;

Le titulaire doit intégrer ces contraintes générales dans la conduite de son marché. Il ne pourra se prévaloir de l'existence de ces contraintes pour réclamer une adaptation de sa rémunération.

### Article 2- Parties et intervenants à l'opération

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (désigné sous le vocable « CCAP » dans le présent document) et des pièces contractuelles qui y sont identifiées, ont pour objet de déterminer les droits et obligations des parties cocontractantes telles qu'elles sont identifiées dans l'Acte d'Engagement.

Les pièces contractuelles ont plus largement pour vocation à déterminer les conditions dans lesquelles sont exécutées les prestations des travaux de construction objets du présent marché.

## 2.1 Personnes concernées par l'opération

La Maîtrise d'ouvrage fait appel pour cette opération à des prestataires intellectuels externes, parmi lesquels un assistant à la maîtrise d'ouvrage, un maître d'œuvre, un contrôleur technique et un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et un superviseur de chantier.

La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire assister d'autres AMO spécialisés. Le Titulaire en sera informé le cas échéant.

D'autres intervenants, non désignés au stade de la passation du présent Marché, pourront agir au titre de cette opération à l'initiative de la Maîtrise d'ouvrage.

Le Titulaire tiendra compte de ces intervenants dans l'exécution de son marché.

### 2.1.1 Maître d'ouvrage

Nom du pouvoir adjudicateur	Centre Hospitalier Universitaire de Reims
Représentant du pouvoir adjudicateur	Madame La Directrice Générale du CHU de Reims
Adresse	45 rue Cognacq- jay 51092 Reims Cedex
Adresse internet	<a href="http://www.chu-reims.fr">http://www.chu-reims.fr</a>
Adresse du profil de l'acheteur	<a href="https://marches-publics.gouv.fr">https://marches-publics.gouv.fr</a>

Le Centre Hospitalier Universitaire de REIMS est alternativement désigné aux pièces du présent Marché comme « la Maîtrise d'ouvrage », ou « le Maître d'ouvrage », ou « l'Établissement », ou « l'Acheteur ».

### 2.1.2 Titulaire

Le titulaire est identifié à l'acte d'engagement.

Le titulaire doit désigner dès la notification du marché, conformément à l'article 3.4 du CCAG travaux, une personne physique habilitée à le représenter pour l'exécution du marché.

Tout changement dans l'identité de ce représentant, de même que toute notification d'un représentant supplémentaire, doivent être notifiés au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à minima préalablement au remplacement de la personne physique habilitée à représenter le titulaire. A défaut, ce changement ou cette désignation, ainsi que les actes et décisions émanant de ces représentants, sont inopposables au maître d'ouvrage.

Seul le ou les représentant(s) régulièrement désigné(s), conformément à l'article 3.4 du CCAG travaux et au présent article, sont habilités à représenter le titulaire dans l'exécution du présent marché.

### 2.1.3 Assistant au Maître d'ouvrage (AMO)

La Maîtrise d'ouvrage a fait appel à un Assistant Technique au Maître d'ouvrage qui exerce une mission d'assistance générale à caractère juridique, administratif, financier.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

A2MO - Agence de Nancy

9, rue Mazagran

54 000 NANCY

Représentée par : Alexandra VIEAU, en qualité de Directrice de Projet et Richard COLOTTE Conducteur d'opérations.

A2MO est alternativement désigné aux pièces du présent marché comme « l'Assistant au Maître d'ouvrage », « l'Assistant », « l'AMO ».

L'Assistant au Maître d'ouvrage est notamment l'interlocuteur principal du Titulaire pour toutes les questions relevant de la Maîtrise d'ouvrage. Ses conditions d'interventions dans l'exécution du Marché sont celles spécifiées au présent Marché.

En cas de contradiction entre les ordres et les instructions de la Maîtrise d'ouvrage et de son Assistant, le Titulaire se référera aux ordres et instruction de la Maîtrise d'ouvrage.

Le Titulaire tiendra pleinement compte pour l'exécution du présent Marché, des avis et décisions transmis par l'Assistant à la Maîtrise d'ouvrage lui étant pleinement opposables à ce titre quel que soit leur mode de transmission (courrier, compte-rendu de réunion, courriel, toute autre correspondance...).

Il est également précisé que :

- La Maîtrise d'ouvrage émettra et notifiera les ordres de service, le Titulaire devant s'y soumettre et notifier alors ses éventuelles réserves conformément aux procédures prévues par le marché,
- L'Assistant à la Maîtrise d'ouvrage n'exerce aucune mission de conception ou de travaux, et n'assume aucune responsabilité y afférente autre que celles relevant de son marché avec le Maître d'ouvrage. Le Titulaire reste donc pleinement responsable de l'exécution de l'ensemble de ses engagements contractuels, en particulier en termes d'exécution de travaux, nonobstant les interventions de l'Assistant à la Maîtrise d'ouvrage,
- En aucun cas, la mission de l'Assistant à la Maîtrise d'ouvrage ne peut être considérée comme une immixtion dans la réalisation des travaux.

## 2.1.4 Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre comprend :

- ❖ Missions de Base - tranche ferme
  1. Les études d'esquisse (ESQ)
  2. Les études d'avant-projet (APS / APD)
  3. Les études de projet (PRO/DCE)
  4. L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
  5. L'examen de la conformité des études d'exécution au projet (VISA)
  6. La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
  7. L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie (AOR)
- ❖ Missions complémentaires en tranche ferme
  1. MC – DIAG – études de diagnostic (amiante, plomb, repérages CFA/CFO, structure...)
  2. MC – SSI – Coordination Sécurité Incendie
- ❖ Missions complémentaires en tranche optionnelle
  3. MC A – QUANT : Quantitatifs pour tous les lots ou corps d'états du DCE : structure, techniques et architecturaux
  4. MC B – OPC : Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux préalables
  5. MC C – SYN : Etudes de synthèse
  6. MC D – BIM Management : Mission de BIM Management pour la totalité de la durée de l'opération (y compris chantier et établissement des DOE)
  7. MC E – Micro-implantation spatiale : Micro-implantation spatiale des terminaux mobiliers et équipements biomédicaux
  8. MC F – Mission d'architecture / design intérieur : Mission d'architecture / design intérieur, y compris signalétique et signalisation intérieure (mise en place de la charte graphique)

Les missions complémentaires en tranche optionnelle qui ont été affermies à la Maîtrise d'œuvre sont :

MC A – QUANT – Quantitatifs pour tous les lots ou corps d'état du DCE : structure, techniques et architecturaux

MC B – OPC : Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux préalables

MC E – Micro-implantation spatiale : Micro-implantation spatiale des terminaux mobiliers et équipements biomédicaux

MC F – Mission d'architecture / design intérieur – Mission d'architecture / design intérieur, y compris signalétique et signalisation intérieure (mise en place de la charte graphique)

Les missions complémentaires suivantes ont été confiées et à la maîtrise d'œuvre :

MC G - Mise en place et administration de la GED Batiwork – Phase Conception et Exécution

MC H – Réalisation d'une étude de faisabilité de la phase 3 du schéma directeur

MC I – Réalisation d'une hélistation

MC J – Réalisation d'une pré-étude d'ingénierie de sécurité incendie de la façade ouest

MC K - Mission de supervision et suivi critique du chantier des travaux neufs

MC SSC - Mission de supervision et suivi critique des travaux neufs

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- Architecte - Mandataire  
  
Référént du dossier  
Téléphone :  
Courrier électronique :  
  
PARGADE Architectes  
36, Boulevard de la Bastille / 75012 PARIS  
Monsieur PARGADE  
Tél. : 01 43 40 41 00  
CHUR@pargade.com
- Architecte d'opération  
  
Référént du dossier  
Téléphone :  
Courrier électronique :  
  
SAS PATRIARCHE,  
Savoie Technolac - Taxiway / 73370 LE BOURGET DU LAC  
Monsieur PATRIARCHE  
04 79 25 37 30  
j.nivose@patriarche.fr
- Architecte d'intérieur  
  
Référént du dossier  
Téléphone :  
Courrier électronique :  
  
HAIKU ARCHITECTURE,  
2 impasse des comptoirs français / 51100 REIMS  
Monsieur ZULAICA  
03 26 88 27 27  
zulaica@haiku.archi
- BET Ingénierie générale  
  
Représentant du BET, en qualité de Directeur  
Téléphone :  
Courrier électronique :  
  
EDEIS SAS  
19 boulevard Paul Vaillant Couturier / 94200 IVRY-SUR-SEINE  
Monsieur SCHNOEBELEN  
01 56 20 50 09  
Emmanuel.Miralles@edeis.com
- Economiste  
  
Référént du dossier  
Téléphone :  
Courrier électronique :  
  
DELPORTE AUMOND LAIGNEAU,  
50 rue Albert / 75 013 PARIS  
Monsieur FOUCART  
01 49 93 08 00  
c.agres@pargade.com

Le représentant du maître d'œuvre ci-dessus désigné comme mandataire, a qualité pour le représenter et notifier les ordres de service.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG travaux, le maître d'œuvre date, numérote et notifie les ordres de service.

Toutefois, il est précisé que les ordres de services entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant doivent être impérativement validés préalablement par le représentant du maître d'ouvrage, et assorti de la justification de cette validation, et notamment ceux qui ont les objets suivants :

- Notification de modifications de la masse des travaux, d'augmentation du montant des travaux, prix nouveaux (OS délivrés en application des articles 13 à 16 du CCAG travaux) ;
- Prolongation des délais d'exécution (art. 18.2 du CCAG travaux) ;
- Ajournement ou interruption des travaux (art. 53 du CCAG travaux).

## 2.1.5 Coordination du système de sécurité incendie (SSI)

La coordination pour le système de sécurité incendie est confiée à :

Coordinateur SSI	EDEIS 19 boulevard Paul Vaillant Couturier / 94200 IVRY-SUR-SEINE
Référént du dossier	Monsieur Farid SEGHIQUER
Téléphone :	01 56 20 50 09
Courrier électronique :	<a href="mailto:Emmanuel.Miralles@edeis.com">Emmanuel.Miralles@edeis.com</a>

La mission de coordonnateur SSI s'exécute en conformité avec les normes, notamment la norme NF S 61-931 de février 2014 relative aux dispositions générales des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.), la norme NF S 61-932 de juillet 2015 relative aux règles d'installation des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.), complétées par le fascicule FD S 61 949 de novembre 1995 qui constitue un guide d'utilisation des normes relatives aux systèmes de sécurité incendie (S.S.I.).

Le service de la gestion des risques immobiliers et du standard (SGRIS) du CHU de Reims est dirigé par M OLIVIER FROMENTIN. Ce service comprend les compétences et l'équipe en sécurité incendie. Le responsable de la partie sécurité incendie est M. Maxime PAQUET

Il conviendra aux entreprises de prendre contact avec la cellule grands projets et le service de la gestion des risques immobiliers et du standard (SGRIS) du CHU de Reims, via M SEGHIQUER, pour toutes questions relevant du SSI dans les bâtiments du CHU de Reims.

## 2.1.6 Contrôleur technique

Les travaux faisant l'objet du présent Marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.125-1 à L.125-6.

Les ouvrages à construire constituent un établissement recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation et des dispositions du code du travail.

Le marché passé avec le Contrôleur technique définit les droits et obligations qui lui incombent. Le titulaire est réputé en avoir une parfaite connaissance. Il devra faciliter la mission ainsi confiée par la Maîtrise d'ouvrage au Contrôleur technique.

Les missions confiées par le Maître de l'Ouvrage au contrôleur technique sont conformes au décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG Contrôle Technique) et sont les suivantes :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, y compris parasismique
- Mission S : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions, telles que définies par l'article 7 du CCTG Contrôle Technique et complétées par les dispositions ci-après.  
Notons ici qu'il s'agit d'une mission SEI, car le bâtiment à édifier est un ERP.

Au titre des missions complémentaires réglementaires :

- Mission LE : Solidité des existants,
- Mission P1 : Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
- Mission PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme, y compris fourniture de l'Attestation Sismique,
- Mission F : Fonctionnement des installations,
- Mission Pha : Isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation, y compris fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue aux articles L. 122-10 et R. 122-32 à R. 122-34 du code de la construction et de l'habitation,
- Mission Th : Isolation thermique et économies d'énergie,
  - y compris fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue à l'article R. 122-22, R. 122-24 et R. 122-25 du code de la construction et de l'habitation,
  - y compris l'affichage du niveau énergétique (Diagnostic de Performance Energétique = DPE),

- Mission Hand : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, y compris fourniture de l'Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L. 122-9 et R. 122-30 du code de la construction et de l'habitation),
- Mission HYSa : Application de la réglementation relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions, pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation,
- Mission EL – VC / IN : Conformité initiale des installations électriques,
- Mission PV : Procès-verbal de recollement des essais COPREC des entreprises,
- Mission VAMST : Vérification avant mise sous tension des installations électriques,
- Mission AV : Solidité des avoisinants,
- Mission GTB : Gestion Technique du Bâtiment,
- Mission ENV : Environnement,
- Mission CO : coordination des missions de contrôle.

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique.

Le Contrôleur Technique sera rémunéré directement par le Maître de l'Ouvrage.

Cette mission sera assurée par :

Contrôleur technique	QUALICONSLT
Adresse :	2, rue Léon Patoux Bâtiment D 51100 REIMS
Téléphone :	06.77.16.03.92
Représenté par :	M. VALENTE
Courrier électronique :	<a href="mailto:jacques.valente@qualiconsult.fr">jacques.valente@qualiconsult.fr</a>

### 2.1.7 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie I au sens de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, modifiés par le décret d'avril 2002, codifiés dans le code du travail (notamment aux articles L. 4532-1 et suivants et R. 4532-1 et suivants).

L'intervention du Coordonnateur SPS oblige le titulaire :

- à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, dans un délai compatible avec l'exercice de ces dernières
- à tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du Coordonnateur SPS le concernant, sauf avis contraire du Maître d'ouvrage : notamment, il tient compte de l'ensemble des dispositions inscrites dans le Plan Général de Coordination et ses mises à jour, il doit associer le Coordonnateur SPS à ses études pendant toute la phase de conception et à son organisation de chantier
- à respecter à ses frais les avis et prescriptions qui lui seraient imposées, avec l'accord du Maître d'ouvrage, par le coordonnateur SPS dans le cadre de ses missions susvisées
- à obtenir la validation de ses plans de prévention de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après visite in situ et avant toute intervention sur le chantier pour réaliser des travaux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

Le Coordinateur C.S.P.S. sera rémunéré directement par le Maître de l'Ouvrage.

Cette mission sera assurée par :

Coordinateur C.S.P.S.	SOCOTEC 1, Avenue Gustave Gailly 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES
Référent du dossier :	Monsieur DUMONT
Téléphone :	Tél. : 06 18 28 01 72
Courrier électronique :	<a href="mailto:nicolas.dumont@socotec.com">nicolas.dumont@socotec.com</a>

### 2.1.8 Mission de supervision et suivi critique (SSC) – Travaux TCE

La mission de Supervision et Suivi Critique (SSC) a pour objectif de contrôler et de suivre les phases critiques du projet, notamment les phases d'études d'exécution (EXE) et de synthèse, ainsi que les Opérations Préalables à la Réception (OPR). Cette mission vise à garantir la conformité des travaux aux attentes du maître d'ouvrage (MOA), en supervisant le respect des délais et la coordination efficace proposée par l'EG sans empiéter sur sa responsabilité directe.

Cette mission de supervision et suivi critique du planning est assurée par le prestataire suivant :

Responsable Mission SSC	PATRIARCHE / Savoie Technolac – Taxiway 73370 LE BOURGET DU LAC
Référent du dossier	Monsieur NIVOSE
Téléphone :	Tél. : 06.15.70.99.77
Courrier électronique :	<a href="mailto:j.nivose@patriarche.fr">j.nivose@patriarche.fr</a>

Le détail de la mission SSC et des liens fonctionnels Prestataire SCC – Acteurs du projet est précisé à l'annexe 3 du présent document.

### 2.1.9 Facilitateur d'insertion sociale

La mission de facilitateur d'insertion sociale est assurée par :

Mme Flavie FOUCHARD  
Facilitatrice et Coordinatrice du Guichet  
Clauses sociales – Territoire grand Reims  
06 34 60 55 25  
[f.fouchard@cresse-grandest.org](mailto:f.fouchard@cresse-grandest.org)

## 2.2 Organisation interne du Titulaire

### 2.2.1 Titulaire éventuel

Le Titulaire (ci-après le Titulaire) du présent marché est un Titulaire dont la constitution, et la forme au sens des articles R. 2142-20 et R. 2142-24 du Code de la commande publique (ci-après CCP dans le document), sont fixées dans l'Acte d'Engagement.

Toutes les notifications et demandes relatives à l'exécution du marché sont valablement communiquées au titulaire. Les avenants seront valablement signés par le seul titulaire.

Dès la notification du marché, le titulaire du marché désigne une personne physique habilitée à le représenter vis-à-vis du Maître d'ouvrage et de ses Assistants pour les besoins de l'exécution du marché. Cette personne est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires à l'exécution du Marché.

À défaut d'une telle désignation, le représentant légal du titulaire est réputé assurer personnellement les missions prévues au paragraphe précédent.

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le Maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent, pour chaque cotraitant membre du groupement :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société
- À la forme de la société
- À la raison sociale de la société ou à sa dénomination
- À l'adresse du siège de la société
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- Et généralement à toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société pouvant avoir un impact sur l'exécution du Marché



## 2.2.2 Conception

La conception du projet est assurée par la Maitrise d'œuvre défini à l'Article 2.1.4 (Maitrise d'œuvre) du présent CCAP.

## 2.2.3 Sous-traitance

Les sous-traitants ne peuvent intervenir dans l'exécution du Marché que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance et du représentant du Maître d'Ouvrage, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du CCP. Le sous-traitant doit avoir en outre, le cas échéant, adressé les documents visés à l'article 3.6 du CCAG-Travaux dans un délai d'au moins vingt et un (21) jours précédant le démarrage de son intervention.

Les demandes d'actes spéciaux modificatifs devront être signées du sous-traitant, du titulaire et du représentant du Maître d'ouvrage.

Pour chaque présentation de sous-traitance initiale et chaque modification, le Titulaire transmettra au maître d'ouvrage, avec copie systématique à la maîtrise d'œuvre, à l'Assistant technique du maître d'ouvrage, et au coordonnateur SPS :

- La liste des sous-traitants acceptés intervenant sur l'opération. Cette liste précisera les montants et la nature des prestations sous-traitées,
- La liste des sous-traitants en cours d'agrément. Cette liste précisera les montants et la nature des prestations sous-traitées.

Par dérogation à l'article 3.6.1.4 du CCAG Travaux, le non-respect des obligations relatives à la sous-traitance pourra entraîner la résiliation du Marché pour faute, dans les conditions prévues à l'article Chapitre 4- 24.1.4 – du présent CCAP, ce à toutes les étapes de l'exécution du Marché.

La désignation d'un sous-traitant en cours de Marché doit intervenir conformément aux modalités prévues aux articles L.2193-5, R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique.

Le Titulaire remet à cet effet au représentant de la Maitrise d'ouvrage, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration indiquant :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix et de versement d'une avance, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct
- La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois
- Les renseignements permettant de vérifier les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant, ainsi que l'aptitude à exercer l'activité professionnelle le cas échéant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics au sens des dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique, ainsi que la copie du ou des jugements prononcés si le sous-traitant est en redressement judiciaire, et tout autre document qui sera demandé, au regard de la réglementation en vigueur, pour vérifier que le sous-traitant n'est pas frappé d'une interdiction d'accès à la commande publique ou pour satisfaire à une obligation de vérification.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du Marché du Titulaire et avec la répartition des travaux et prestations entre les membres du Titulaire.

Le Titulaire doit établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du Marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles L2193-11, L2193-12 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du Marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du Marché, le Titulaire doit également joindre à la demande d'acceptation :

- Les pièces mentionnées à l'article R.2143-3 à R.2143-10 du code de la commande publique attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner visé aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique,



- Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité le cas échéant,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales,
- Et toute autre pièce exigible en application de la réglementation en vigueur.

Toutes les pièces seront rédigées en français ou accompagnées de leur traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Maître d'ouvrage pourra refuser d'accepter un sous-traitant ne présentant pas des capacités techniques, professionnelles ou financières suffisantes eu égard aux prestations sous-traitées, ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ou pour lequel les conditions financières proposées méconnaîtraient les termes du présent Marché.

**Sous-traitance indirecte :** La sous-traitance indirecte n'est autorisée que dans le respect des conditions prévues au CCAG Travaux et au code de la commande publique. Pour toute sous-traitance indirecte de rang 2 à n, le sous-traitant de rang 1 aura l'obligation de présenter une garantie à première demande garantissant le paiement du sous-traitant indirect. Cette garantie sera libérée une fois les paiements réalisés et justifiés au sous-traitant indirect.

Dispositions générales : À tout moment au cours de l'exécution du Marché, le représentant de la Maîtrise d'œuvre peut solliciter, par ordre de service adressé au Titulaire, la communication des justificatifs de la présence d'une entreprise sur le chantier.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposées ne peuvent être agréées qu'à conditions de ne pas déroger aux dispositions du Marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du présent Marché, et applicables à raison de la nature des prestations ou travaux sous-traités. En cours d'exécution du Marché, le Titulaire demeure en tout état de cause responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à la Maîtrise d'ouvrage ; il ne constitue pas une pièce du Marché.

Les modifications apportées aux prestations ou montants sous-traités sont réglées par application des articles R. 2193-5 à 8 du code de la commande publique.

Aucun sous-traitant ne sera accepté sur le chantier pour exécuter des travaux avant d'avoir obtenu son agrément par le Maître d'ouvrage et d'avoir rempli ses obligations préalables en termes de sécurité et de protection de la santé, notamment avoir obtenu la validation de son plan de sécurité et de prévention de la santé (PPSPS) par le coordonnateur SPS désigné sur ce projet.

## 2.2.4 Part des prestations confiées à des PME ou des artisans

Le Marché prévoit une part minimale de l'exécution que le Titulaire s'engage à confier, directement ou indirectement, s'il n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

Les « petites et moyennes entreprises » sont définies par la recommandation de la Commission n° 2003/361/CE du 6 mai 2003 et le Décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Cette part ne peut être inférieure à 15% du montant prévisionnel du Marché.

La part confiée au titre du marché est fixée à l'Acte d'engagement.

Le Titulaire est chargé d'apporter la preuve du respect de son engagement. Il transmet, mensuellement, un tableau de suivi à jour, indiquant :

- La raison sociale et les coordonnées de la PME ou de l'artisan,
- L'indications de ses effectifs sur les trois dernières années,
- L'indication de son chiffre d'affaires et de son bilan annuel pour les trois dernières années,
- Le statut de la PME ou de l'artisan sur l'opération ainsi que les prestations qui lui sont confiées,
- La part du Marché confiée à ladite PME ou à l'artisan en euros Hors Taxes.

Le Maître d'ouvrage se réserve par ailleurs la possibilité d'exiger tout autre pièce justificative (extrait Kbis de l'entreprise concernée, bilan financier, ...). Le Titulaire transmet les documents, sur simple demande, dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la demande.

Le non-respect de l'engagement pris aux articles L. 2171-8 et R. 2171-23 du Code de la commande publique et l'absence ou le refus de transmission des renseignements listés ci-avant ou exigés par le Maître d'ouvrage entraîne l'application des pénalités prévues à Chapitre 2- 12.3 du présent CCAP.

## Article 3- Objet du marché

### 3.1 Dispositions générales

**Objet :** Marché unique en entreprise générale intégrant les travaux neufs de construction du nouvel hôpital de REIMS (Phase N°2)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le dossier de consultation des entreprises, dont la composition est rappelée à l'Article 4- du présent CCAP.

### 3.2 Missions à la charge du titulaire

#### 3.2.1 Mission principale

Au cours de l'exécution de ses prestations et travaux, le Titulaire devra prendre en compte les missions confiées au coordonnateur SPS et au contrôleur technique.

La mission du Titulaire porte sur l'exécution des travaux, le contrôle d'exécution et la vérification de la conformité avant la réception conformément aux engagements contractuels, l'achèvement des travaux et la réception y compris la période de garantie de parfait achèvement (soit les missions EXE, suivi de la réalisation des travaux, AOR et assistance aux opérations de parfait achèvement).

#### 3.2.2 Durée du Marché et délais d'exécution

Le Marché est conclu pour une durée débutant selon les modalités décrites ci-après.

La notification du Marché au Titulaire vaut ordre d'engagement des prestations et marque le point de départ du délai global, sauf si la notification en dispose autrement. Dans ce dernier cas, un ordre de service de démarrage sera notifié postérieurement au titulaire.

La durée du Marché est précisée à l'Acte d'Engagement.

La durée du Marché peut être prolongée dans les cas prévus au présent CCAP.

#### 3.2.3 Lots – Tranches

Le Marché, étant un marché global et forfaitaire, n'est pas alloti.

Aucune tranche n'est prévue au titre du marché.

#### 3.2.4 Mission Micro-implantation

La présente mission, confiée à la maîtrise d'œuvre, concerne les interfaces bâtiment/équipements et a eu pour objectif d'anticiper les dispositions à mettre en œuvre dans le cadre de la construction de l'ouvrage et ainsi de conforter la conception des ouvrages, pour, d'une part limiter les risques de travaux supplémentaires ou de retard de chantier qui résulterait d'une adaptation tardive de l'ouvrage, et d'autre part garantir la bonne adéquation des ouvrages lors de leur mise en exploitation.

Ces dispositions concernent notamment les équipements biomédicaux, les mobiliers, les équipements informatiques et les équipements immobiliers : toutes les contraintes que leur mise en place génèrent seront prises en compte par le Titulaire dès les phases de mise en œuvre lors de la réalisation.

On distingue plusieurs catégories d'équipements, qu'ils soient ou non intégrés au marché, présentant des contraintes lourdes ou moindres :

#### 1. Équipements « mobiliers » à contraintes lourdes, non prévus au titre du présent marché

Il s'agit d'équipements pour lesquels un choix tardif est préférable compte tenu de leurs évolutions technologiques, des risques d'obsolescence, des innovations (équipement d'imagerie, équipements de bloc opératoire etc.). Les contraintes de ces équipements ne pourront être identifiées de façon précise qu'après leur choix.

La Maîtrise d'œuvre communiquera au Titulaire des contraintes techniques conservatoires et les incidences sur l'organisation fonctionnelle des espaces pour ces équipements. Les contraintes sont définies sur la base de la synthèse des contraintes des

équipements les plus contraignants disponibles sur le marché et susceptibles d'être installés. En cas de dépassement de ces contraintes, il sera fait application des conditions prévues au Chapitre 4- 23.3 du présent CCAP

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire intègre aux travaux, l'ensemble des sujétions liées aux équipements et les traduit tant sur les plans d'exécution et sur l'organisation du chantier.

## 2. Équipements « mobiliers », non prévus au titre du présent marché et dont les contraintes sont définies de façon précise

Le Titulaire intégrera aux plans EXE, les sujétions techniques liées aux équipements « Mobiliers » qui leurs sont liées.

## 3. Équipements « immeuble » par destination

Ces équipements prévus au titre du présent marché sont définis dans le Dossier de Consultation des Entreprises (ex : paillasse, lave-mains chirurgicaux, ...) ; Ces équipements sont compris au marché.

Le Titulaire doit notamment :

- Identifier les contraintes de fonctionnalité et d'ergonomie (position relative écran/lumière du jour, hauteur sous plafond, etc.)
- Définir l'ensemble des contraintes techniques de raccordement, d'installations dues à ces équipements (besoin d'amenée ou d'évacuation de fluides de toutes natures, surcharges d'exploitation, dégagement des calories, etc.)
- Évaluer les besoins correspondants (débits, puissances, résistance de plancher, de parois, etc.)

## 4. Dispositions communes pour les 3 catégories d'équipements :

Le Titulaire doit :

- Positionner précisément sur plan d'exécution et dans la maquette numérique BIM les équipements et les sujétions qui en découlent
- Participer aux réunions de travail internes au Titulaire et avec le MOA (et son assistant), la MOE nécessaires à la mise à jour de la micro-implantation si besoin.

## 3.3 Reconduction du marché pour prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire du présent marché pour la réalisation de prestations similaires au dit marché.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des travaux de l'opération et en tout état de cause au plus tard 3 ans après la notification du marché initial conformément à l'article R.2122-7 précité.

## Article 4- Pièces constitutives du Marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Maîtrise d'ouvrage fait seul foi (à des fins de sécurisation, la Maîtrise d'ouvrage pourra faire une copie certifiée à l'original, conservée par ses soins) :

### A. Pièces particulières

#### 1. L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes, notamment :

Annexe 1 : Mise au point du marché OUV 11

Annexe 2 : Acte(s) de sous-traitance éventuel(s)

Annexe 3 : Répartition des prestations entre membres du groupements

Annexe 4 : Annexe relative aux clauses d'insertion sociales

#### 2. Le présent Cahier des clauses administratives particulières et ses annexes :

- o Annexe 1 : Liste des pièces écrites et graphiques de conception
- o Annexe 2 : Liste des qualifications des entreprises
- o Annexe 3 : Mission SSC (liens fonctionnels)

- Annexe 4 : Système de gestion financière des marchés de travaux
  - Annexe 5 : Outils de Gestion Documentaire
3. PGC : Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) précisant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants y compris son Annexe 1 : Règlement du Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)
  4. Le rapport du Contrôleur Technique « RICT » et les réponses apportées par la maîtrise d'œuvre
  5. Planning prévisionnel travaux
  6. Note d'organisation de chantier (NOC)
  7. La charte à faibles nuisances
  8. Le plan d'installation de chantier (PIC) établi par la Maîtrise d'œuvre en phase conception et son annexes (auquel se substituera le PIC élaboré par l'entreprise générale dans le cadre de la préparation du chantier et validé par le maître d'œuvre et le CSPS) et notifié par ordre de service et ses modifications ultérieures et le complément « Evolution des flux Phase TCE ».
  9. Les modalités de coopération entre les différents intervenants de l'acte de construire et le coordonnateur ;
  10. CCTP C : Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières Communes et l'ensemble de ses annexes
  11. CCTP : Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières de l'intégralité des corps d'états
  12. La note sur le rôle du mandataire d'entreprises
  13. La note sur les études d'exécution, de synthèse et des dossiers des ouvrages exécutés
  14. Le dossier des pièces écrites et graphiques de conception autres que celles listées ci-avant (voir liste détaillée jointe en annexe 1 du CCAP)
  15. Les pièces suivantes destinées à la compréhension des travaux (Toutes ces pièces étant sur le même niveau de préséance):
    - Le Plan de géomètre "chu\_plan\_ensemble\_complément\_topo\_Indice\_B\_26\_03\_2024.dwg"
    - Le rapports d'étude géotechnique (G2 PRO)
    - Le rapport d'analyse phase conception CSPS,
    - Le rapport concernant les diagnostics d'amiante,
    - Le rapport concernant les diagnostics de plomb,
    - Le rapport concernant les diagnostics HAP,
    - Le rapport concernant la pollution des sols après démolition
    - Les arrêtés du permis de construire et études spécifiques associées
    - Les plans des réseaux existants pendant et après travaux préalables
    - Les diagnostics structurels sur les existants
    - DOE des travaux préalables
  16. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
  17. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) qui n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qui y sont portés ;
  18. Le mémoire technique de l'offre de base, complété par le mémoire technique de l'offre variante dans le cas où une offre variante serait retenue, étant précisé qu'en cas de contradiction, l'entrepreneur sera tenu à la prestation la plus élevée, ou à l'exigence la plus forte ;
  19. La liste des marques, gammes ou modèles des matériaux, produits ou composants de construction sur lesquels s'engage le candidat, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché.
  20. Les annexes qui ne seraient pas identifiées nommément dans la liste ci-dessus ont la même valeur que le document auquel elles se rapportent.

21. Les éventuelles questions posées par les candidats lors de la consultation et les réponses apportées par le maître d'ouvrage seront rendues contractuelles dans l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

L'original du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seule foi en cas de litige.

#### B. Pièces générales

- Les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du Marché,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés de travaux (CCAG Travaux - Arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106871A) ayant vocation à produire des effets après achèvement des prestations et à raison de leur exécution (notamment confidentialité, garanties, assurances, réception, responsabilités, différends, etc.),
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent Marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales citées au sein du présent CCAP, bien que non jointes au présent Marché, sont réputées parfaitement connues du Titulaire du Marché et les parties reconnaissent expressément leur caractère contractuel (CCAG Travaux notamment). Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent Marché.

Les pièces générales – Hors CCAG travaux - doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de remise de l'Offre finale. En outre, le Titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicable à l'opération, au site et au présent Marché.

#### C. Pièces contractuelles postérieures à la notification du Marché

Après sa notification, les Parties s'accordent sur le fait que toute modification au présent Marché se fera par avenant, sous réserve de clause contraire au présent CCAP ou au CCAG, en particulier celles autorisant des modifications par ordre de service le cas échéant, et sans préjudice du pouvoir de modification unilatérale du marché dont dispose le Maître d'ouvrage en application de l'article L.6 du CCP.

Les pièces contractuelles postérieures à la notification seront :

- Les avenants successifs établis après la notification du Marché,
- Les actes spéciaux établis dans les conditions prévues à l'article 2.2.3 du présent CCAP,
- Les rapports intermédiaires et de fin de phase de conception établis par le Contrôleur technique,
- Les dispositions définies par le Coordonnateur SPS,
- Les dossiers de demandes d'autorisations administratives et de déclarations, les décisions administratives y faisant suite, notamment en matière d'urbanisme et d'environnement, et leurs éventuelles prescriptions. L'ensemble des dossiers de demande d'autorisations devront être conformes aux autres pièces contractuelles, ainsi qu'à la réglementation et aux prescriptions des autorités compétentes.
- L'ensemble des études nécessaires au projet (études géotechniques supplémentaires, études acoustiques, études environnementales, etc.),
- Toutes les études présentées à la Maîtrise d'œuvre et acceptées selon les procédures prévues au présent Marché (y compris les validations des échantillons, témoins, 1<sup>er</sup> de série et prototypes).

Il est précisé que toutes les prestations proposées par le Titulaire, à partir de la remise de l'offre ou, postérieurement à la signature du Marché, à un stade quelconque de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un résultat supérieur à celui exigé dans les études de

conception, sont réputées acquises au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage (« effet de cliquet ») sans incidence de délai et de coût, à l'exclusion des prestations proposées par le Titulaire dans le cadre d'une demande formelle de modifications.

Pendant la phase de construction, les avenants réalisés pourront regrouper un ensemble de Fiches de travaux modificatifs (FTM).

#### D. Caractère indissociable des pièces du marché de travaux

L'ensemble des pièces citées aux alinéas A, B et C du présent Article 4- forme un ensemble indissociable.

#### E. Règles à appliquer en cas de contradiction dans les documents

- en cas de contradiction entre les pièces graphiques architecturales et techniques des dossiers de marchés de travaux et en cas de contradiction au sein d'une même pièce graphique ou écrite, l'entrepreneur sera tenu à l'interprétation correspondant à la prestation la plus élevée, ou à l'exigence la plus forte ;
- en cas de contradiction entre des pièces graphiques, les plans à petite échelle prévalent sur ceux à plus grande échelle ; (ex : plan 1/50<sup>ème</sup> prévaut sur plan 1/1000<sup>ème</sup>)
- en cas de contradiction entre les pièces écrites, les documents administratifs priment sur les documents techniques ; (ex : le CCAP prévaut sur le CCTP C)
- tout ce qui figurerait sur les pièces graphiques mais ne serait pas décrit dans les CCTP aura la même valeur que si les indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques et vice versa ;
- tous les ouvrages qui figureraient sur des plans à petites échelles sans être reportés sur des plans à grande échelle auront la même valeur que s'ils étaient portés à la fois sur les plans à petites et grandes échelles.

## Article 5- Obligations de résultats

Pour l'exécution des missions qui lui sont dévolues et obligations qu'il doit satisfaire, le Titulaire est soumis à une obligation de résultats.

Il lui appartient de mettre en œuvre, au regard des prix prévus au Marché et à ses avenants, les moyens adéquats pour répondre à l'ensemble de ses obligations, notamment les moyens minimaux définis dans les pièces contractuelles, en particulier dans son offre.

En conséquence, le Titulaire recherchera de façon continue à adapter son organisation afin de répondre parfaitement aux besoins et à satisfaire complètement les objectifs de résultats qu'il a souscrit.

L'obligation de résultat, acceptée par le Titulaire, s'entend dans le cadre des prestations et travaux qui lui sont confiés, et suppose notamment de sa part le respect ou la mise en œuvre des surfaces, prestations, objectifs, délais décrits dans les pièces du Marché selon l'ordre de priorité décroissante des pièces du Marché défini à l'Article 4- du CCAP et de façon générale la mise en œuvre des moyens nécessaires pour assurer le respect des obligations et contraintes prévues dans les pièces contractuelles.

## CHAPITRE 2- EXECUTION DES TRAVAUX

### Article 6- Données relatives au site

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des études et autres données ou informations, y compris toutes celles afférentes à l'emprise, qui lui ont été communiquées par la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage ou pour son compte préalablement à la date d'entrée en vigueur du Marché ou dont la connaissance est utile à l'exécution de ses obligations au titre des présentes. Le Titulaire reconnaît avoir vérifié, en tant que sachant, ces documents sous sa seule et entière responsabilité et avoir effectué toutes diligences qu'il a jugées nécessaires ou utiles pour formuler son offre en connaissance de cause.

Le Titulaire fait, en outre, son affaire des risques de voisinage. À ce titre notamment, il prend, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes occasionnées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

#### 6.1 Référé préventif

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'engager un référé préventif, à son initiative et à ses frais. Dans cette hypothèse, le Titulaire sera mis à la cause par le Maître d'ouvrage.



Le Titulaire devra tenir compte du rapport et de l'ensemble des documents qui seront édités dans le cadre de ce référentiel, remis avant et après le démarrage des travaux. Le Titulaire sera seul responsable de tout dommage qui résulterait de la non prise en compte des rapports et documents édités dans ce cadre. Il lui appartient d'être présent ou représenté lors des opérations de constat établies dans le cadre de ce référentiel.

Dans l'hypothèse où la demande de référentiel serait déclarée irrecevable ou rejetée par le Tribunal administratif, le Titulaire devra organiser à ses frais un constat d'huissier.

Ce constat aura pour objet un état des lieux portant sur les chaussées, bâtiments, réseaux, équipements, espaces verts et voiries. Il sera établi en présence d'un ou plusieurs représentant(s) du Maître d'ouvrage, à la charge et à l'initiative du Titulaire, avant tout début des travaux. Ce constat devra intégrer l'intérieur des bâtiments avoisinants le chantier.

Un constat sera réalisé sur les mêmes points et dans les mêmes conditions à la fin du chantier, toujours à la charge et à l'initiative du Titulaire.

Au-delà de ces constats, un suivi observationnel devra être mis en place par le Titulaire pendant toute l'exécution des travaux pour vérifier l'absence de dommages causés par le chantier sur son environnement proche et notamment sur les bâtiments existants.

## 6.2 Risques géologiques et géotechniques

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte, sur le site et au cours de la consultation, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées aux natures du sol et du sous-sol. Il est rappelé à ce titre qu'une étude géotechnique G2PRO a été réalisée pour le compte de la Maîtrise d'Œuvre, dont les résultats ont été communiqués au Titulaire pendant la phase de mise en concurrence et qu'il est réputé avoir pris en compte sous sa responsabilité pour établir son offre.

En particulier, le Titulaire a eu la possibilité pendant la phase de mise en concurrence préalable à la signature du marché de solliciter des renseignements et d'effectuer les études complémentaires concernant les caractéristiques de l'emprise et du site, à ses frais et sous sa responsabilité.

À ce titre, le Titulaire supporte seul les risques liés aux caractéristiques géologiques, environnementales, géotechniques et hydrauliques, de l'emprise (le Titulaire supporte également les risques liés à la structure de l'ouvrage).

Ainsi, il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son Offre d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, de leur nature, en ce inclus les sols et sous-sols, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartient au Titulaire de compléter sous sa responsabilité tout au long du Marché, notamment en ce qui concerne les études complémentaires dans le domaine géotechnique, les levés topographiques, les conditions de stabilité, etc.

Aucune rémunération supplémentaire, ni prolongation de délai ne pourra en conséquence être accordée sur ce plan en cas de difficulté rencontrée, le Titulaire devant supporter à ses frais les charges et travaux supplémentaires requis, dans le délai d'exécution contractuel.

## 6.3 Risques de pollution

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte, sur le site et au cours de la consultation, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées à la pollution éventuelle du sol. Il est rappelé à ce titre qu'une étude préalable a été réalisée pour le compte du Maître d'ouvrage, dont les résultats ont été communiqués au Titulaire et qu'il est réputé avoir pris en compte sous sa responsabilité pour établir son offre.

En cas de découverte de pollution du sol (non décrite dans l'étude qui figure au DCE), en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou après démolitions, le Titulaire a droit à être indemnisé, à la hauteur des frais qu'il aura à engager dans le cadre de leur dépollution et/ou de l'évacuation des terres polluées et qui seront utiles pour le projet à la Maîtrise d'ouvrage, dans les conditions prévues au présent article.

Les travaux de dépollution et de gestion des terres polluées (mise en alvéole, mise en filière, traçabilité...) seront engagés conformément aux conclusions d'une étude réalisée par un prestataire indépendant du Titulaire et spécialisé, désigné conjointement par le Titulaire, et la Maîtrise d'ouvrage, et dont les études sont à la charge du Maître d'ouvrage.

Le montant de l'indemnisation due au titre de ces travaux de dépollution et de gestion des terres polluées sera défini entre le Titulaire et la Maîtrise d'ouvrage sur la base des justificatifs transmis par le Titulaire.

Les conséquences de ces risques ne sont supportées par la Maîtrise d'ouvrage qu'en ce qui concerne les difficultés et désordres qui ne pouvaient pas être raisonnablement anticipés par un sachant, tel que le Titulaire, au regard de l'ensemble des documents et informations contractuels communiqués par la Maîtrise d'ouvrage pendant la consultation.

L'arrêt des travaux sur décision de la Maîtrise d'ouvrage et de son Assistant, après constatation de la pollution, est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 24.1.5 du présent CCAP.

Sans préjudice de l'ajournement éventuel des travaux susvisés, les retards engendrés par les événements évoqués au présent article ouvrent droit à prolongation du délai d'exécution pour le Titulaire qui fait l'objet d'un avenant.

## 6.4 Étude d'impact environnemental

Le Titulaire est réputé prendre en compte les conclusions de l'étude d'impact environnemental (EIE) dont les résultats, les conclusions et prescriptions issus de l'arrêt de délivrance de permis de construire ont été communiqués au Titulaire dans le dossier de Consultation des Entreprises.

Le Titulaire devra prendre, à sa charge, toutes les dispositions pour respecter les prescriptions de cette étude. Les conséquences non prévisibles à la date de remise de l'offre sont à la charge du Maître d'ouvrage.

## 6.5 Étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP)

Le Titulaire est réputé prendre en compte les préconisations de l'étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP) dont les résultats, les conclusions et prescriptions issus de l'arrêt de délivrance de permis de construire ont été communiqués au Titulaire dans le dossier de Consultation des Entreprises.

Le Titulaire devra prendre, à sa charge, toutes les dispositions pour respecter les prescriptions de cette étude. Les conséquences non prévisibles à la date de remise de l'offre sont à la charge du Maître d'ouvrage.

## 6.6 Étude installation classée et protection de l'environnement (ICPE)

Le Titulaire est réputé prendre en compte les préconisations de l'étude d'installation classée et protection de l'environnement (ICPE) dont les résultats, les conclusions et prescriptions issus de l'arrêt de délivrance de permis de construire ont été communiqués au Titulaire dans le dossier de Consultation des Entreprises.

Le Titulaire devra prendre, à sa charge, toutes les dispositions pour respecter les prescriptions de cette étude. Les conséquences non prévisibles à la date de remise de l'offre sont à la charge du Maître d'ouvrage.

## 6.7 Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Le présent article déroge à l'article 33 du CCAG Travaux et s'y substitue.

En cas de découverte de matériaux, objets et vestiges sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, le Titulaire a droit à être indemnisé, à la hauteur des frais qu'il a engagé à cet effet avec l'accord de la Maîtrise d'ouvrage, si la Maîtrise d'ouvrage lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers. Le montant de l'indemnisation sera défini entre le Titulaire et la Maîtrise d'ouvrage.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le Titulaire doit le signaler à la Maîtrise d'ouvrage et à son Assistant et faire conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite. Le Titulaire ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation du représentant de la Maîtrise d'ouvrage. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol. Le Titulaire a droit à être indemnisé des dépenses justifiées entraînées par ces découvertes.

L'arrêt des travaux sur décision des services de l'État, après mise au jour d'objets ou de vestiges, est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions prévues au Chapitre 4- 24.1.5 du CCAP ou de prolongation des délais en fonction de ses conséquences.



## 6.8 Dégradations causées aux voies publiques

Il faut entendre par « voies publique », d'une part les voies d'accès au site (avenue du Maréchal Juin, avenue d'Epernay, rue Ferdinand cerveaux, rue du maréchal Koenig, rue Cognacq Jay, rue Roger Aubry), et d'autre part les voies privées internes au site mais hors emprise chantier.

L'activité du chantier ne devra aucunement impacter la propreté des « voies publiques ». Si nécessaire, le maître d'ouvrage pourra ordonner aux frais du Titulaire leur nettoyage par un moyen adapté.

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les risques de dégradations occasionnées sur les voies publiques pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier sont pris en charge à ses frais et risques par le Titulaire, qui en assumera la remise en état. Le Titulaire fera son affaire et à ses frais des constats de commissaires de justice le cas échéant requis à cet égard et ceci en présence d'un représentant de la Maîtrise d'ouvrage.

## 6.9 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Le présent article déroge à l'article 35 du CCAG Travaux et s'y substitue.

Les dommages de toute nature, directs et indirects, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens de la Maîtrise d'ouvrage ou de ses Assistants, de même qu'aux tiers, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution sont à la charge du Titulaire.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités pouvant être prononcées à l'encontre du titulaire.

## 6.10 Mise à disposition du terrain / garde du terrain

Le terrain s'entend ici comme celui fourni par la Maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du projet. L'emprise s'étend à tous les terrains, ouvrages et installations nécessaires à la conception et à la réalisation des Travaux.

L'emprise des terrains est précisée au niveau du dossier de consultation des entreprises.

Le Titulaire prend acte des servitudes publiques et privées grevant les terrains de l'emprise. Il est réputé avoir pris en compte les contraintes éventuelles résultant de ces servitudes pour l'établissement de son offre et en particulier des prix du Marché, et ne pourra porter aucune réclamation à raison des conséquences de toutes natures en résultant pour l'exécution des Travaux.

Le Titulaire prend acte des terrains, ouvrages et installations grevant les terrains de l'emprise concernant exclusivement les concessionnaires de réseaux, n'appartenant pas en propre au Maître d'ouvrage.

Le terrain sera mis à la disposition du Titulaire à la date explicitement indiquée sur le planning général contractuel selon les modalités définie à l'article 16.2.1 du présent CCAP.

La mise à disposition du terrain a pour effet de transférer la garde des zones précitées au Titulaire du présent Marché.

Avant la mise à disposition du terrain, un état des lieux est dressé par huissier contradictoirement entre la Maîtrise d'ouvrage et le Titulaire, à charge du Titulaire, à moins que le référé préventif visé à l'article 6.1 du présent CCAP puisse en tenir lieu.

Ce terrain sera également mis à disposition du Titulaire pour la réalisation des ouvrages témoins.

La garde du terrain et du chantier devra être assurée par le Titulaire selon les dispositions prévues à la Notice d'Organisation de Chantier. La garde du terrain et du chantier demeure à la charge du Titulaire même en cas d'évènements imprévus, extérieurs aux parties, pouvant amener l'interruption des travaux.

La Maîtrise d'ouvrage, ou les représentants qu'elle désigne, peut accéder au terrain et au chantier à tout moment, moyennant d'en avoir informé le Titulaire par téléphone ou e-mail (délai de prévenance : 48h) et le respect des contraintes de sécurité indiquées par le Titulaire. Le refus du Titulaire de faire droit à cette demande est sanctionné par l'application d'une pénalité prévue à l'article 12.3.8 du présent CCAP.

## Article 7- Ordres de service

L'article 3.8 du CCAG Travaux n'est pas appliqué, le présent article y dérogeant et s'y substituant.

Seule la Maîtrise d'œuvre est habilitée à émettre d'ordre de service.

Les ordres de service liés à aux évolutions financières du marché et aux délais font l'objet d'une décision préalable du Maître d'Ouvrage.

Les ordres de service délivrés en application du présent Marché seront émis, numérotés et signés par la Maîtrise d'œuvre.

Les ordres de service sont adressés au Mandataire du Titulaire, sauf clause contraire du CCAP, en un seul exemplaire, soit par voie de lettre recommandée avec accusé de réception, la date de première présentation portée sur l'accusé de réception valant date de notification, soit par remise en main propre contre récépissé, soit par tout autre moyen répondant aux conditions prévues à l'Article 8- du CCAP pour permettre d'en déterminer de façon certaine la date de réception par le Titulaire.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au Mandataire, qui a seule qualité pour formuler des observations.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, le mandataire doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la Maîtrise d'œuvre (avec copie obligatoire à la Maîtrise d'Ouvrage et à l'Assistant à la Maîtrise d'ouvrage) dans un délai de quinze jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'Article 8- du présent CCAP. Si les réserves, dûment motivées, notifiées par le Titulaire visent à informer la Maîtrise d'œuvre qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse de la Maîtrise d'œuvre. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le Titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Sous réserve de l'exception prévue ci-avant liée aux risques en termes de sécurité ou de santé, ou de non-respect d'une disposition législative ou réglementaire, le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

## Article 8- Décompte des délais et forme des notifications

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois à minuit.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque, en exécution des dispositions du Marché, un document doit être remis, dans un délai fixé, par le Titulaire à la Maîtrise d'ouvrage, à son Assistant ou à l'un des intervenants énumérés au Chapitre 1- 2.1 - Personnes concernées par l'opération du présent CCAP, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir ou arrêter un délai, le document doit être remis au destinataire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception, conformément à l'article 3.1.1 du CCAG Travaux.

En outre, les demandes formulées oralement au Titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement à réception du document écrit correspondant les confirmant (courrier, courriel, compte-rendu).

## Article 9- Coordination des Travaux

Le titulaire est chargé de la coordination entre les études, les travaux tous corps d'état, ce pour la durée totale du Marché.

## Article 10- Direction de l'Exécution de travaux

La Direction de l'Exécution de Travaux ainsi que l'organisation, la supervision- animation de la cellule de synthèse sont assurées par l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

Les réunions de suivi de la réalisation sont organisées conformément à l'article 17.7 du présent CCAP.

## Article 11- Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Avance – Variation dans les prix – Règlement des comptes

### 11.1 Prix et mode d'évaluation des ouvrages

Le présent marché public est conclu à prix global et forfaitaire.

#### 11.1.1 Répartition des paiements

L'Acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement au mandataire du Titulaire, à ses sous-traitants, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

#### 11.1.2 Contenu des prix

Le présent article est dérogatoire à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux et s'y substitue.

Les prix du Marché sont hors TVA auxquels s'appliquera le taux de TVA selon la réglementation.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, et sont établis, à ce titre par le Titulaire, en tenant compte dans sa proposition de prix en particulier des indications et dépenses suivantes.

#### PRESCRIPTIONS GENERALES

1. Les fournitures, équipements et travaux doivent être livrés et exécutés complets et conformes en tout point aux stipulations du Marché et aux règles de l'Art, et satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres défini à l'article 11.3.2- Mois d'établissement des prix du Marché du CCAP, sans préjudice des stipulations du Marché régissant les cas d'évolutions ultérieures.
2. Le prix tient compte des modifications qui doivent être apportées au projet par le Titulaire :
  - À la suite des demandes de précisions formulées par la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la consultation,
  - À la suite des demandes des services de sécurité et d'hygiène lors de l'instruction des autorisations administratives, dès lors que ces demandes ne dépassent pas la stricte réglementation applicable à la date de dépôt des demandes d'autorisations administratives,
  - À la suite des prescriptions et demandes des autorités administratives compétentes dans le cadre de l'étude d'impact environnementale valant dossier loi sur l'eau et dossier d'autorisation de défrichement, de l'étude d'autorisation de sûreté nucléaire, de l'étude d'autorisation de l'hélistation et de l'étude de sûreté et de sécurité publique,
  - À la suite des demandes des services de prévention ; de la commission de sécurité, de la commission d'accessibilité, avant, pendant et après délivrance des autorisations administratives.
3. Le montant du Marché ou le montant du poste « frais de coordination » qui figure, s'il y a lieu, dans l'Acte d'engagement est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des membres de l'équipe (Mandataire, cotraitants et sous-traitants), la marge du Mandataire ou du Titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de travaux ou prestations.
4. Les prix tiennent compte des hypothèses définies dans l'ensemble du Programme fonctionnel et technique détaillé ainsi que des éventuelles démolitions des ouvrages rencontrés dans le sous-sol (tous les regards, socles et massifs de béton relatifs aux cheminements des canalisations sur le foncier d'implantation dont le dévoiement, la suppression s'avèreraient nécessaires pour l'implantation du projet) et les éventuelles adaptations induites par ces ouvrages rencontrés dans le sous-sol sur les ouvrages à réaliser (réseaux enterrés, carreaux divers, etc.).
5. Les prix de chaque corps d'état sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations, la marge du Mandataire, du Titulaire ou du cotraitant auquel le corps d'état est assigné pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessous.

LE TITULAIRE EST REPUTE AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS DEFINIS A LA DATE DU MARCHE ET AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX ; IL RECONNAIT AVOIR, AVANT LA REMISE DE SON OFFRE :

6. Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers, de l'utilisation du domaine public si nécessaire, et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
7. Pris connaissance complète des réseaux enterrés, et avoir pris en compte les conséquences inhérentes à la présence de ces ouvrages, dont le cas échéant les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations. En cas de découverte de réseaux enterrés non connus, les conséquences inhérentes à cette découverte sont prises en charge par le Titulaire à ses frais.
8. Apprécie toute difficulté inhérente au site, notamment celles évoquées à l'Article 6- Données relatives au site du présent CCAP, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.
9. Contrôlé et complété, si le besoin était, les indications des documents du dossier de consultation.
10. S'être entouré de tous renseignements nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

#### LE TITULAIRE TIENT COMPTE :

11. Des frais de raccordement des installations aux réseaux existants conformément aux prescriptions du Programme fonctionnel et technique détaillé.
12. Des frais afférents à l'utilisation éventuelle de brevets ou procédés spéciaux, des frais d'assurances visés au Chapitre 3- Garanties et assurances du présent CCAP, et de tous les frais annexes engendrés pour l'exécution du présent Marché.
13. Des moyens (matériels, main d'œuvre, etc.) complémentaires à mettre en œuvre pour permettre la livraison des travaux dans les délais d'exécution fixés.
14. Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différentes prestations.
15. De phénomènes naturels.
16. Des dépenses de chantier mentionnées ci-après :
  - a. Dépenses d'investissement :

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par le prix du Marché conclu par le Titulaire.

    - Utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics le cas échéant,
    - Établissement d'un panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A. 421-7 du code de l'urbanisme (ou de toute autre autorisation administrative),
    - Branchements provisoires d'assainissement (EP, EU-EV) si nécessaire y compris traitement ou filtration éventuels avant rejet,
    - Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité,
    - Clôtures pleines à une hauteur de 2 mètres et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R. 324-1 du code du travail,
    - Installations d'éclairage, de signalisation et de balisage,
    - Signalétique d'accès et logistique de chantier sur l'ensemble des circuits internes au site empruntés par les véhicules et engins de chantier,
    - Installations communes de sécurité et d'hygiène,
    - Installations de gardiennage (suivant besoin),
    - Installations de vidéosurveillance et système anti-intrusion du périmètre du chantier, des zones de stockage, des grues et des bases vies,
    - Installation du téléphone et de tous les moyens de communication numérique (compris réseau internet avec wifi dans les locaux de chantier),
    - Bureaux de chantier, locaux de la Maîtrise d'ouvrage et de son Assistant, du Contrôleur technique et du Coordonnateur SPS, bureau de la direction du Titulaire, salle de réunion y compris entretien et enlèvement en fin de travaux, vestiaires, sanitaires,
    - Traits de niveau,
    - Ouvrages témoins et prototypes demandés au Marché,

- Maquette numérique répondant aux prescriptions décrites au CCTP C, initié dès le début et mise à jour jusqu'aux DOE,
  - Plateforme de gestion des documents relatifs au projet respectant les dispositions mentionnées au CCTP C.
  - Protection des ouvrages existants aux abords de l'emprise chantier ainsi que des bâtiments avoisinants (notamment les accès et prise d'air).
  - Ouvrages et installations provisoires pour le respect des délais
- b. Dépenses d'entretien :
- Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-avant sont réputées rémunérées par le prix du Marché et couvrent les charges temporaires de voirie et de police.
- Pour le nettoyage du chantier : se référer à la NOC
- c. Nettoyage de livraison : le Titulaire a la charge des nettoyages de livraison et de mise en service de l'ensemble des bâtiments et des équipements de l'opération, à chaque phase de réalisation des travaux. Il devra pour ce faire respecter les protocoles de nettoyage des matériaux et équipements mis en œuvre.
- d. Dépenses de chantier
- Le Titulaire a la charge des dépenses indiquées ci-après :
- Frais de branchement de chantier aux réseaux publics d'électricité (y compris préchauffage), d'eau potable, de fluides, d'assainissement, d'internet et de téléphone ainsi que les consommations téléphoniques,
  - Frais de consommations d'électricité et d'eau potable,
  - Préchauffage des ouvrages afin que la mise en œuvre des matériaux et l'installation des matériels soient effectuées dans les conditions prévues par les fabricants,
  - Frais de remise en état sur le domaine privé du Maître d'ouvrage et sur le domaine public de la voirie et de tous les réseaux détériorés (dont réseaux électriques y compris réseaux HTA, eau, gaz, chauffage urbain, fibre, téléphone...),
  - Série de reportages mensuels photographiques transmis en format numérique à la
  - Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés,
  - Frais de commissaires de justice pour les constats contradictoires.

LE TITULAIRE TIEN COMPTE DES FRAIS CORRESPONDANT AUX PLANS D'HYGIENE ET DE SECURITE, AUX COLLEGES INTER-ENTREPRISES D'HYGIENE ET DE SECURITE, AUX COMITES PARTICULIERS D'HYGIENE ET DE SECURITE ET AUX DISPOSITIONS REQUISES PAR LE COORDINATEUR SPS.

LES DEPENSES DONT LA NATURE EST INDIQUEE CI-DESSOUS SONT REPUTEES REMUNEREES PAR LES PRIX DU MARCHÉ :

- Fourniture d'un exemplaire dématérialisé du Marché (y compris avenants, ordres de service...) sur le chantier ;
- Fourniture des documents d'études en un exemplaire dématérialisé + tous les exemplaires papiers nécessaires aux intervenants ;
- Fourniture et pose des panneaux réglementaires ;
- Fourniture des dossiers d'études et des plans d'exécution nécessaires aux différents intervenants ;
- Fourniture des dossiers des ouvrages exécutés en dématérialisés, y compris notice d'utilisation et d'entretien, notamment sous la forme de tableaux, destinée au personnel d'exploitation et d'entretien ;

Si besoin et en complément des dépôts sur la plateforme collaborative du projet, l'ensemble des dossiers et documents listés ci-dessus seront également fournis sur support numérique (clé USB) en nombre d'exemplaires suffisants pour l'ensemble des intervenants (fichiers de format ifc, dwg, dwfx, pdf, xlsx, docx).

### 11.1.3 Nature du prix

La rémunération du Titulaire est assurée par un prix global forfaitaire sans préjudice de sa révision selon les modalités définies par l'article 11.3 - Variation du prix du présent CCAP.

Ce prix global forfaitaire fait l'objet d'une décomposition au stade de la passation du Marché. Ce prix global et forfaitaire rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations de réalisation.

En cas de quantités indiquées par la Maîtrise d'œuvre au stade de la CDPGF initiale, celles-ci seront seulement indicatives et ne seront en aucun cas contractuelles, l'entreprise restant seule responsable des quantités mentionnées dans la CDPGF de son offre retenue pour la notification de son marché de travaux.

En ce qui concerne la décomposition de la partie relative à l'exécution des travaux, seuls les prix d'unité ont une valeur contractuelle.

Le prix figurant dans l'Acte d'engagement est un prix hors taxe à la valeur ajoutée (HT). La taxe à la valeur ajoutée (TVA) sera réglée au Titulaire en sus du prix, au taux en vigueur.

## 11.2 Avance

Le présent article se substitue à l'article 10.1 du CCAG Travaux.

Une avance sera calculée et versée au Titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique, et à condition que le Titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'Acte d'engagement. Le taux de l'avance est de 5%, le montant de l'avance étant calculé sur la base des étapes 1 et 2 du Marché en termes de durée et de montant selon les principes de l'article R.2191-7 du CCP, déduction faite le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct conformément à l'article R. 2193-18 du CCP,

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur le montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance intervient par précompte sur les sommes dues au titulaire, dès lors que le montant cumulé des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché. Le remboursement s'effectue de manière linéaire et proportionnelle à l'avancement de la facturation et doit être intégralement achevé lorsque ce seuil atteint 80 % du montant TTC du marché. L'avance n'est ni actualisée ni révisée.

Lorsque le taux d'avance retenu à l'Acte d'Engagement est supérieur à 5 %, dans la limite de 30 %, la réduction financière correspondante proposée par le titulaire sur le montant forfaitaire du marché, est répartie par déduction sur les acomptes mensuels établis au cours des douze (12) premiers mois suivant la notification du marché.

Conformément à l'article R.2193-19 du CCP, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées conformément à l'article R. 2193-21 du CCP.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R2193-19 du CCP, sur la base d'un pourcentage de 5%, au montant des prestations sous-traitées. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage.

## 11.3 Variation du prix

### 11.3.1 Variations des prix

Les prix sont révisibles.

### 11.3.2 Mois d'établissement des prix du Marché

Pour la révision, les prix du Marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 mentionné à l'acte d'engagement, correspondant au mois de la date limite de remise de l'Offre.

### 11.3.3 Choix des index de référence

L'index de référence choisi pour la révision des prix des prestations est l'index « Bâtiment » tous corps d'état BT01 pour la construction proprement dite

### 11.3.4 Modalités de révision des prix

Les prix seront révisés chaque mois suivant la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

Dans laquelle 0,15 = partie fixe



$I_n$  = Index du mois de réalisation des travaux/prestations prévu par les pièces du marché ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure, publié ou à publier.

$I_0$  = Index du mois  $m_0$  défini à l'article 11.3.211.3.2 - du présent CCAP, publié ou à publier.

Le coefficient de révision  $R$  utilisé pour le calcul de la révision est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

### 11.3.5 Valeur finale de l'index

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des travaux / prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

### 11.3.6 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 11.3.7 Modification de la formule de révision des prix

Sans objet.

## 11.4 Règlement des comptes

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du Marché seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé et la décomposition par nature de prestations sont donnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ces prix couvrent l'ensemble des travaux à exécuter, y compris les fondations.

Les situations seront établies à partir d'une décomposition du forfait en pourcentage proposée pour chaque nature de prestations par le Titulaire, et définitivement arrêtée en accord avec la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mise au point du Marché, sur la base de la décomposition globale et forfaitaire des prix figurant au Marché.

Le Mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

### 11.4.1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et des paiements pour solde feront apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation

### 11.4.2 Règlement de l'exécution des travaux

Les travaux seront réglés en fonction de l'avancement de leur exécution, sur la base de la décomposition du prix global forfaitaire.

Le montant à régler à l'occasion des acomptes est établi de la façon suivante :

- au prorata de la part des travaux réalisés à la fin de chaque mois dans la limite de 96 % jusqu'à la date du PV de réception ; en l'occurrence, chaque poste du DPGF ne pourra être facturé à plus de 96% pendant la réalisation des travaux pour tenir compte des frais courant jusqu'à la réception des ouvrages (frais de garde du chantier, éventuels frais de remise en état, levé de remarques sur la conformité des ouvrages...).
- 4 % à la réception des ouvrages (réputés alors réalisés à 100%), sous condition de levée de toutes les réserves sur les ouvrages en question.

À moins qu'une garantie à première demande ait été fournie pour couvrir la retenue de garantie d'achèvement des travaux, il sera appliqué une retenue de 5% sur chaque facture émise par l'entreprise, cette retenue étant alors remboursée à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, à condition qu'aucune réserve ne subsiste à la fin de l'année de parfait achèvement, auquel cas la retenue de garantie ne sera remboursée que dans les 30 jours suivants la levée de la dernière réserve conformément à l'article R. 2191-35 du Code de la commande publique

Chaque projet de décompte comporte la valeur des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constats contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des ouvrages en cours d'exécution.

Les prix forfaitaires peuvent l'être si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.

Si des ouvrages ou travaux non prévus ont été exécutés, les éventuels prix provisoires établis dans les conditions prévues au présent CCAP sont appliqués tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

#### **11.4.3 Approvisionnements**

En dérogation à l'article 10.4 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu compte des éventuels approvisionnements constitués en vue des travaux pour la détermination des sommes à régler à titre d'acompte.

#### **11.4.4 Périodicité**

Les travaux seront réglés sous forme d'acomptes mensuels, calculés au prorata de l'avancement par rapport aux échéances de règlement prévues à l'article 11.4.2 du présent CCAP.

#### **11.4.5 Règlement des acomptes et du solde**

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire dépose sa situation valant demande de paiement sur le portail EDIFLEX (tel que défini au 0ANNEXE 4 – ) avant le 25 du mois auquel il se rapporte.

L'assistant de la Maîtrise d'ouvrage transmettra à la Maîtrise d'ouvrage ce projet de décompte daté de la fin du mois en validant le projet de décompte sur le portail EDIFLEX, avec les éventuelles observations ou corrections qu'il appelle.

Le projet de décompte mensuel établi est accepté ou rectifié par la Maîtrise d'ouvrage ; il devient alors le décompte mensuel. Si le projet de décompte établi a été modifié, le décompte est alors notifié au mandataire du Titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire est déterminé, à partir du décompte mensuel établi à partir d'EDIFLEX.

Les montants figurant dans les états d'acomptes n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Les sommes versées à titre d'acompte n'ont pas le caractère de paiement définitif, et le Titulaire en est redevable à la maîtrise d'ouvrage jusqu'au décompte général.

Pour l'application de l'Article 12.3.2 1<sup>er</sup> alinéa du CCAG Travaux, il est précisé que le projet de décompte ne peut être remis à la Maîtrise d'ouvrage avant la date de notification de la décision de réception totale des travaux ou de la date qui lui est substituée dans le cas visé à l'Article 12.3.2 du CCAG Travaux.

Pour l'application de l'Article 12.4.2 du CCAG Travaux, il est précisé que l'ordre de service notifiant au Titulaire le décompte est signé par la Maîtrise d'ouvrage et notifié au Titulaire par ses soins.

Par dérogation à l'Article 12.4.5 du CCAG Travaux, c'est à la Maîtrise d'ouvrage avec en copie l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage, que le Titulaire doit :

- D'une part, retourner le décompte final du Marché,
- D'autre part, envoyer l'éventuel mémoire en réclamation explicitant les éventuelles réserves. En dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux, l'avis du maître d'œuvre doit être intégré dans l'éventuel mémoire en réclamation. De ce fait, le délai de 30 jours fixé par l'Article 55.1.2 du CCAG Travaux est fixé à compter de la date de réception par la maîtrise d'ouvrage du mémoire en réclamation.

Les projets de décomptes seront établis dans l'unité monétaire prévue à l'Acte d'Engagement.

### **11.5 Délais et modalités de paiement**

Concernant les modalités de transmission des demandes de paiement, voir Annexe 4 du présent document.

#### **11.5.1 Comptable public**

Le comptable assignataire des paiements est indiqué à l'acte d'engagement du présent marché.



### 11.5.2 Délai global de paiement

Le paiement des travaux s'effectue par mandat administratif. Le délai global de paiement, mentionné à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, est de 50 jours à compter de la date de réception des projets de décompte sur EDIFLEX.

Les intérêts moratoires seront calculés conformément aux dispositions des articles R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### 11.5.3 Désignation de paiement direct

La validation sur le service EDIFLEX du projet de décompte par le Titulaire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le Marché.

Pour les sous-traitants d'un membre du Titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des membres du Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la Maîtrise d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, le mandataire doit également signer l'attestation.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum mentionné dans les annexes à l'acte d'engagement et les actes spéciaux.

### 11.5.4 Sûretés

Le Marché fait l'objet d'une retenue de garantie correspondant à la garantie de parfait achèvement prévue à l'article 12.1.5 -présent CCAP. Cette retenue a pour objet de couvrir les réserves dont est assortie la réception des ouvrages, ainsi que la réparation des désordres apparus pendant la période de garantie (article R. 2191-32 du code de la commande publique).

En application de l'article R. 2191-32 à 35 du code de la commande publique, cette retenue de garantie portera sur un montant de 5% du montant initial du Marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-34 et R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Sauf si la Maîtrise d'ouvrage a notifié par lettre recommandée avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement que le Marché n'a pas été correctement exécuté selon les modalités prévues aux articles R. 2191-35 et R. 2191-42 du code de la commande publique, la retenue de garantie est remboursée ou la garantie à première demande sont libérées dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, le cas échéant prolongé. Conformément aux l'articles R. 2191-35 et R. 2191-42 précités, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du Marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

La retenue est opérée par précompte sur le montant des acomptes et du solde.

## 11.6 Ouvrages, travaux et prestations intellectuelles non prévus

Il est rappelé que les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent être engagés par le Titulaire que conformément aux clauses du Marché et après réception d'un ordre de service ou passation d'un avenant les prescrivant. À défaut, les travaux supplémentaires ou modificatifs ne donnent pas lieu à un quelconque supplément de rémunération au regard du prix initial du Marché.

Par dérogation au principe indiqué ci-dessus, le titulaire pourra exécuter sans ordre de service ni avenant les travaux présentant une urgence, par exemple pour assurer la stabilité des ouvrages ou éviter des détériorations, ce à condition d'en informer dans les plus brefs délais la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage, son assistant, le coordonnateur SPS et le contrôleur technique et de prendre toutes mesures nécessaires pour limiter raisonnablement les frais y afférents. Ces travaux en urgence donnent lieu le cas échéant à dédommagement du titulaire, sous réserve que la cause de ces travaux lui soit extérieure.

L'article 16 du CCAG travaux n'est pas appliqué.

### 11.6.1 Ouvrages et travaux à prix connu

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification est demandée par ordre de service et pour lesquels le Marché prévoit des prix.

La Maîtrise d'œuvre pourra demander au Titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus au Marché et réputés non inclus dans le forfait. Les coûts seront déterminés directement à partir des prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF). Les coûts évalués dans le devis sont réputés tenir compte des frais et conséquences de toute nature pour le Titulaire résultant de l'allongement des délais provoqué par les ouvrages ou travaux objets du devis.

Le Titulaire disposera de 15 (quinze) jours calendaires pour l'analyse des demandes de prestations nécessitant l'établissement d'un devis (analyse des impacts techniques et financiers) et la transmission du devis, ce délai débutant à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le Titulaire ne pourra prétendre à une indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

En cas d'acceptation du devis par la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage, un avenant est conclu entre les Parties pour entériner les travaux décidés et le prix accepté.

### 11.6.2 Ouvrages et travaux à prix non connu

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service et pour lesquels le Marché ne prévoit pas de prix et s'applique par dérogation à l'article 13 du CCAG travaux.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du Marché, notamment aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix du Marché, étant précisé que leur règlement donne lieu à révision des prix dans les conditions prévues au Marché.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont décidés dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

La Maîtrise d'œuvre pourra demander au Titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le Marché et réputés non inclus dans le forfait. Les coûts évalués dans le devis sont réputés tenir compte des frais et conséquences de toute nature pour le Titulaire résultant de l'allongement des délais provoqué par les ouvrages ou travaux objets du devis.

Le Titulaire devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 15 jours calendaires.

Le Titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite.

S'ils n'ont pas donné lieu à un avenant, un ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après, notifie au Titulaire des prix provisoires pour le règlement des ouvrages et travaux à prix non connu.

Ces prix provisoires sont arrêtés par la Maîtrise d'œuvre.

Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation de la Maîtrise d'œuvre et de la Maîtrise d'ouvrage ni celle du Titulaire ; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs par avenant. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, le Titulaire n'a pas présenté d'observation à la Maîtrise d'œuvre (avec copie à la Maîtrise d'Ouvrage et à l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage) en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

### 11.6.3 Travaux modificatifs mineurs

Les travaux modificatifs, faisant suite à une demande du Maître d'ouvrage, sont considérés comme mineurs lorsqu'ils concernent pendant la phase d'études d'exécution, de synthèse et de travaux et dans la mesure où ceux-ci n'ont pas encore été réalisés comme (liste non exhaustive) :

- le cheminement des réseaux aérauliques, hydrauliques et électriques peut être déplacé en quantité limitée dans une limite de 10% des surfaces du projet,

- des points d'eau peuvent être déplacés dans un même local,
- des prises électriques (courants forts, courants faibles) peuvent être déplacées dans un même local
- des prises de fluides peuvent être déplacées dans un même local.

Ces travaux modificatifs demandés par la Maître d'ouvrage en phase exécution sont réputés compris dans le prix global et forfaitaire sur lequel s'engage le titulaire. Ils ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire ni aucun allongement de délais.

Toutefois, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit d'évaluer chaque demande de modification en concertation avec l'entreprise attributaire, afin de déterminer si elle est mineure et d'établir, en cas de modification substantielle établie, les conditions d'une rémunération complémentaire.

## 11.7 Augmentation de la masse du Marché

### 11.7.1 Montant des travaux du Marché

Le « montant des travaux » du Marché correspond au montant total des prestations et travaux exécutés, incluant le cas échéant l'exécution des avenants et ordres de service avec prix expressément acceptés, évalué à partir des prix de base hors révision.

Le « montant contractuel des travaux » du Marché correspond au montant du prix stipulé à l'Acte d'Engagement, éventuellement modifié par les avenants signés des deux parties.

### 11.7.2 Obligations du Titulaire

L'article 14 du CCAG Travaux n'est pas applicable au Marché. Le Titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des prestations et travaux faisant l'objet du Marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux du Marché qui peut résulter de sujétions techniques ou encore de toute autre cause de dépassement.

### 11.7.3 Indemnités dues au Titulaire

En dérogation à l'article 14 du CCAG Travaux, le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation du préjudice résultant de l'augmentation du montant des travaux.

### 11.7.4 Atteinte du montant contractuel des travaux du Marché

En dérogation à l'article 14 du CCAG Travaux, le Titulaire n'est pas tenu d'informer le maître d'ouvrage de la date à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel et, conformément à l'article 11.7.2 du présent CCAP, il doit mener à son terme les prestations et travaux du Marché sans attendre d'ordre de poursuivre de la part du maître d'ouvrage.

## 11.8 Diminution du montant des travaux du Marché

En dérogation à l'article 15 du CCAG Travaux, le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation du préjudice résultant de la diminution du montant des travaux.

## 11.9 Décompte général – Solde

### 11.9.1 Décompte final du Marché

Le Titulaire dresse le projet du décompte du Marché établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des travaux (tel que définies au Chapitre 1- 3.2- du présent CCAP), les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées, et en reprenant également les éléments du décompte établi selon les termes de l'article 11.4.5 - du présent CCAP.

Le décompte final est unique pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du présent Marché.

En cas de retard dans la remise du projet de décompte final, et après mise en demeure restée sans effet, le décompte final peut être établi d'office par la Maîtrise à la Maîtrise d'œuvre aux frais du Titulaire.

### 11.9.2 Décompte général et solde

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG travaux :

Après établissement du décompte final, le Maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final du Marché définis à l'article 11.9.1 du présent CCAP,
- L'état du solde établi, à partir du décompte final du Marché et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 11.4.5 - Règlement des acomptes et du solde du présent CCAP pour les acomptes,

- La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux exécutés au titre du Marché.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifiera le décompte général dans un délai maximum de 30 jours suivant l'achèvement de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

Le paiement du solde intervient dans un délai de 50 jours à compter de la notification du décompte général.

Le Titulaire doit, dans un délai de trente jours à compter de la notification du décompte général, le renvoyer signer à la Maîtrise d'ouvrage, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve, cette acceptation lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires ; ce décompte devient ainsi le décompte général définitif du Marché.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le Titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires ; ce mémoire doit être remis à la Maîtrise d'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général.

Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées au sein du CCAG Travaux.

Si les réserves sont partielles, le Titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ces réserves ne portent pas.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé à la Maîtrise d'ouvrage le décompte général signé dans le délai de trente jours, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations et en fournissant les justifications nécessaires, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient le décompte général définitif du Marché.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant de la Maîtrise d'ouvrage règle, dans un délai de cinquante jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

## Article 12- Délai d'exécution – Pénalités et retenues

### 12.1 Délais d'exécution des prestations et des travaux

#### 12.1.1 Délai global

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement, qui fait notamment apparaître de façon détaillée :

Le délai global :

- La préparation des travaux,
- Les délais de présentation de dossiers de sous-traitances,
- Le délai de présentation du programme d'exécution des travaux,
- Les études d'exécution comprises études de synthèse,
- L'exécution des travaux par corps d'état,
- L'achèvement des travaux,
- Les opérations préalables à la réception,
- Les essais de marche à blanc,
- La fourniture des documents prévus avant réception,
- Les formations réalisées avant réception,
- La réception, comprises dispositions liées à visite de la commission de sécurité et à l'obtention de l'avis favorable de la commission de sécurité à l'ouverture au public,
- Le parfait achèvement, y compris documents fournis après exécutions, formations après exécution.

La notification du marché de travaux ne valant pas démarrage du délai global d'exécution, le point de départ du délai global d'exécution des travaux et de la période de préparation est la notification de l'ordre de service n°1.

Le Titulaire devra également respecter tous les délais intermédiaires prévus dans le planning général contractuel, lesquels ont pleinement valeur contractuelle. Il est rappelé que le délai mentionné à l'article Chapitre 1- 3.2.2 du présent CCAP pour la réalisation est un délai global engageant le candidat.

Le Titulaire devra mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail posté, etc.), sans augmentation de prix sauf cas dérogatoire ouvrant droit à une telle augmentation tel que la rencontre de sujétions imprévues.

Pour respecter ces délais, le Titulaire devra intégrer des phases de formulations d'avis et remarques et de validation de la maîtrise d'ouvrage sur les locaux témoins, les locaux premiers de série, les échantillons et les prototypes. Ces délais sont compris dans le délai global :

### 12.1.2 À la remise de l'offre

Il est rappelé que le Titulaire a remis dans le cadre de son Offre, un planning général faisant apparaître notamment les jalons suivants :

- La désignation des sous-traitants,
- Le planning des études, précisant les thèmes à traiter et les réunions à organiser,
- Le délai prévu pour l'examen par la Maîtrise d'ouvrage et les intervenants concernés des dossiers de demande d'autorisations administratives,
- Les délais prévisionnels d'obtention des autorisations administratives, fondés sur les règles applicables,
- Le délai pour l'achèvement des études d'exécution,
- Le délai de réalisation des ouvrages témoins et des 1<sup>er</sup> de série,
- Le délai de présentation des échantillons, des colorimétries et des maquettes numériques,
- Les dates de mise à disposition de l'emprise chantier pour chaque phase de travaux le cas échéant,
- Le planning de diffusion des études d'exécution et de synthèse relatif à la réalisation des ouvrages,

L'ensemble s'intégrant dans le délai global de réalisation mentionné à l'article Chapitre 1- 3.2.2 du présent CCAP.

### 12.1.3 Phase travaux

Pour la réalisation des témoins ou certains prototypes, une mise à disposition avec constat contradictoire des terrains ou locaux et de démarrage des témoins sera délivrée par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention, sur demande écrite du Titulaire devant être diffusée au moins quinze jours avant la date de mise à disposition souhaitée. Cette demande précisera l'emprise du terrain souhaitée, les installations mises en place et les accès envisagés par le Titulaire. Cette mise à disposition pourra être anticipé par rapport à celui du démarrage des travaux et/ou, le cas échéant, des travaux préalables et de terrassements, en fonction des besoins du Titulaire.

Le démarrage des travaux est conditionné par les conditions réunies suivantes :

- La validation formelle par le maître d'ouvrage du démarrage des travaux sous la forme d'un Ordre de Service,
- L'obtention des différentes autorisations administratives nécessaires, purgées de tous recours et retraits,
- La transmission des études détaillées, les descriptifs, les notes de calcul et les plans détaillés se rapportant au démarrage des travaux (travaux préparatoires, terrassements, fondations, etc.) revêtus de l'avis favorable du bureau de contrôle technique,
- Le planning de diffusion des études d'exécution et de synthèse de tous les corps d'état validé par la maîtrise d'ouvrage,
- Le planning détaillé d'exécution a été transmis et validé par la Maîtrise d'ouvrage et son l'Assistant,
- La réalisation des ouvrages témoins et des prototypes demandés dans le cadre du présent projet,
- La désignation et l'agrément des sous-traitants des corps d'état techniques, des VRD / terrassements et du clos-couvert par le maître d'ouvrage,
- Le planning de désignation des sous-traitants, établi en lien avec le planning de diffusion des études d'exécution et de synthèse, validé par la Maîtrise d'ouvrage, étant établi que le dernier sous-traitant devra être désigné par le Titulaire au plus tard 5 mois après la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

En vue de l'accomplissement de ces formalités, le Titulaire adressera ces documents à la Maîtrise d'œuvre selon les modalités prévues à l'article 16.2.2 du présent CCAP.

Le Titulaire chargé de l'exécution est tenu de faire connaître à la Maîtrise d'œuvre au plus tard 15 jours avant, et par écrit, la date à laquelle il envisage de commencer les travaux, y compris les travaux préparatoires ou de terrassement anticipés.

Le Maître d'œuvre lui fera part de son accord ou de son désaccord par ordre de service. Dans ce dernier cas, il motivera sa décision en indiquant éventuellement les pièces qui manqueraient ou qui ne seraient pas recevables.

Si les motifs justifiant ce désaccord sont imputables au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier ne pourra faire l'objet d'aucun prolongement de délai.

Si le motif n'est pas imputable au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier fera l'objet d'une prolongation de délai ; celle-ci devra être annoncée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre par écrit, dans les 15 jours suivant la décision.

Le programme d'exécution, incluant le planning détaillé d'exécution, sera élaboré par le Titulaire conformément aux stipulations de l'article 16.2.1 du présent CCAP.

Il sera fait part d'un accord ou d'un désaccord par ordre de service. Dans ce dernier cas, l'ordre de service sera motivé et indiquera éventuellement les pièces qui manqueraient ou qui ne seraient pas recevables.

Si les motifs justifiant ce désaccord sont imputables au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier ne pourra faire l'objet d'aucun prolongement de délai. Si le motif n'est pas imputable au Titulaire, le retard éventuel apporté de ce fait au démarrage du chantier pourra faire l'objet d'une prolongation de délai, cette prolongation devra être annoncée par la Maîtrise d'ouvrage par écrit, dans les 15 jours suivant la décision.

#### 12.1.4 Phase OPR

Les opérations préalables à la réception, dont le déroulement est défini comme suit, se déroulent sur une période ne pouvant pas être inférieure à deux mois (délai minimum à intégrer par le Titulaire dans le planning général contractuel – hors mois d'août et congés de Noël) et ne pouvant excéder quatre mois à compter de la réception du courrier de fin de travaux remis par le Titulaire à la Maîtrise d'œuvre.

Les essais et les autocontrôles du Titulaire étant réputés avoir été réalisés avant la diffusion du courrier.

#### 12.1.5 Parfait achèvement

La durée de la garantie de parfait achèvement est, sauf prolongation, d'un (1) an à compter de la date retenue pour l'achèvement des travaux dans la décision de réception des ouvrages. La prolongation est opérée dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

### 12.2 Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation aux articles 18.2.1 et 18.2.2 du CCAG Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 12.2.1 et 12.2.2 ci-après, et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

#### 12.2.1 Modifications du Marché et autres causes

Lorsque :

- Une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages,
- Une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents,
- Une rencontre de difficultés imprévisibles, irrésistibles et extérieures au titulaire au cours du chantier ou des études,
- Un ajournement de travaux décidé par la personne représentant la Maîtrise d'ouvrage,
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

Justifie soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des prestations et travaux, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est débattue par la Maîtrise d'ouvrage, l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et avec le Titulaire.

La décision prise par la personne représentant la Maîtrise d'ouvrage est ensuite notifiée au Titulaire par ordre de service par le biais de la Maîtrise d'œuvre.



### 12.2.2 Intempéries

Le délai d'exécution mentionné à l'article 3.2.2 du présent CCAP comprend trente(30) journées d'intempéries réputées prévisibles.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée, en jours calendaires, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant le nombre de journées prévisibles mentionné ci-avant.

Les journées d'arrêt de travail ne seront effectivement constatées que dans les conditions suivantes :

- Un au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous doit dépasser son intensité limite et entraîner un arrêt de travail sur le chantier (la station de météo de référence étant celle la plus proche du chantier),
- Fourniture par le titulaire des bulletins météo et des déclarations à la caisse d'intempérie au maître d'ouvrage et à son assistance.

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux (constatée conformément à l'article 16.1.2 du CCAP), le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels dépassera les intensités limites fixé dans le tableau récapitulatif ci-après moins le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

Nature du phénomène	Intensité limite
Température minimale à 8h00 du matin sous abri sur le chantier, constaté de manière contradictoire	0°C durant plus de 3h/j à partir de 8H du matin
Précipitations sur le lieu des travaux	Pluie drue et continue d'une durée supérieure à 2 heures et correspondante à une hauteur d'eau totale supérieure à 5 mm
Vent	Vitesse maxi > 60 km/h et d'une durée minimale de 2 heures
Neige	Chute de neige d'une durée supérieure à 4 heures ou tapis de neige dont l'épaisseur moyenne est de 5 cm
Verglas	Verglas tenace empêchant les transports et la circulation sur le chantier et les échafaudages.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

- Le thermomètre installé par l'entreprise pour la température,
- Le poste météorologique et hydrologique le plus proche du chantier.

En cours de travaux, il sera tenu compte dans le calendrier du nombre réel de journées d'intempéries, et le délai d'exécution sera prolongé automatiquement et sans avenant, d'un nombre de jours égal aux journées d'intempéries visées ci-avant.

Sont comptées comme journées d'intempéries, pour l'application du présent alinéa, les journées où le travail est arrêté.

En cas de litige, seuls les bulletins de météo de la station météo précitée seront pris en compte.

### 12.2.3 Recours sur une autorisation administrative nécessaire à la réalisation de l'ouvrage

Dans l'hypothèse où l'une des autorisations administratives nécessaires à l'exécution par le Titulaire de ses obligations au titre du Marché fait l'objet d'un recours, les parties se communiquent sans délai l'ensemble des pièces relatives audit recours.

De plus, les parties se rencontrent dans les plus brefs délais afin d'évaluer la pertinence du recours et ses conséquences sur l'exécution du Marché.

Sauf demande expresse de la Maîtrise d'ouvrage de suspension partielle ou totale du Marché, ou injonction judiciaire ou administrative contraire, le Titulaire poursuit l'exécution du Marché.

#### a – Suspension de l'exécution du Marché

La Maîtrise d'ouvrage peut enjoindre au Titulaire de suspendre totalement ou partiellement l'exécution du Marché en raison du dépôt d'un recours à l'encontre d'une autorisation administrative nécessaire à l'exécution des obligations du Titulaire.

Cette suspension demandée par la Maîtrise d'ouvrage constitue un cas de prorogation des délais d'exécution prévus au Marché.

En cas de suspension de tout ou partie de l'exécution du Marché, les parties se rencontrent régulièrement pour examiner les conditions d'une éventuelle régularisation de la situation litigieuse. À tout moment pendant la période de suspension, notamment s'il apparaît que la situation litigieuse ne peut raisonnablement faire l'objet d'une quelconque régularisation, ou au-delà d'une période de suspension de 12 mois, la Maîtrise d'ouvrage peut résilier totalement ou partiellement le Marché dans les conditions prévues au « b » ci-après.

#### b – Annulation d'une autorisation administrative

Si le recours aboutit à une annulation de l'autorisation administrative, le Titulaire, avec la collaboration de la Maîtrise d'ouvrage, assure la constitution des éléments complets du dossier relatif à l'autorisation administrative concernée afin qu'une nouvelle demande d'autorisation puisse être déposée si cela est possible en fonction des motifs d'annulation de l'autorisation et des conditions de poursuite du Marché.

L'annulation de l'autorisation administrative constitue un cas de prorogation des délais d'exécution du Marché sauf si, au regard des moyens retenus par la décision juridictionnelle ayant prononcé l'annulation de l'autorisation, l'annulation est imputable au Titulaire.

Si une annulation définitive de l'autorisation administrative intervient, que ce soit l'annulation de la première ou de la deuxième autorisation administrative demandée, la Maîtrise d'ouvrage peut résilier totalement ou partiellement le Marché. Si la résiliation du Marché est partielle, le Marché et ses Annexes sont modifiés en tant que de besoin.

Dans ce cas, si, au regard des motifs retenus par la décision juridictionnelle intervenue à la date à laquelle les parties doivent se déterminer, l'annulation de l'autorisation est imputable au Titulaire, la résiliation est prononcée aux torts du Titulaire.

Si l'annulation de l'autorisation est non imputable au Titulaire, la résiliation sera prononcée selon les dispositions prévues au Chapitre 4- Article 24- , étant précisé que ce cas de résiliation ne donnera pas droit à indemnisation d'un manque à gagner, en dérogation de l'article 49.1 et 50.4 du CCAG Travaux.

#### 12.2.4 Retrait d'une autorisation administrative nécessaire à la réalisation de l'ouvrage

Dans l'hypothèse où une autorisation administrative fait l'objet d'un retrait, l'exécution du Marché est suspendue et le Maître d'ouvrage communique sans délai les pièces permettant d'apprécier les motifs ayant conduit l'administration à retirer ladite autorisation.

Le retrait constitue un cas de prorogation des délais d'exécution du Marché, sauf si, au regard des motifs ayant conduit au retrait de l'autorisation administrative concernée, le retrait est imputable au Titulaire.

À la demande de la Maîtrise d'ouvrage, le Titulaire constitue et transmet à la Maîtrise d'ouvrage les éléments complets du dossier relatif à l'autorisation administrative concernée, et dépose une nouvelle demande d'autorisation.

Si le retrait de l'autorisation administrative est imputable à une cause rendant impossible le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, la Maîtrise d'ouvrage peut résilier totalement ou partiellement le Marché.

Si le retrait de l'autorisation administrative est imputable au Titulaire, la résiliation est prononcée aux torts du Titulaire.

Si le retrait de l'autorisation administrative est non imputable au Titulaire, la résiliation sera prononcée selon les dispositions du Chapitre 4- Article 24- , étant précisé que ce cas de résiliation ne donnera pas droit à indemnisation d'un manque à gagner, en dérogation des articles 49.1 et 50.4 du CCAG Travaux.

Dans l'éventualité où la Maîtrise d'ouvrage résilie partiellement le Marché, le Marché et ses annexes sont modifiés en tant que de besoin.



## 12.3 Pénalités

L'ensemble des pénalités sont applicables par le Maître d'œuvre du simple fait du constat de leur fait générateur, sans mise en demeure préalable ni invitation du Titulaire à présenter ses observations, sauf mention contraire expresse dans la pénalité concernée.

L'article 19 du CCAG travaux n'est pas appliqué.

Modalités d'application :

- La remise de documents incomplets est assimilée à un retard dans la remise de documents pour l'application du présent article.
- Jour Calendaire : jour civil entier dès lendemain de la date limite contractuelle.
- Constatation : Procès-verbal, courriel, courrier recommandé, mise en demeure.

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 15% du montant du marché notifié et avenants par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

Dans le cas où le titulaire a proposé, conformément à une variante obligatoire prévue par le maître d'ouvrage, un plafond de pénalités inférieur à celui défini au présent article, le plafond ainsi proposé et accepté dans l'Acte d'Engagement se substitue de plein droit au plafond initialement prévu. Cette modalité dérogatoire devra être accompagnée d'une évaluation économique intégrée dans l'offre du titulaire, et dûment formalisée dans le Détail Quantitatif Estimatif (DPGF).

### 12.3.1 Retard en cours d'exécution et dans l'achèvement des travaux imputables au Titulaire

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, il sera appliqué au Titulaire des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, ou par réserve ou par infraction est fixé comme suit :

- Délai global d'exécution du Marché :  
*60 000 euros par jour calendaire de retard constaté par rapport au planning général contractuel.*
- Délai des études d'exécution et de synthèse :  
*20 000 euros par jour calendaire de retard constaté sur la remise des études d'exécution selon le planning validé à la notification de l'ordre de service*
- Délai intermédiaire figurant dans le planning général contractuel :  
*20 000 euros par jour calendaire de retard constaté*
- Délai intermédiaire figurant dans le calendrier d'exécution et de synthèse :  
*5 000 euros par jour calendaire de retard constaté*
- Non-respect des plannings des opérations préalables aux réceptions partielles ou finale (OPR) :  
*5 000 euros par jour calendaire de retard dans le démarrage des OPR par la Maîtrise d'œuvre constaté par rapport au planning général contractuel et selon les jalons définis à l'article 18.2 du CCAP*
- Retard dans la fourniture des éléments nécessaires à l'établissement du programme d'exécution des travaux :  
*300 euros par jour calendaire de retard constaté selon le planning des études d'exécution et de synthèse tel qu'il sera établi et validé par la Maîtrise d'œuvre à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux*

Toutefois, la Maîtrise d'œuvre se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de restituer ces pénalités au Titulaire après avoir eu au préalable la validation de la Maîtrise d'Ouvrage.

Un report de réception lié à un avis défavorable de la Commission de Sécurité ou à une impossibilité de mise en exploitation sera sanctionné par les pénalités prévues à cet article, si l'évènement est de la responsabilité du Titulaire.

### 12.3.2 Non présentation des échantillons, documentations techniques des matériels et documents d'exécution

En ce qui concerne les autres délais prévus au Marché et le non-respect des demandes de la Maîtrise d'œuvre, du contrôleur technique ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, assorties d'un délai adapté, les montants des pénalités encourues sont les suivantes :

- *Retard dans l'établissement d'un devis détaillé ou d'une fiche de travaux modificatifs :*  
*1500 euros par jour calendaire de retard devis constaté selon dispositions prévues à l'Article 23- du présent CCAP*
- Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité) :  
*500 euros par devis présenté*
- Retard dans la justification et/ou la présentation d'un détail de prix pour ouvrage non prévus :  
*150 euros par jour calendaire*
- Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » :  
*500 euros par document ou plan et par jour calendaire*
- Diffusion sans document explicatif d'un indice de document "Pour Visa" sans BPS ou BPE, après un VAO ou VSO et un avis Favorable ou suspendu sur l'indice précédent :  
*150 euros par nouvel indice*
- Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée dû par le titulaire pour en permettre la supervision :  
*1 500 euros par jour calendaire de retard par local physique ou numérique constaté selon le planning des études d'exécution et de synthèse tel qu'il sera établi et validé par la Maîtrise d'œuvre à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux et selon les demandes formulées via un compte rendu, un courrier, un courriel en cours de chantier par l'un des intervenants*
- Retard dans la remise de documents (compte-rendu, plan, maquette ifc, note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle, étude colorimétrique, étude de signalétique, attestation d'assurance, calendrier, visa, etc....) ou échantillons demandés par l'un des intervenants précités, par document ou par échantillon :  
*1 500 euros par jour calendaire de retard et par document ou échantillon constaté selon le planning des études d'exécution et de synthèse tel qu'il sera établi et validé par la Maîtrise d'œuvre à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux et selon les demandes formulées via un compte rendu, un courrier, un courriel en cours de chantier par l'un des intervenants*
- Retard dans la remise du projet de décompte final du Marché :  
*5 000 euros jour calendaire de retard constaté selon les conditions prévues à l'article 11.9.1- du CCAP*
- Retard des formations avant et après réception :  
*3 000 euros par formation et par semaine de retard constaté selon le planning de formation qui sera à établir à minima 4 mois avant la date de réception.*

### 12.3.3 Retard dans la levée des réserves à la réception et au parfait achèvement

Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas, à la date limite de levée des réserves, fixée au sein du Procès-Verbal de réception, remédié aux imperfections ou malfaçons notées contradictoirement lors des opérations préalables à la réception, des pénalités de retard de 500 euros seront appliquées par réserve ou imperfection et par jour calendaire de retard.

Cette clause s'applique également aux réserves de parfait achèvement constatées durant l'année de parfait achèvement ou le cas échéant pendant la durée de prolongation de cette garantie, et pour les désordres signalés dans le cadre de cette garantie, à compter de l'expiration du délai imparti pour remédier au désordre jusqu'à la date à laquelle il y aura été remédié.

### 12.3.4 Absences ou retard aux réunions

Les pénalités seront automatiquement appliquées au Titulaire, qui n'assiste pas ou arrive en retard aux réunions.

Ces pénalités sont fixées à 500 euros par absence.

En cas de retard en réunion, une pénalité de 250 euros par retard pourra être appliquée.

### 12.3.5 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant l'hygiène, la sécurité et la santé des travailleurs

En ce qui concerne le non-respect des demandes assorties d'un délai adapté et réaliste émanant du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les montants des pénalités encourues sont les suivants :

- Absence de remise d'un plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé :  
*1 000 euros par jour calendaire de retard*  
Les retards sont comptabilisés à compter de la première demande du coordonnateur SPS, de la Maîtrise d'ouvrage ou de son assistant.
- Intervention sur le chantier d'une entreprise sous-traitance non agréée :  
*5000 euros par infraction*
- Retard dans la présentation d'un dossier d'agrément de sous-traitant selon planning de désignation des sous-traitants présenté avant le commencement des travaux (article 12.1 du CCAP) :  
*5 000 euros par jour calendaire de retard et par sous-traitant*
- Non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du maître d'ouvrage un sous-traitant non déclaré :  
*5000 euros par jour calendaire à compter de l'échéance de la mise en demeure jusqu'au dépôt du dossier complet de demande d'acceptation*
- Non-exécution des prescriptions du PGC en matière d'hygiène et de sécurité entraînera, sans mise en demeure, et ce, jusqu'à l'obtention de l'avis favorable du coordonnateur :  
*2 000 euros par jour calendaire de retard dans l'exécution des prescriptions*
- Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :  
*2 000 euros par jour calendaire de retard et par injonction*
- Non-respect des prescriptions prévues et détaillées dans la Note d'Organisation de Chantier :  
*2 000 euros par jour calendaire de retard et par injonction*
- Absence à une réunion de CISSCT ou à une visite d'inspection commune (VIC) :  
*500 euros par absence si convoqué à celle-ci*
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé des personnes extérieures au chantier (abords du chantier) :  
*1 000 euros par infraction constatée et par jour calendaire jusqu'à rétablissement des conditions de sécurité*
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur un poste de travail, par infraction constatée et par jour jusqu'à rétablissement des conditions de sécurité :  
*1 000 euros par infraction constatée et par jour calendaire jusqu'à rétablissement des conditions de sécurité*
- Défaut de mise en place ou dépose d'une clôture ou protection collective sur le chantier, par infraction constatée et par jour jusqu'à rétablissement des conditions de sécurité :  
*1500 euros par infraction*
- Défaut d'éclairage de chantier (circulations) :  
*150 euros par jour calendaire*
- Dégradation et /ou défaut de nettoyage des installations communes après utilisation :  
*500 euros par infraction*
- Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier :  
*150 euros par infraction*
- Stockage vestimentaire ou de nourriture en dehors des installations de chantier prévues à cet effet :

---

*150 euros par infraction*

- Défaut de nettoyage du chantier, des voies publiques empruntées à proximité du chantier, absence de dispositif de nettoyage des engins avant sortie du chantier, dépôt de matériaux ou matériels en dehors des zones affectées, par évènement constaté et par jour :  
*150 euros par jour calendaire et local ou zone de 100 m<sup>2</sup> non-nettoyée par retard comptabilisé à partir de la première demande du coordonnateur SPS, de la Maîtrise d'ouvrage ou de son Assistant ;*
- Défaut de nettoyage d'un véhicule de chantier :  
*650 euros par véhicule constaté*
- Défaut de nettoyage des voiries internes au site du CHU de Reims souillées :  
*1 000 euros par constatation et par jour calendaire*
- Défaut d'encadrement sur le chantier :  
*500 euros par jour calendaire*

Ces pénalités sont cumulatives et applicables à raison des manquements de chaque entreprise y compris les sous-traitants du mandataire du Titulaire.

#### **12.3.6 Repliement des installations de chantier/remise en état des lieux/Libération des terrains**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution mais sont intégrés au délai global du Marché.

À la fin des travaux, le Titulaire devra, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.

Toutefois, ce délai devra être rendu compatible par le Titulaire avec le délai de restitution des zones de travaux des espaces extérieurs tels que définis au sein du programme.

En cas de retard ou de défaillance dans la remise en état des lieux ou le nettoyage des locaux, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire par une entreprise librement choisie par la Maîtrise d'ouvrage, après mise en demeure par ordre de service restée infructueuse au terme d'un délai d'une semaine, sans préjudice de l'application d'une pénalité de *500 euros par jour calendaire de retard*.

#### **12.3.7 Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution**

Les documents fournis après exécution seront remis à la date de prise d'effet de la réception des ouvrages :

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et pour tout document nécessaire à la Commission de Sécurité,
- L'ensemble des DOE.

Passé ce délai, une pénalité de *3 000 euros* sera appliquée par jour calendaire de retard.

#### **12.3.8 Autres pénalités et réfections**

Le Titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- Défaut de désignation de la personne physique représentant le titulaire citée à l'article Chapitre 1- 2.1.2 Chapitre 1- 2.1.2 du présent CCAP :  
*500 euros par constatation*
- Non remise des attestations d'assurances :  
*20 000 euros par attestation non remise par an*
- Non-respect de l'obligation de secret professionnel  
*1000 euros par infraction*

- Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation ou défaut de signalétique interne :  
*500 euros par défaut et par jour calendaire de retard constaté*
- Méconnaissance du titulaire de ses obligations contractuelles :  
*500 euros par constatation*
- Non-respect de l'interdiction d'organiser une visite avec des personnes extérieures au chantier sans autorisation préalable du maître d'ouvrage :  
*300 euros par infraction*
- Non-respect des hauteurs sous plafonds (selon mesures contradictoires en phase réalisation par comparaison avec les hauteurs définies en phase conception, dans la limite d'un écart < 5 cm) :  
*2 000 euros par réserve et par local*
- Réserve du bureau de contrôle non levée dans le délai fixé à la réception des travaux et/ou avant la visite de la commission de sécurité : (selon RVRAT ou RFCT) :  
*5 000 euros par réserve*
- Réserve du CSPS non levée à la réception des travaux (selon PGC ou DIUO) :  
*5 000 euros par réserve*
- Réserve dans le rapport du coordonnateur SSI remis avant la commission de sécurité :  
*5 000 euros par réserve au-delà de trois réserves (maximum toléré)*
- En cas de retard de plus de 24h dans la mise en place des mesures correctives nécessaires au rétablissement de la qualité de l'eau et à la protection des usagers lorsque les dénombrements en *Legionella pneumophila* sont supérieurs aux seuils définis réglementairement :  
*2 000 euros par jour calendaire de retard.*
- Refus du titulaire de faire droit à une demande d'accès au terrain et au chantier (article 6.10 du CCAP) :  
*500 euros par jour jusqu'à ce que l'accès soit mis en œuvre*
- Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé  
*10 000 euros par infraction constatée*
- Non-respect d'une disposition prévue dans la Note d'Organisation de Chantier (NOC), dans la charte de chantier à faibles nuisances en phase chantier (autres que celles mentionnées par ailleurs) :  
*150 euros par événement et/ou par jour calendaire de retard*
- Présence d'une publicité sur le site du chantier :  
*150 euros par jour et par infraction constatée (retard comptabilisé à partir du premier constat effectué par la Maîtrise d'ouvrage ou son Assistant)*
- Perte ou non restitution du badge d'accès au site hospitalier :  
*100 euros par badge*
- Pénalité en cas de non-respect des engagements d'insertion sociale  
*100 euros par heure non réalisée, la pénalité étant applicable sans mise en demeure préalable, en dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG travaux.*
- En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle tel que définie à l'article 17.1.3 du présent CCAP, le Titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé à : 5 000 euros
- Pénalité pour non-respect de la part d'exécution du Marché confiée aux PME et artisans ( Chapitre 1- 2.2.4 du CCAP)  
En cas d'inexécution de ses obligations, le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant H.T. non confié aux PME et artisans par rapport au montant fixé à l'Acte d'engagement.

- Non recevabilité de la maquette BIM :  
À défaut du respect des critères de recevabilité de la maquette prévus au Cahier des charges BIM, une pénalité de 1 000 euros par jour calendaire sera appliquée, retard comptabilisé depuis l'information par la Maîtrise d'œuvre de la non-recevabilité de la maquette jusqu'à la transmission par le Titulaire d'une maquette BIM recevable selon les critères fixés.
- Non-respect d'utilisation des outils numériques mis en place au titre du présent marché (GED, outil de suivi des remarques...) : à partir du constat par le Maître d'œuvre de ce non-respect, une pénalité de 150 euros par jour calendaire sera appliquée au membre du Titulaire qui ne satisfait pas à cette obligation.
- Souillage et dégradation des végétaux en place à conserver, leur faisant courir un risque pour leur survie :  
1 500 euros par sujet à remplacer
- Travaux bruyants en dehors des heures tolérées  
500 euros par événement (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)
- Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit :  
500 euros par événement (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)
- Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne  
500 euros par événement (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)
- Stationnement de véhicules de personnels ou de société du titulaire et sous-traitants dans l'enceinte du site du CHU de Reims sans autorisation :  
150 euros par constatation
- Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites :  
500 euros par constatation
- Brûlage de matériaux ou déchets sur le chantier :  
150 euros par constatation
- Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier :  
500 euros par action constatée
- Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier :  
500 euros par événement
- Non-respect du planning et des horaires de livraison :  
150 euros par événement

### Réfections prévues par le présent document

- Réfections liées à l'exécution de prestations du Marché que la Maîtrise d'ouvrage serait amenée, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais et risques du Titulaire.
- Réfections correspondant à des prestations prévues au Marché et que le Titulaire n'aurait pas exécutées, en application du principe du règlement selon service fait.
- Non-respect d'un engagement pris au titre du Marché :  
Pour chaque manquement du Titulaire à ses obligations au titre du Marché qui ne fait pas l'objet de l'un des régimes particuliers de pénalités définis ci-dessus, le Maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du Titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par jour calendaire de retard et/ou de manquement.

Les pénalités et réfections ci-dessus sont cumulatives.



### **12.3.9 Application des pénalités**

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'Article 5- Article 26- du présent CCAP.

Les pénalités pourront avoir un caractère libératoire.

Les pénalités sont non révisables.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du titulaire le cas échéant.

### **12.3.10 Retenues provisoires**

Il pourra être fait application de retenues provisoires.

### **12.3.11 Répartition du montant des pénalités au sein du Titulaire**

Dans le cas d'un Titulaire pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du Titulaire conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du Titulaire.

### **12.3.12 Prime d'avance**

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

## **Article 13- Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

### **13.1 Provenance et qualité des matériaux et produits**

Le présent article se substitue aux articles 21 et 23.3 du CCAG Travaux.

Les études de détail et les descriptifs établis fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction. Le dossier de consultation des entreprises stipule que les matériels, produits et composants doivent être neufs. Le Titulaire s'engage à respecter formellement la liste des matériels telle qu'elle résultera de la mise au point du Marché en ce qui concerne la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, marques, types et références.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre des marques et gammes de produits et équipements proposées lors de son offre. Si au cours du chantier, le Titulaire propose une autre marque que celles contractualisées, la Maîtrise d'ouvrage en concertation avec la maîtrise d'œuvre pourra refuser le produit ou l'équipement sans avoir à se justifier.

Par ailleurs, lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le Marché, le Titulaire ne peut la modifier que si la Maîtrise d'ouvrage l'y autorise par écrit.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues l'article 11.6 -du présent CCAP.

Si la Maîtrise d'ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le Titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le Titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction ne figurant pas dans la liste précitée, le Titulaire devra fournir et mettre à disposition sur le chantier les prototypes et échantillons qui lui auront été demandés par l'un des intervenants désignés à l'Article 2- du présent CCAP.

Les propositions du Titulaire seront acceptées ou refusées au vu desdits échantillons ou prototypes. Les échantillons et prototypes ayant conduit à accepter les éléments correspondants seront entreposés et conservés sur le chantier et pendant toute sa durée dans un local sécurisé prévu à cet effet.

### **13.2 Vérifications, essais et épreuves**

Les résultats à atteindre sont définies dans les pièces constitutives du Marché, et le Titulaire s'est engagé au respect de ces résultats.



En précision des articles 24.4 à 24.8 du CCAG Travaux, le Titulaire est également responsable des vérifications, essais et épreuves à charge du Maître d'œuvre.

Les vérifications qualitatives, par la réalisation d'essais et épreuves, des matériaux, produits ou composants de construction qui seraient demandées par le contrôleur technique sur la base des obligations réglementaires et contractuelles dues par le Titulaire, et les essais définis contractuellement avec la Maîtrise d'ouvrage pour s'assurer du respect des engagements contractuels du Titulaire sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire procède en outre spontanément aux vérifications qualitatives des matériaux, produits ou composants de constructions demandées par les pièces générales du Marché.

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis, pour leur vérification qualitative, à des essais et épreuves, conformément aux stipulations du Marché et aux prescriptions des normes homologuées, les stipulations de l'article 13.1 - du présent CCAP, touchant la définition des normes applicables et les dérogations éventuelles à ces normes, étant à retenir pour le présent article.

À défaut d'indication, dans le Marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions du Titulaire soumises à l'acceptation de la Maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique avec copie au Maître d'Ouvrage et à son Assistant.

Le Titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés ; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier.

Les vérifications sont faites, suivant les indications du présent CCAP ou, à défaut, suivant les propositions du Titulaire soumises à l'acceptation de la Maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique, soit sur le chantier, soit dans les usines, magasins ou carrières du Titulaire et des sous-traitants ou fournisseurs.

Elles sont exécutées par un laboratoire ou organisme de contrôle.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du Titulaire. Ce dernier adresse à la Maîtrise d'œuvre et au contrôleur technique les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le contrôleur technique valide, par référence aux clauses du présent Marché si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Le Titulaire équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

Les essais réglementaires sont à la charge du Titulaire.

En outre, la Maîtrise d'œuvre demande la réalisation d'essais spécifiques en cours de réalisation décrits dans les CCTPC et CCTP.

Si les résultats de vérifications prévues dans le Marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique peuvent demander des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix. Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du Titulaire.

Ne sont pas à la charge du Titulaire :

- Les essais et épreuves que la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique exécutent ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus dans le Marché ou par les normes,
- Les vérifications éventuellement demandées par la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique sur des matériaux, produits ou composants de construction, portant la marque NF ou ayant fait l'objet d'un agrément administratif, qui n'auraient pour but que de s'assurer du respect des qualités inhérentes à la marque ou exigées pour l'agrément.

Des essais pourront être réalisés à l'initiative de la Maîtrise d'œuvre pour vérifier la conformité des réalisations à la réglementation et aux prescriptions. Si les résultats de ces essais sont conformes aux exigences réglementaires et/ou contractuelles, ils seront payés par la Maîtrise d'ouvrage. Dans le cas contraire, ils seront payés par le Titulaire.

En cas de résultats non satisfaisants, les travaux de reprise seront à la charge du Titulaire (impact financier et calendaire).

## Article 14- Prestations du Titulaire soumises à avis

### 14.1 Ouvrages ou locaux témoins, échantillons, prototypes, maquettes numériques

#### 14.1.1 Ouvrages, locaux témoins et 1<sup>er</sup> de série

Il sera prévu sur l'emprise de l'opération la construction des locaux témoins et 1<sup>er</sup> de série détaillés au CCTP C du présent marché.

Ces ouvrages ou locaux témoins seront adaptés ou refaits autant que nécessaire jusqu'à approbation par le Maître d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre, l'Assistant du Maître d'ouvrage et avis favorable du Contrôleur technique, étant précisé que l'approbation n'engage en rien la réception des ouvrages.

Dès lors qu'ils auront été complètement validés, les ouvrages ou locaux témoins seront conservés en l'état aussi longtemps que possible afin de servir de référence à l'exécution des autres ouvrages ou locaux similaires. Tout le mobilier y est implanté et toutes les finitions réalisées.

Ces locaux ne seront démolis qu'après accord de la Maîtrise d'ouvrage.

#### 14.1.2 Maquettes numériques – témoins virtuels

Il sera prévu la réalisation de témoins virtuels suivants :

- Gaine technique de salle de bain
- Local technique VDI
- Local technique transformateur
- Local technique TGBT
- Local technique Groupe froids
- Local technique chaufferie
- Local technique CTA
- Local technique ATA
- Local technique dialyse
- Local technique traitement d'eau
- Plate-forme des fluides médicaux

Il est précisé qu'un témoin virtuel consiste en la visualisation de la maquette 3D sur tablette numérique.

#### 14.1.3 Échantillons

Le titulaire a obligation d'organiser une réunion avec toutes les parties prenantes pour une présentation des échantillons de chaque produit qui sera installé.

À ce titre :

- Les échantillons seront présentés à la Maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre pour validation pendant les études EXE avant la mise en œuvre des matériaux et équipements sur le chantier selon un planning détaillé de présentation des échantillons à remettre au Maître d'Ouvrage et au superviseur de chantier :
- La liste des échantillons comprendra au minimum les éléments constituant les corps d'états et/ou ouvrages suivants sans que cette liste soit exhaustive :
  - Quincaillerie
  - Trappes
  - Revêtements de sol
  - Châssis vitrés intérieurs
  - Accessoires menuisés
  - Systèmes d'occultation
  - Faux plafonds
  - Métallerie

- Mobiliers
- Vitrages
- Revêtements muraux
- Etanchéité
- Peintures
- Plomberie-sanitaires
- Luminaires
- Prises électriques et informatiques
- Gaines têtes de lit
- Grilles diverses

Le visa du maître d'œuvre devra être formalisé et transmis au maître d'ouvrage lors de la diffusion du dossier des matériaux et matériel, qui devra nécessairement précéder la présentation d'échantillons.

Après chaque présentation, une validation est adressée par la Maîtrise d'œuvre dans le délai indiqué à l'article 12.1.1- du présent CCAP.

#### 14.1.4 Prototypes

Le titulaire a obligation de réaliser les prototypes suivants et attendre le visa favorable de la Maîtrise d'Œuvre et l'accord de la MOA avant toute continuité de réalisation sur le chantier :

- Baie VDI
- Tableau électrique divisionnaire
- Transformateur général basse tension
- Bras médical
- Paillasse humide
- Prototypes de façades (Minimum au nombre de Quatre (4))

#### 14.1.5 Signalétique

Les observations de la Maîtrise d'œuvre sur le dossier d'exécution de la signalétique ne peuvent être exhaustives qu'une fois qu'elle dispose de la faculté de visualiser les locaux, cheminements. A cet effet, le Titulaire réalisera :

- En phase d'exécution : les études réalisées permettront une visualisation dans les ouvrages réalisés (photomontages, 1<sup>er</sup> de série...) de chaque typologie de signalétique (vitrophanies, totems, enseignes, pictogrammes...).

Après chaque présentation, une validation est adressée par la Maîtrise d'œuvre dans le délai indiqué à l'article 12.1.1- du présent CCAP.

#### 14.1.6 Validation

Le Titulaire doit tenir compte des périodes de validation induites, compris en cas de refus d'un échantillon, d'un témoin ou d'une maquette numérique par la Maîtrise d'œuvre, afin que l'ensemble des échantillons soient validés au moins trois mois avant la date de mise en œuvre des ouvrages faisant l'objet d'un choix requis d'échantillons, pour les compléments à fournir ou en cas de refus de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Le refus par la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre d'un échantillon, d'un témoin ou d'une maquette numérique non conforme aux stipulations du Marché oblige le Titulaire à présenter de nouvelles solutions. Dans ce cas, le Titulaire ne peut prétendre à aucune extension de délais ni rémunération supplémentaire de ce fait.

Les échantillons, témoins ou maquettes numériques présentés et validés lors de la mise au point du Marché ne pourront pas faire l'objet de modifications ultérieures de la part du Titulaire, sauf accord explicite de la part de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

### Article 15- Études préalables à l'exécution des travaux

Les articles suivants précisent les dispositions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux.

#### 15.1 Études d'exécution et de synthèse

Toutes les études d'exécution et de synthèse sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire transmettra à la Maîtrise d'ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et à son assistant, pour avis, un listing prévisionnel des études d'exécution et de synthèse avec mention impérative des dates de diffusion trois semaines au plus tard après l'ordre de service de démarrage de la phase de préparation de chantier.

D'une façon générale, le Titulaire établit, d'après les pièces constitutives du Marché, tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, quelle qu'en soit la nature (plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, etc.).

Sur la base des études d'exécution finalisées et validées, et quel qu'en soit l'auteur, le Titulaire devra élaborer les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

À cet effet, il fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit établir les calculs de stabilité et de résistance.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché, les formes des pièces dans tous leurs éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

Le Titulaire est chargé à ses frais de la coordination temporelle, technique et spatiale de ses études d'exécution et de leur synthèse, y compris les études qu'il ferait réaliser par des sous-traitants, étant précisé que les plans de synthèse feront partie intégrante du dossier des ouvrages exécutés.

L'entreprise fournira une charte graphique et un cahier des charges BIM en vue de la réalisation de maquettes Revit tous corps d'état, à soumettre à la validation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre. Les plans d'exécution pour visas seront issus de la maquette, sous forme de document .pdf et .dwg.

## 15.2 Vérification des études d'exécution et de synthèse

De façon générale, toutes les études d'exécution doivent être soumises au visa de la Maîtrise d'œuvre, à l'avis du contrôleur technique, et communiquées au coordonnateur en matière de sécurité, de protection de la santé.

Ces visas ont pour objet d'assurer à la Maîtrise d'œuvre que les documents établis par le Titulaire respectent les études de conception et sont conformes aux règles de l'art, à la réglementation et aux normes en vigueur.

Toute reprise des études d'exécution (et de fait de délai de VISA ou d'avis selon l'intervenant) nécessitée par la décision de la Maîtrise d'œuvre de ne pas délivrer son visa ou par un avis suspendu ou défavorable du contrôleur technique devra être faite dans un délai fixé à 15 jours calendaires à réception de l'avis.

Le Maître d'ouvrage et/ou son AMO pourront, s'ils le jugent nécessaires, effectuer des remarques sur les documents d'exécution qui devront être pris en compte par la Maîtrise d'œuvre et le Titulaire dans le cadre des études d'exécution du projet.

Le Titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à la reprise des études, y compris en termes de délai, aucune prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux ne pouvant être obtenue à ce titre.

Le visa de la Maîtrise d'œuvre et un avis favorable du contrôleur technique, éventuellement assortis de réserves ne faisant pas obstacle à l'exécution, doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Dans le cas contraire, le Titulaire devra assumer toutes les conséquences qui pourraient en découler, telles que la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser en application des présentes.

Les documents d'exécution élaborés par le Titulaire seront fournis et diffusés directement par ses soins aux destinataires qui lui seront désignés.

## 15.3 Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels

Tous les composants, techniques et procédés de mise en œuvre devront être conformes aux documents généraux constitutifs du Marché (CCTG, normes, etc.), ou devront être couverts par un avis technique favorable en cours de validité au moment de la mise en œuvre, ce dont il sera justifié par le Titulaire. Le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre pourront accepter les appréciations techniques d'expérimentation (ATEX).

## Article 16- Préparation, coordination et exécution des travaux

### 16.1 Dispositions générales

#### 16.1.1 Organisation de chantier

L'organisation du chantier sera conforme :

- Aux éléments prévus au Dossier de consultation
- Aux documents élaborés par le Titulaire, soumis pour avis à la Maîtrise d'ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre, à son Assistant et au Coordinateur SPS,
- Au plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé.
- A la NOC
- Au CCTPC

#### 16.1.2 Constatations et constats contradictoires

Le présent article déroge à l'article 11 du CCAG travaux et s'y substitue.

Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du Titulaire, soit de la Maîtrise d'ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre ou de son Assistant.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

La Maîtrise d'œuvre fixe la date des constatations ; lorsque la demande est présentée par le Titulaire, cette date ne peut être postérieure de plus de dix (10) jours à celle de la demande. Il en informe le titulaire. Il l'informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations, et assisté, s'il le juge utile, d'un expert

Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par la Maîtrise d'œuvre contradictoirement avec le Titulaire.

Si le Titulaire refuse de signer ce constat, ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves à la Maîtrise d'œuvre, en mettant en copie la Maîtrise d'ouvrage et son Assistant.

Si le Titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Le Titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. À défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision de la Maîtrise d'œuvre relative à ces prestations.

Dans le cas où, nonobstant la demande du titulaire auprès de la Maîtrise d'œuvre, aucune opération de constat n'a été organisée, le Titulaire peut faire réaliser à son initiative, après une mise en demeure restée infructueuse auprès de la Maîtrise d'œuvre, et le cas échéant en ayant recours à un huissier ou à un expert, les opérations de constat, qui sont réputées contradictoires. Le Titulaire transmet alors le constat à la Maîtrise d'œuvre, en mettant en copie la Maîtrise d'ouvrage et son Assistant, et qui dispose de 15 jours pour émettre ses observations ou réserves, le constat étant réputé accepté sans réserve à défaut.

### 16.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

#### 16.2.1 Préparation des travaux

La période de préparation des travaux est incluse dans le délai global du marché (article 3.2.2 - du présent CCAP). Le troisième alinéa de l'article 28.1 du CCAG travaux n'est pas appliqué.

Comme stipulé à l'article 12.1.3 du présent CCAP, le Titulaire pourra solliciter la Maîtrise d'œuvre, la Maîtrise d'Ouvrage et son assistant pour une mise à disposition anticipée du terrain pour lui permettre la réalisation des témoins et prototypes. Cette mise à disposition anticipée sera notifiée par Ordre de Service.

Préalablement au démarrage des travaux, il est procédé aux opérations ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins de la Maîtrise d'œuvre :

- Libération des accès,
- Emprise des installations provisoires demandées par le Titulaire et acceptée par la Maîtrise d'œuvre,
- Mise à disposition des réseaux existants concernés tels que défini dans les études de conception,
- Détermination des zones interdites aux entreprises,
- Avis et remarques sur le projet des installations de chantier.

Par les soins du Titulaire :

- Constat mentionné à l'article 16.1.2 du présent CCAP,
- Consignation des réseaux en accord avec la Maîtrise d'œuvre (identification des réseaux concernés, dates, ...),
- Établissement d'un planning détaillé d'exécution des travaux à l'échelle de la semaine, respectant le planning général contractuel intégré aux pièces du Marché et les délais contractuels, et soumis à avis conformément aux stipulations de l'article suivant.

Y seront spécifiés :

- La réalisation des installations de chantier et ouvrages annexes,
- Les études d'exécution et de synthèse,
- La date de désignation de l'ensemble des sous-traitants, celle-ci devant être au plus tard à 5 mois de l'ordre de service de démarrage des travaux,
- Les mises hors d'eau et hors d'air,
- Les tests d'étanchéité à l'air,
- Les présentations d'échantillons et coloris ainsi que les dates de validations associées,
- La réalisation des maquettes numériques, prototypes et ouvrages témoins,
- Les mises à disposition des locaux recevant du matériel hors Marché mais dont l'installation doit se faire avant achèvement des travaux,
- Les dates d'achèvement partiel (en vue des éventuelles réceptions partielles),
- L'achèvement des travaux,
- Les essais techniques et les épreuves (mesures radon, acoustique, etc...),
- La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
- Le procès-verbal de vérification de la conformité des ouvrages établi par le concepteur dans le cadre des opérations préalables à la réception,
- Les opérations préalables à la réception effectuées par le contrôleur technique, et celles organisées par l'Assistant du Maître d'ouvrage, conformément aux stipulations de l'article 18.2.118.2.1 du présent CCAP,
- le phasage de la réalisation des travaux (avec indication des dates de libération des locaux et des modifications d'installation de chantier),
- Tout jalon et échéance figurant au sein du présent CCAP, du programme et ses annexes.

*NOTA : Ce planning détaillé d'exécution des travaux à l'échelle de la semaine ne vient pas en substitution du planning général contractuel annexé à l'Acte d'Engagement, ce dernier faisant toujours foi notamment pour le décompte des délais définis à l'Article 12- du CCAP.*

- Établissement et présentation à la Maîtrise d'œuvre, la Maîtrise d'ouvrage, à l'Assistant et au Coordonnateur SPS du projet d'installations de chantier (et des ouvrages provisoires), qui indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation,
- Élaboration et présentation des plans particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et transmission au Coordonnateur désigné
- Exécution des voies et réseaux divers
- Fourniture de l'ensemble des éléments nécessaires à la délivrance de l'Ordre de service de démarrage des travaux (Article 12.1.3 du CCAP).



### 16.2.2 Programme d'exécution des travaux

Le Titulaire établira notamment le programme d'exécution des travaux qui précise, entre autres, les matériels et méthodes qui seront utilisés, ainsi que les spécifications éventuelles de pose, d'entretien ou d'usage d'équipements ou de produits. Il précisera les délais prévisionnels de livraison et les conditions de stockage des équipements et du matériel.

Il fera apparaître également le planning d'intervention sur les réseaux existants ainsi que le détail de ces interventions, indiquant les mesures à prendre pour chaque partie.

Tous les documents établis au titre des études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux, devront recevoir préalablement les visas et avis prévus à l'article 15.2 - du présent CCAP. En dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'absence de visa du Maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution des travaux, sous la responsabilité exclusive du Titulaire et sans impact sur le délai global.

En cas de réserve, le Titulaire reprendra à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettra à nouveau les documents à l'avis de la Maîtrise d'œuvre suivant la même procédure, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai global.

### 16.2.3 Installations de chantier

Le Titulaire a la charge exclusive de procéder à ses frais à la mise en place, puis à la maintenance et à l'entretien de toutes les installations nécessaires au chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier dans le périmètre du site, en fonction de toutes les réglementations applicables, du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, ainsi que de la situation, de l'environnement et de la configuration des lieux, dont il est réputé avoir une parfaite connaissance.

Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation.

Il sera réalisé avant le démarrage des travaux un état des lieux avant exécution des travaux, consigné par constat de commissaires de justice mandatés respectivement par le Titulaire dans les conditions définies à l'Article 6.1 du CCAP.

Si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en incombe au Titulaire.

Le Titulaire a, à l'égard du Maître de l'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du Marché ou de prescriptions d'ordre de service.

## 16.3 Plans d'exécution – Notes de calcul – Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées seront établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, à l'avis de la Maîtrise d'œuvre, et du Contrôleur Technique. Le Titulaire devra tenir compte de leurs avis pour l'établissement des documents définitifs.

Ces documents d'exécution seront également transmis en copie à la Maîtrise d'ouvrage et à l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage. Ces derniers se réservent la possibilité d'émettre des remarques sur ces documents d'exécution après avoir eu l'avis de la Maîtrise d'œuvre. Le cas échéant, le Titulaire devra tenir compte de ces éventuelles remarques pour l'établissement des documents définitifs.

Cependant, le Titulaire garde l'entière responsabilité la réalisation des ouvrages exécutés dans le cadre du présent marché tout au long de l'opération. Les remarques de la Maîtrise d'œuvre, de la Maîtrise d'ouvrage et de l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage ne déchargent en aucun cas le Titulaire de ses obligations et responsabilités, notamment en termes de vices de conception ou de non-respect de la réglementation.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrage et les qualités des matériaux à mettre en œuvre. Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché, les formes des ouvrages, les différents éléments et leur assemblage.

En complément de l'envoi dématérialisé réalisé par la plateforme de gestion documentaire telle que définie à l'Annexe 5 du présent CCAP, tous les documents soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre, du Maître d'ouvrage, de son Assistant, du Coordonnateur SPS ou du Contrôleur technique ou autre intervenant seront transmis avec un bordereau d'envoi et seront indicés en tant que de

besoin. Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG- Travaux, il est demandé le nombre d'exemplaire suivant des plans d'exécution, notes de calcul et études de détails sont fournis :

- 1 exemplaire « papier » pour la Maîtrise d'Ouvrage le cas échéant,
- + 1 exemplaire « papier » pour le Contrôleur Technique
- + 1 exemplaire « papier » pour le Coordonnateur SPS le cas échéant

Le bordereau d'envoi sera établi depuis la plateforme de gestion documentaire. La version dématérialisée des documents sera transmise sur la GED le jour de l'envoi des exemplaires papier. L'envoi devra également contenir le visa de la Maîtrise d'œuvre sur ces documents.

## 16.4 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

### 16.4.1 Salariés étrangers

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

### 16.4.2 Clause sociale d'insertion : conditions d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

## Article 17- Clause sociale d'insertion

### 17.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Dans le cadre des objectifs de développement durable et dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le CHU de REIMS, a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique (CCP) en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le présent article déroge aux dispositions relatives à la clause sociale de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales.

#### 17.1.1 Périmètre de l'action à réaliser

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulière. Cela consiste, pour l'entreprise attributaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies à l'article 17.1.3 ci-après.

Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à réaliser, au minimum, durant la durée du marché, le nombre d'heures d'insertion selon le calcul suivant : x heures d'insertion par tranche de xx euros HT facturés (arrondi à la dizaine).

TRAVAUX PRINCIPALEMENT CONCERNES	NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER
INSTALLATION DE CHANTIER / LOGISTIQUE / STRUCTURE	7h/ tranche de 10 000€ HT
VRD ET RÉSEAUX ENTERRES	7h/ tranche de 10 000€ HT
ESPACES PAYSAGES VÉGÉTAUX	7h/ tranche de 10 000€ HT

#### 17.1.2 Publics éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion :

- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail, demandeurs d'emploi :

- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : - sans qualification et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
  - Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
  - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
  - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
  - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés demandeur d'emploi ;
  - Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
  - Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, CEJ ;
  - Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.).
- Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :
- Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT) ;
  - Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée) ;
  - Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
  - Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.).

En outre, toute personne rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivés des partenaires emploi ou insertion, et validée par le facilitateur peuvent être considérées comme relevant des publics éligibles au dispositif.

L'éligibilité des publics doit être validée préalablement à la mise en poste par le facilitateur clauses sociales de la CRESS Grand Est.

### 17.1.3 Modalités de contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion

Le titulaire du marché s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- Embauche directe par l'entreprise titulaire (CDI, CDD, contrats en alternance) ;
- Recours à la mise à disposition de salariés. Le titulaire du marché est en relation avec un organisme extérieur (AI, ETTI, GEIQ) qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché ;
- Recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique ; du secteur adapté ou secteur protégé.

Dès notification du marché, le titulaire du marché devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du/des bénéficiaires. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Le titulaire du marché s'engage à transmettre au facilitateur les coordonnées de ses sous-traitants et les éventuels objectifs d'heures délégués. Le facilitateur s'engage à accompagner les sous-traitants selon les mêmes modalités que le titulaire du marché.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire du marché est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, émanant d'un ou plusieurs acheteurs mobilisant le même guichet unique clause sociale, le titulaire du marché peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Conditions de recevabilité :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée préalablement par le facilitateur.

### 17.1.4 Accompagnement de la mise en œuvre de l'action d'insertion

Pour faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le CHU de Reims s'appuie sur un dispositif spécifique d'accompagnement, le Guichet Unique Territorial Clauses Sociales Reims, porté par la CRESS Grand Est. Il incombe au titulaire du marché de prendre contact avec le facilitateur. Le titulaire du marché bénéficie de l'accompagnement du facilitateur désigné à l'Chapitre 1- Article 2- du présent CCAP.

Durant le marché, l'action du facilitateur consiste à :

- Accompagner le titulaire du marché dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence, etc.), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion, notamment pour l'identification des publics, la présentation de candidats, l'interface avec les partenaires emploi et insertion, ou encore la mise en relation avec les SIAE, EA ou ESAT
- Contrôler l'éligibilité des publics, de réaliser le suivi et le contrôle de la réalisation des heures d'insertion, de suivre les engagements des entreprises en matière d'insertion, de relayer l'ensemble des informations au Maître d'ouvrage et de signaler les non-conformités pour un éventuel déclenchement des pénalités.

Le titulaire du marché s'engage à faciliter l'intervention du facilitateur et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

### 17.1.5 Le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion

Le titulaire du marché transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale.

Les renseignements utiles et attendus sont notamment les suivants : justificatif de l'éligibilité des personnes, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation d'heures de travail. Ces renseignements doivent être transmis par email mensuellement au facilitateur désigné.

Au terme du marché, un bilan fait état du résultat de la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion. Ce bilan, réalisé par le facilitateur désigné et transmis au maître d'ouvrage, mentionne le nombre d'heures d'insertion réalisé, dans le cadre du présent marché.

Une attestation de réalisation peut être produite par le facilitateur sur demande du titulaire du marché.

### 17.1.6 Difficultés d'exécution

Le titulaire du marché notifie par courrier recommandé avec AR au maître d'ouvrage et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudient avec le titulaire du marché les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

### 17.1.7 Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu, le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	100,00 €	Par heure d'insertion non réalisée
Non-remise des documents prescrits à l'article 17.1.5	80,00 €	Par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage

Le titulaire du marché est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

En cas de manquement grave du titulaire du marché à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

## 17.2 Organisation, hygiène et sécurité du chantier

### 17.2.1 Sécurité et hygiène

La Maîtrise d'ouvrage confie à un Coordonnateur la mission de coordination SPS.

Le Titulaire devra transmettre au Coordonnateur SPS, avant le début du chantier :

- Le nom de la personne chargée de diriger l'intervention,
- La durée prévisible de l'intervention,
- L'effectif prévisible des intervenants affectés à ce chantier (courbe d'effectif),
- La liste des matériels présentant un risque particulier lié à leur utilisation ainsi que ceux soumis à un contrôle réglementaire.

Les mesures de sécurité liées à l'interférence entre le chantier et le site en activité seront prises par la Maîtrise d'ouvrage et appliquées par le Titulaire. Elles sont réputées comprises dans l'offre de prix. Ces mesures seront validées sur le registre journal du chantier.

Les consignes de sécurité et les mesures liées à l'organisation des travaux seront obligatoirement validées par une visite commune du site avant l'ouverture du chantier.

- Responsabilités :

Conformément aux dispositions de l'article L. 4531-1 du code du travail, la Maîtrise d'ouvrage prend en charge la coordination des mesures de sécurité propres au chantier.

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent respectivement, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de construction ou de démolition des ouvrages ou d'installations des équipements.

Le Titulaire s'engage à informer l'ensemble des intervenants affectés à cette opération des mesures de sécurité spécifiques à ce chantier.

- Moyens :

Le Titulaire devra désigner un interlocuteur sécurité présent sur le chantier pendant la durée de son intervention.

Afin de pouvoir faire appliquer les mesures qu'il juge utiles dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur SPS est habilité par la Maîtrise d'ouvrage à faire part directement de ses demandes auprès des intervenants pour mise en application avec copie correspondante à celui-ci. Si cette procédure n'est pas suivie d'effets, il doit en informer la Maîtrise d'ouvrage pour que ce dernier prenne les mesures nécessaires.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur SPS aura la possibilité de stopper les travaux en partie ou en totalité sans aucun préavis.

En cas de non-respect répétitif de consignes de sécurité et après mise en demeure, il sera fait application des pénalités de l'article 12.3.5 - du présent CCAP.

La Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre se réservent la possibilité de réaliser des audits de respect des consignes des règles d'hygiène et notamment des mesures de prévention des risques infectieux fongiques.

Sur simple convocation du CSPS, le titulaire et les sous-traitants désignés sont tenus d'être présents au CISSCT.

### 17.2.2 Présence de patients à proximité

Le chantier se déroulant dans l'enceinte d'un site hospitalier en activité, toutes les dispositions devront être prises pour isoler le chantier du public, des patients, des flux ambulances, des flux patients, des flux logistiques et des publics accédant au site.

Le chantier devra être clôturé et tenu constamment fermé.

La présence permanente de patients impose des règles strictes de travail :

- Outillage et matériaux devront être surveillés pendant l'opération,
- À tout moment, les outils et matériaux seront stockés hors de portée des patients,
- Les locaux seront laissés propres quotidiennement,
- Dans tous les cas de figure, les relations avec les personnes hospitalisées ne sont pas autorisées,
- Tous les personnels des entreprises extérieures sont soumis au « devoir de discrétion » ,

- Pour tout problème ou toute interrogation, les personnels des entreprises extérieures doivent impérativement s'adresser à la Maîtrise d'œuvre, au Maître d'ouvrage, à l'Assistant du Maître d'ouvrage et à l'équipe médicale présente en permanence.

Le Titulaire supportera les dépenses entraînées par l'organisation collective des PPSPS et du CISSCT.

### 17.2.3 Facilités fournies par la Maîtrise d'ouvrage

L'installation de chantier du Titulaire bénéficie des facilités suivantes : les emplacements pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels.

Les dispositions pour les raccordements et consommations de fluides et énergies seront, jusqu'à la levée des dernières réserves, intégralement à la charge du Titulaire. Les principes de raccordement sont définis au niveau du dossier de consultation des entreprises. L'ensemble des réseaux nécessaires au projet sont disponibles à proximité, dans l'emprise privée de l'établissement.

La localisation des emplacements a été précisée dans l'Offre.

La Maîtrise d'ouvrage refacturera au Titulaire l'ensemble des consommations dudit Titulaire de fluides et d'énergie pour exécuter le présent CCAP, étant précisé que le relevé des consommations s'opérera sur la base des compteurs posés par le Titulaire.

Des vérifications de métrologie sur les compteurs seront à réaliser annuellement par le Titulaire.

### 17.2.4 Installations à réaliser par le Titulaire

#### Pour la Maîtrise d'ouvrage ou ses représentants

Le Titulaire mettra à disposition de la Maîtrise d'ouvrage :

- Un local pour une salle de réunion avec mobilier pour 30 personnes, un tableau pour affichage des plans, un accès internet, une cafetière électrique avec consommables, une imprimante/scanner A3 couleur avec consommables. Ce local sera éclairé, chauffé et rafraîchi. Son nettoyage régulier sera à la charge du Titulaire. Cette salle sera totalement indépendante de toute autre pièce (bureaux des équipes du chantier, etc.) avec sortie directe sur l'extérieur,
- les bureaux tels que définis à l'article 16.2.3du CCAP,
- des casques de chantier, des chasubles de signalisation réfléchissante, des lunettes de chantier, des gants de protection et des paires de bottes pour au moins 20 personnes,
- 1 salle d'échantillon et prototypes,
- WC séparés hommes / femmes et lavabos.

Ces locaux ferment à clef (fourniture de 5 jeux de clefs) et sont munis de dispositifs anti-effractions. L'entretien et le nettoyage sont prévus 2 fois par semaine. Les consommations et consommables, ainsi que l'enlèvement des locaux en fin de travaux sont à la charge du Titulaire.

#### Pour le personnel

Ces locaux, conformément aux exigences du PGC SPS, comprennent : un local pour la direction des travaux du Titulaire, des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel, leurs normes étant au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur et fonction de l'effectif maximal envisagé.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier devront toujours être adaptées aux effectifs. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

### 17.2.5 Nettoyage de chantier et de la voirie

Le Titulaire sera tenu de nettoyer les locaux au fur et à mesure de ses interventions. Si ce nettoyage n'est pas réalisé correctement, la Maîtrise d'ouvrage chargera une entreprise de son choix de ce travail aux frais du Titulaire.

Lors des travaux, le Titulaire sera tenu de maintenir en état de propreté satisfaisant la voirie, et en particulier les abords immédiats du chantier y compris sur la voirie publique. Les boues éventuelles répandues sur la voirie existante seront aussitôt balayées et lavées à la lance à eau.

Des aires de lavage des roues seront mises en place à l'accès du chantier par le titulaire.



## 17.3 Continuité de service du site

Les interventions sur les installations existantes de fluides et énergie, nécessitant ou non des coupures devront être programmées avec la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage et l'Assistant du Maître d'ouvrage afin de minimiser leur incidence sur le fonctionnement du site et les activités du Maître d'Ouvrage dans son ensemble et être compatible avec les obligations de continuité et sécurité des soins. Elles devront être expressément prévues en dehors des horaires d'activité « critique » à définir en concertation étroite avec le maître d'ouvrage.

Pour les raccordements sur tout réseau existant, nécessitant ou non une coupure, un préavis de 3 semaines minimum devra être respecté. Les coupures pourront être organisées hors des horaires/jours classiques de chantier, afin de minimiser leur impact sur les activités de soins. Les coupures de chauffage seront proscrites lors des périodes de chauffe, d'octobre à juin. Dans le cas contraire ou d'impossibilité technique à justifier, le Titulaire assumera toutes les dispositions pour assurer un confort thermique au sein des locaux concernés par la coupure de chauffage.

Le système de sécurité incendie, de désenfumage, de traitement d'air et d'alimentation électrique des bâtiments sur lesquels le projet se raccorde devra être maintenu impérativement durant la totalité de la durée des travaux.

Les coupures d'eau propres ne pourront être envisagées qu'en respectant les exigences de lutte contre les maladies nosocomiales, et notamment prohiber tout développement de bactéries comme la Legionella. Les coupures d'eau seront pour cette raison soumises à un protocole de désinfection avant remise en service défini par l'hôpital aux frais du Titulaire.

## 17.4 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public

En complément à l'Article 34 du CCAG Travaux, les dispositions particulières à respecter par le Titulaire chargé de l'exécution des travaux pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, sont les suivantes :

- Établissement d'un constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès,
- Maintenance de cette voie à l'état actuel pendant la durée des travaux,
- Plan de circulation à soumettre aux services municipaux ou métropolitains compétents.

La signalisation (horizontale et verticale) nécessaire à la réalisation du chantier (feux, etc.) est entièrement à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, le Titulaire supportera seul les frais de remise en état des dégradations qu'il aura causées aux voies publiques.

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG Travaux, le Titulaire supportera seul les conséquences d'une éventuelle modification des conditions d'usage des voies publiques.

Le Titulaire informe la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage et son Assistant de l'ensemble des demandes d'autorisations de voirie et autres autorisations et déclarations nécessaires au commencement du chantier.

## 17.5 Sujétions résultant de l'intervention des concessionnaires de réseaux

Les concessionnaires de réseaux devront intervenir en coordination et interface avec le Titulaire.

À cet effet, la Maîtrise d'œuvre définira en lien avec chaque concessionnaire leur date d'intervention.

Le Titulaire prendra acte des interventions de chaque concessionnaire et adaptera son planning en conséquence, sans prétendre à réclamation ou indemnité, ou prolongation de délais.

## 17.6 Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier

Le Titulaire tiendra en permanence dans la plateforme de gestion documentaire collaborative (décrite à l'Annexe 5 du présent CCAP), tous les documents à jour le concernant, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes, etc.). Ces documents seront réservés à l'ensemble des acteurs de l'opération dont le maître d'ouvrage.

## 17.7 Réunions au cours des travaux

En complément de l'Article 3.9 du CCAG Travaux, il est précisé les éléments suivants.

Pendant toute la durée de réalisation des travaux, les réunions suivantes sont organisées :

- Réunions de chantier entre le titulaire et ses sous-traitants,

- Réunions de pilotage,
- Réunions des maîtrises.

### Réunions de chantier entre les membres du Titulaire et leurs sous-traitants

Les réunions de chantier sont hebdomadaires et dirigées par la Maîtrise d'œuvre qui en établit le compte-rendu et le transmet dans les 48 heures aux intéressés, au Maître d'ouvrage et à l'Assistant du Maître d'ouvrage. Le titulaire devra participer à l'organisation et à la direction des réunions de chantier.

La participation de la Maîtrise d'ouvrage et de l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage à ces réunions n'est pas obligatoire.

Le représentant du titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager le Titulaire et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier. Sa présence étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité.

### Réunions de pilotage

En complément des réunions de chantier prévues ci-dessus, des réunions de pilotage hebdomadaires ont lieu aux jours et heures fixées conjointement par le Maître d'Ouvrage, son Assistant, la Maîtrise d'œuvre et le Titulaire. Elles sont dirigées par la Maîtrise d'œuvre qui en établit le compte-rendu.

Le représentant du titulaire est tenu de participer aux réunions de pilotage hebdomadaires.

La Maîtrise d'œuvre, la Maîtrise d'ouvrage et son Assistant se réservent le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence des membres du Titulaire sus évoqués.

### Réunions des maîtrises

Enfin, des réunions des maîtrises sont organisées mensuellement, aux jours et heures fixées conjointement par le Maître d'Ouvrage, son Assistant, la Maîtrise d'œuvre et le Titulaire. Elles sont dirigées par l'Assistant du maître d'ouvrage qui en établit le compte-rendu.

Le représentant du titulaire est tenu de participer aux réunions mensuelles des maîtrises. Le Contrôleur technique et/ou le Coordonnateur SPS peut être convoqué à ces réunions.

À chacune de ces réunions des maîtrises, le Titulaire devra notamment informer de :

- L'état d'avancement des études d'exécution. Sur la base de la liste prévisionnelle des documents, il sera précisé quels sont ceux qui sont visés (voir point suivant), ceux diffusés en cours d'examen et ceux en cours de reprise avec la date prévisionnelle de nouvelle diffusion. Ces éléments détaillés devront être complétés d'une page synthétique permettant d'apprécier l'avancement global des études d'exécution. L'état d'avancement des études d'exécution comprendra les études de synthèse et la validation des échantillons, témoins et coloris,
- L'état d'avancement des visas de la maîtrise d'œuvre et des avis favorables, suspendus ou défavorables du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS (ce tableau précisera la référence des pièces transmises pour avis, les dates de transmission et demande d'avis/visas, les dates d'avis/visas et la nature des avis/visas),
- L'état des suivis obligatoires du coordonnateur SPS en termes de prévention, de sécurité et de protection de la santé (état des visites d'inspection des intervenants et état des PPSPS par cotraitants et sous-traitants, réponses aux observations formulées dans le registre journal...),
- L'état de la liste mise à jour des sous-traitants agréés ou en cours de demande d'agrément,
- L'état d'avancement du planning ligne à ligne par ouvrage au regard du planning prévisionnel et du DPGF du marché,
- L'état d'avancement des ordres de service (OS), des avenants aux marchés, des demandes de travaux modificatifs (DTM) et des fiches de travaux modificatifs (FTM), et des devis en cours ou à venir.

## 17.8 Dossier photographique du chantier

Un dossier photographique et vidéo par drones du chantier avec prises de vue hebdomadaires sera établi par le Titulaire et déposé sur la plateforme de gestion documentaire collaborative mensuellement au fur et à mesure de sa constitution pour accès par le maître d'ouvrage.

Les fichiers de prises de vue déposés sur la plateforme de gestion documentaire devront être en format natif et/ou JPEG.

Le Titulaire remettra également un dossier trimestriel de sélection des photos, ainsi qu'un rapport photographique final.

## 17.9 Visites de chantier

Le Titulaire organise, pour la Maîtrise d'ouvrage, son assistant, la Maîtrise d'œuvre, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS une visite hebdomadaire de chantier durant la période d'exécution des travaux.

D'autres visites de chantier pourront être réalisées par chacun des intervenants pour mener à bien leur mission.

La Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage, accompagné de toute personne de son choix, se réserve le droit de provoquer d'autres visites de chantier. Le Titulaire doit alors mettre en œuvre tous les moyens pour faciliter ces visites.

La Maîtrise d'œuvre, la Maîtrise d'ouvrage et son Assistant, accompagnés du Titulaire, organiseront pour les futurs utilisateurs de l'ensemble immobilier des visites de chantier durant la période d'exécution des travaux.

## Article 18- Contrôle et réception des travaux

### 18.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux – Marche à blanc

#### 18.1.1 Essais et contrôles

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou les études de détail et descriptifs, seront assurés par le Titulaire sous le contrôle de la Maîtrise d'œuvre, du Contrôleur technique, à qui il devra apporter la preuve de la réalisation de ces essais, ainsi que les résultats obtenus.

Les dispositions de l'Article 24.4 du CCAG Travaux, relatifs aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Toute procédure d'assurance qualité exigée par le contrôleur technique, issue d'un plan assurance qualité ou d'un autocontrôle, devra être mise en œuvre, à ses frais, par le Titulaire, qui devra en justifier et en fournir les résultats.

L'autocontrôle comprend au minimum les essais et vérifications prévus par l'attestation de fonctionnement de l'AQC, toutes les consommations étant à la charge du Titulaire.

Tous les programmes d'essais et de contrôle pour la totalité des réseaux concernant l'ouvrage seront préalablement définis par le Titulaire et soumis à l'avis de la Maîtrise d'œuvre, de la Maîtrise d'ouvrage, de l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage et du Contrôleur technique.

Sont en outre à la charge du Titulaire les essais et contrôles des ouvrages non définis dans le Marché dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation en l'état des ouvrages concernés. En dérogation de l'article 38 du CCAG Travaux, les essais et contrôles prescrits par le Maître d'œuvre sont à charge du Titulaire.

Les résultats de ces vérifications et essais et vérifications sont consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet de l'attestation de fonctionnement de l'AQC (Agence Qualité Construction).

Les prélèvements d'air et de surface des locaux à environnement contrôlés seront réalisées à charge du Titulaire par un laboratoire d'hygiène indépendant.

La Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais en sus de ceux définis par le Marché. Si les essais donnent des résultats satisfaisants, ils seront rémunérés par la Maîtrise d'ouvrage ; si les résultats sont insuffisants, ils seront à la charge du Titulaire.

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Travaux peuvent le cas échéant être mises en œuvre par la Maîtrise d'ouvrage.

#### 18.1.2 Procédure de qualification et marche à blanc

Pour chaque local présentant des contraintes spécifiques d'utilisation et de variables d'environnement, une procédure spécifique de qualification sera mise en œuvre par le Titulaire et à ses frais, préalablement aux opérations préalables à la réception réalisées par la Maîtrise d'œuvre.

Le contenu de cette procédure, ainsi que les locaux et matériels qui en sont l'objet, est précisé dans l'offre du Titulaire, qui fait partie des pièces contractuelles. Toute modification de cette procédure devra avoir reçu l'accord préalable de la Maîtrise d'œuvre.

Cette procédure de qualification doit être réalisée par des prestataires indépendants qui devront avoir reçu l'agrément préalable de la Maîtrise d'ouvrage :

Qualification initiale et qualification fonctionnelle :

- La procédure proposée permettra notamment de valider la propreté particulière de l'air pour les locaux de classe ISO 5 à 8 (selon norme ISO 14644 – NF S 90 351),
- Pour chaque local, la procédure proposée par le Titulaire décrit de manière exhaustive la liste des paramètres contrôlés lors de la certification,
- Traitement d'air selon spécification du Dossier de Consultation des Entreprises, et notamment NF S90-351 d'Avril 2013. Les points de contrôle porteront sur la totalité des contraintes techniques fixées par le Dossier de Consultation des Entreprises: filtration terminale (selon ISO 14644-3), cinétique d'élimination des particules, classe microbiologique, température intérieure, gradient de pression, taux de renouvellement d'air,
- Réseaux d'eau potable et d'eaux « techniques » (adoucie) : potabilité selon spécification du Dossier de Consultation des Entreprises,
- Gaz médicaux et air comprimé médical, selon spécification du Dossier de Consultation des Entreprises et réglementations en vigueur,
- États de surface et paramètres microbiologiques selon spécification du Dossier de Consultation des Entreprises.

Marche à blanc

- La procédure prévue par le Titulaire décrit les modalités de validation de l'ensemble des paramètres après 7 jours de fonctionnement en conditions réelles d'exploitation.

Les résultats de la procédure prévue au présent article sont impérativement communiqués à la Maîtrise d'œuvre, avec copie à la Maîtrise d'ouvrage et à son Assistant avant les opérations préalables à la réception prévues à l'article 18.2.1 – du présent CCAP.

La qualification due par le Titulaire pourra être réalisée avec ou sans installation des équipements fournis et posés par le Maître d'ouvrage, sans impact sur le délai et le coût de l'opération. En fonction de ses procédures internes de qualification, le Maître d'ouvrage pourra installer ses équipements avant les qualifications dues par le Titulaire ou gérer leur qualification après réception des ouvrages.

En cas d'installation des équipements du Maître d'ouvrage avant réalisation des qualifications du Titulaire, il sera réalisé des mises à disposition des locaux conformément à l'article 18.3 du CCAP.

Cette procédure de qualification et de marche à blanc est intégrée aux délais contractuels et permettra de valider de manière définitive l'ensemble des paramètres contrôlés lors de la certification.

## 18.2 Réception partielle et réception totale

Il est dérogé aux articles 41, 42 et 43 du CCAG Travaux.

Les articles 18.2.1, 18.2.2 et 1.2.3 ci-après s'appliquent en cas de réception totale et de réception partielle.

### 18.2.1 Opérations préalables à la réception

#### 18.2.1.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Le Titulaire avise la Maîtrise d'œuvre et à la fois la personne représentant la Maîtrise d'ouvrage, l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage, le Contrôleur technique et le Coordonnateur SPS par écrit, de la date à laquelle il estime que :

- Les travaux ont été achevés ou le seront,
- Le procès-verbal de vérification de la conformité des ouvrages a ou aura été établi conformément aux obligations visées ci-après,
- Les réserves émises dans le cadre des essais et contrôles réalisés au cours des opérations de vérification effectuées par le Maître d'œuvre susvisées ont ou auront été levées.

Dans ce cadre, le Titulaire diffuse un procès-verbal de vérification de la conformité des ouvrages exécutés conformément aux obligations contractuelles et aux règles de l'art.

Le Procès-Verbal signé et daté sera transmis par le Titulaire à la Maîtrise d'œuvre et à la fois au Maître d'ouvrage dans les 5 jours ouvrés à compter de la date de réalisation du constat et détaillera :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- Les épreuves prévues par le marché,
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie,
- La constatation éventuelle de dysfonctionnements, d'imperfections ou malfaçons,
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces constats devront porter sur l'ensemble des ouvrages et sur le bon fonctionnement des installations.

Les opérations préalables à réception de la Maîtrise d'œuvre, ne pourront démarrer qu'après réception du procès-verbal du Titulaire établi selon les termes du présent article. La Maîtrise d'œuvre fixe et communique au Titulaire la ou les date(s) de réalisation des opérations de réception, qui doivent se tenir dans un délai de 60 jours suivant la date de réception des documents précités. Si la Maîtrise d'œuvre n'a pas communiqué la ou les dates de réalisation de ces opérations dans un délai de trente jours suivant la date de réception des documents précités, ou précisé les motifs pour lesquels il refuse, le Titulaire la met en demeure de le faire par lettre recommandée avec accusé de réception se référant au présent article. La ou les date(s) des OPR, ou les motifs de refus de la Maîtrise d'œuvre, doivent être communiqué(s) par la Maîtrise d'œuvre dans un délai de 15 jours suivant la réception de cette mise en demeure. A défaut, le Titulaire pourra adresser une nouvelle LRAR fixant les dates des OPR dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette LRAR.

Les opérations préalables à la réception se font en présence de la Maîtrise d'ouvrage assisté de son Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage, du maître d'œuvre, du Contrôleur technique et du Coordonnateur SPS.

En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention aux procès-verbaux correspondants et ces procès-verbaux leur sont alors notifiés ; les retards causés par leur absence constituent des retards dans le délai global d'exécution du Marché. Ces opérations sont, malgré leur absence, considérées comme contradictoires.

Le Titulaire aura à sa disposition un système collaboratif décrit en annexe 5 du présent CCAP, afin de réaliser les opérations de réception.

Pendant les opérations préalables à la réception la Maîtrise d'œuvre et le Contrôleur technique procèdent, le Titulaire ayant été convoqué, aux essais, contrôles et vérifications définis dans le marché et dans le rapport initial de contrôle technique.

La Maîtrise d'œuvre vérifie si les prestations sont conformes aux prescriptions des pièces contractuelles quant au programme de définition des ouvrages, équipements et installations et exigences générales.

Le Contrôleur technique vérifie les résultats des essais et effectue tous les contrôles découlant de sa mission. Le Titulaire devra lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Tous les éléments entrant dans la composition des ouvrages et matériels doivent offrir, à l'achèvement des travaux, un état et une fiabilité identiques à ceux qu'ils présentent à l'état neuf, même s'ils ont été utilisés pour les besoins du chantier.

Ces opérations font l'objet d'un ou plusieurs procès-verbaux dressés sur-le-champ par la Maîtrise d'œuvre et signés par elle et par le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer un procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

Le DOE, transmis au plus tard lors de la réception des travaux, est soumis au contrôle de la Maîtrise d'œuvre, qui en vérifie la constitution et la véracité, dans les limites des constats pouvant être opérés.

Selon l'article 41 du CCAG travaux, la Maîtrise d'œuvre élabore un procès-verbal récapitulatif de toutes les visites préalables et propose à la Maîtrise d'ouvrage de prononcer ou non la réception avec une date d'achèvement, et fournit le cas échéant une liste de réserves avec les délais de levée correspondants. Il notifie ce procès-verbal au Titulaire.

L'ouvrage est soumis aux visites de la commission de sécurité et celles nécessaires à l'établissement des constats contradictoires de reconnaissance des ouvrages exécutés en vue de la prise de possession. Par conséquent, la proposition visée à l'alinéa précédent ne pourra être établie qu'après la réalisation de la dernière de ces visites ou des constats.

Si la Maîtrise d'œuvre constate, lors des opérations préalables à la réception, que, contrairement à l'avis d'achèvement des travaux délivré par le Titulaire, les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal mettant fin aux opérations préalables à la réception. La procédure débutant au premier alinéa du présent article doit alors être reprise.

Le maître d'œuvre pourra également proposer au maître d'ouvrage de mettre fin aux opérations préalables à la réception, dans le cas où les titulaires des marchés de travaux n'auraient pas fourni les éléments suivants :

- les pièces visées au CCTP,
- les documents techniques et administratifs nécessaires à la livraison et à l'exploitation des ouvrages tels que :
  - o les fiches de contrôles et essais internes effectués pendant les travaux,
  - o les attestations de conformité,
  - o les procès-verbaux d'essais,
  - o les attestations de conformité aux labels demandés pour l'opération,
  - o les attestations de conformité ou procès-verbaux de mise en services, délivrés par les services publics concernés,
  - o les attestations de conformité, pour les installations relevant des règles édictées par des compagnies d'assurance,
  - o les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai, réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
  - o un dossier provisoire d'exploitation comprenant tous les schémas, notices d'exploitation, etc. permettant l'exploitation provisoire de l'ouvrage,

et remise au coordonnateur SPS des documents indispensables à la constitution du DIUO.

Les opérations préalables à la réception peuvent se dérouler sur plusieurs journées et sont formalisées via un système informatisé.

#### 18.2.1.2 RECEPTION DES OUVRAGES

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception dressé par la Maîtrise d'œuvre, de ses propositions, et des avis du Contrôleur technique, le Maître d'ouvrage décide si la réception des travaux est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves :

- S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les 45 jours suivant la date du procès-verbal,
- S'il considère que les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal indiquant au Titulaire que l'ouvrage ne peut pas être réceptionné à la date d'achèvement des travaux indiquée par le Titulaire selon les termes de l'Article 18.2.1 du présent CCAP.

La réception des travaux, si elle est prononcée, prend effet à la date retenue pour l'achèvement des travaux.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, la Maîtrise d'ouvrage peut décider de prononcer la réception des travaux, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas 3 mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Aucune réception tacite ne peut intervenir.

#### 18.2.2 Exécution ultérieure d'épreuves

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages, ou à certaines périodes de l'année, la réception des travaux ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes la réception est rapportée.



### 18.2.3 Réception et réserves

#### 18.2.3.1 DECISION DE RECEPTION

La date d'effet de la réception (y compris partielle), point de départ des garanties, est la date retenue par le Maître d'ouvrage pour l'achèvement des travaux (objet de cette réception partielle le cas échéant).

Le transfert de la garde des ouvrages réceptionnés, du Titulaire à la Maîtrise d'ouvrage, intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception ou de réception partielle, à 12 heures.

Toute prise de possession des ouvrages par le Maître de l'ouvrage, doit être précédée de leur réception, y compris pour les éventuelles réceptions partielles dans le cas de prises de possession de parties de bâtiments.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception et/ou à la réception partielle, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

#### 18.2.3.2 RESERVES

Lorsque la réception (y compris partielle) est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai maximum mentionné dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception, ou en l'absence d'un tel délai, dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la date de notification de la décision de réception.

Les interventions sur le site et dans les bâtiments, dans le cadre de la levée des réserves, seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences éventuelles d'exploitation et soumises à autorisation de la Maîtrise d'ouvrage induisant des possibles travaux en dehors des heures d'ouverture du bâtiment. Les délais visés à l'alinéa précédent en tiendront compte, et le Titulaire ne pourra élever aucune contestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Au cas où des réserves ne sont pas levées dans le délai prescrit, le Maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, les faire lever aux frais et risques du Titulaire.

#### 18.2.3.3 NON-CONFORMITES MINEURES

Si certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages, ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du Marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception (le cas échéant partielle) des travaux est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

### 18.2.4 Réception partielle

La fixation par le Marché pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette tranche de travaux ou de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage.

Les dispositions des articles 18.2 et suivants ci-avant s'appliquent aux réceptions partielles, sous réserve des dispositions du présent article.

La prise de possession par la Maîtrise d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, doit être précédée d'une réception partielle dans les conditions prévues au Marché et précisées le cas échéant par ordre de service. Ces conditions comportent au moins l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

L'intervention d'une réception partielle ne modifie pas les dispositions applicables pour l'établissement des décomptes, stipulées au présent CCAP.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement de l'ensemble des travaux.

## 18.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Cet article se substitue à l'article 43 du CCAG Travaux.

Le présent article s'applique lorsque le Marché, ou un ordre de service, prescrit au Titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages à la disposition du maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du Marché, d'installer ou de faire installer par d'autres entreprises des équipements sont hors marché de travaux de l'entreprise générale, dont la mise en place doit intervenir avant l'achèvement des travaux faisant l'objet du présent Marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, le titulaire procédera à la protection de ces ouvrages

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre la Maîtrise d'ouvrage (et/ou l'assistant à la Maîtrise d'Ouvrage), la Maîtrise d'œuvre, le Titulaire et les équipementiers hors marché de travaux.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son Marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition de la Maîtrise d'ouvrage. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées à la Maîtrise d'œuvre, en mettant en copie la Maîtrise d'ouvrage et à l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé entre la Maîtrise d'ouvrage (et/ou l'assistant à la Maîtrise d'Ouvrage), la Maîtrise d'œuvre, le Titulaire et les équipementiers hors marché de travaux.

Après la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, le titulaire enlèvera à la protection de ces ouvrages.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître de l'ouvrage.

Le présent article s'applique notamment pour la mise en place des différents équipements que pourrait mettre en œuvre la Maîtrise d'ouvrage avant la fin des travaux.

La mise à disposition anticipée et provisoire de locaux pour la Maîtrise d'ouvrage concerne à minima les locaux suivants

- \*Salles d'opération
- \*Salle IRM
- \*Salle scanner
- \*Salles de neuroradiologie interventionnelle
- \*Postes de commandes des salles précitées
- \*Locaux techniques réservés aux équipementiers hors marché de travaux pour les salles précitées.
- \*Locaux vestiaires

La Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit de demander d'autres mises à dispositions anticipées et provisoires pour les besoins de l'opération

NOTA : La notion de provisoire signifie que les locaux seront mis à disposition de la Maîtrise d'Ouvrage le temps que les équipementiers mandatés par cette dernière effectuent leurs travaux.

Par ailleurs, la mise à disposition anticipée et définitive de locaux pour la Maîtrise d'ouvrage concerne à minima les locaux suivants :

- \*Locaux VDI
- \*Local DSP
- \*Local Autocom
- \*Local GSM

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, le titulaire procédera à la fin des travaux de ces derniers.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre la Maîtrise d'ouvrage (et/ou l'assistant à la Maîtrise d'Ouvrage), la Maîtrise d'œuvre, et le Titulaire et les équipementiers hors marché de travaux.

La Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit de demander d'autres mises à dispositions anticipées et définitives pour les besoins de l'opération

NOTA : La notion de définitif signifie que les locaux seront mis à disposition de la Maitrise d'Ouvrage de manière définitive. L'accès à ces locaux par l'entreprise générale ne pourra se faire qu'après avoir demandé l'autorisation à la Maîtrise d'Ouvrage

## 18.4 Formations après exécution

Afin que la Maîtrise d'ouvrage, ses agents, ses prestataires de maintenance et d'entretien, soient pleinement opérationnels au moment de la prise de possession des ouvrages, le Titulaire remettra, au fur et à mesure de leur exécution, les notices de fonctionnement, de maintenance et d'entretien de tous les équipements et composants du bâtiment.

En outre, pour tous les équipements techniques et biomédicaux le nécessitant, le Titulaire assurera, à ses frais, préalablement à la prise de possession des ouvrages par la Maîtrise d'ouvrage, une formation des agents et prestataires que la Maîtrise d'ouvrage désignera, relative à la configuration et à la conduite des installations.

Le Titulaire transmettra à la Maîtrise d'œuvre, à la Maîtrise d'ouvrage et à son assistant, pour avis avant la date de réception envisagée, un planning des formations envisagées afin de permettre à la Maîtrise d'ouvrage d'organiser la présence des équipes concernées par lesdites formations.

## CHAPITRE 3- GARANTIES ET ASSURANCES

### Article 19- Assurances exigées du Titulaire

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur en France quelle que soit la nationalité des entités qui le compose.

À ce titre, et sans préjudice des autres responsabilités éventuellement applicables, les intervenants répondent notamment de leur responsabilité contractuelle, des responsabilités et garanties sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3 du code civil. Le Titulaire répond en outre des garanties mises à sa charge par les articles 1788 et 1792-6 du code civil.

Les fabricants sont, quant à eux, tenus notamment aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Il est de la responsabilité du titulaire de veiller à la fourniture au Maître d'ouvrage de toutes les attestations d'assurance exigées des intervenants au chantier et de veiller à ce que les assureurs de ces intervenants soient autorisés à pratiquer la branche d'assurance concernée sur le territoire français, aient une marge de solvabilité suffisante et/ou un classement satisfaisant auprès des grandes agences de notation.

Les attestations d'assurance annuelles seront communiquées chaque année.

Le Titulaire sera seul responsable de la communication, en temps utile, à ses assureurs (et/ou ses sous-traitants éventuels) du présent article « in extenso », ainsi que des informations relatives à l'opération considérée.

Les conséquences dommageables d'un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive du Titulaire, aucune réclamation ne pouvant être formulée à l'encontre du Maître d'ouvrage, ses représentants et / ou ses assistants, pour un défaut d'information en application du présent article.

Chacun des membres du Titulaire lié au Maître d'ouvrage directement par contrat de louage d'ouvrage devra justifier des garanties suivantes.

#### 19.1 Police responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison ou réception)

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'Ouvrage.

Cette assurance est une police personnelle de responsabilité civile couvrant les dommages de toutes natures (y compris les atteintes accidentelles à l'environnement) causés aux tiers et /ou au Maître d'ouvrage et s'exerçant :

1. Pendant la durée des travaux

Du fait notamment des travaux avant réception, et/ou du fait de son personnel en activité de travail et/ou de ses sous-traitants, et/ou des matériels et/ou des machines et/ou des matériaux qu'il utilise, y compris les installations fixes et/ou provisoires de chantier.

2. Après réception des travaux

De convention expresse, et nonobstant toute disposition réglementaire ou jurisprudentielle contraire, du fait d'événement engageant la responsabilité délictuelle et/ou quasi délictuelle et/ou contractuelle du constructeur en vertu des articles 1382 à 1384 et 1147 du code civil (y compris des dommages accidentels causés à l'environnement) et ce, jusqu'aux délais de prescription légaux énoncés notamment par le Code civil.

Il est bien précisé ici à toutes fins utiles que la réception des travaux par le Maître d'ouvrage ne fera jamais obstacle à ce que le Titulaire puisse être appelé en garantie par ce dernier notamment si sa responsabilité civile professionnelle, ou celle de ses sous-traitants, venait à être recherchée et / ou engagée à la suite de la réclamation d'un tiers du fait de dommages découlant de l'exécution fautive du présent Contrat. Cette précision s'appliquera particulièrement en cas de réclamations de tiers ayant pour fondements des troubles anormaux de voisinage.

Aussi, cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

Les polices du titulaire doivent impérativement offrir au minimum, les montants de garanties suivants :

- Dommages corporels : 30.000.000 € par sinistre,
- Dommages matériels et immatériels : 30.000.000 € par sinistre,
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel : 5.000.000 € par sinistre.

Les polices des sous-traitants doivent impérativement offrir au minimum, les montants de garanties suivants :

- Dommages corporels : 15 000 000 € par sinistre,
- Dommages matériels et immatériels : 15 000 000 € par sinistre,
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel : 2.500.000 € par sinistre.

Pour mémoire, il est donné ci-après la définition des dommages immatériels :

- Il s'agit du préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice consécutif à un événement dommageable,
- Ou encore de l'engagement de dépenses exceptionnelles qui seraient la conséquence directe de dommages matériels garantis au titre de la responsabilité civile.

Le Titulaire transmettra à la Maîtrise d'œuvre, au Maître d'ouvrage et à son Assistant les attestations détaillées des contrats d'assurance couvrant le titulaire.

Les montants de garantie devront être stipulés par sinistre en cours de chantier et pourront être stipulés par sinistre et par an après livraison ou réception.

Le Maître d'ouvrage appellera donc le Titulaire en garantie, et/ou son sous-traitant, pour tout dommage qu'il subirait lui-même et/ou dont un tiers lui demanderait réparation du fait de tout acte du Titulaire ou des travaux et/ou prestations qu'il a réalisées.

Enfin, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants au titre de la responsabilité civile.

## 19.2 Garantie décennale des ouvrages soumis à l'assurance décennale en vertu de la Loi

### 19.2.1 Garanties de base

Les intervenants au chantier devront, quelle que soit leur nationalité, se conformer à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978 (articles L. 241-1 et suivants du code des assurances) et textes subséquents et notamment l'ordonnance du 8 juin 2005, à l'obligation d'assurance qui en découle et être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Cette police d'assurance responsabilité civile décennale sera conforme aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du Code des assurances.

La déclaration à l'assureur responsabilité civile décennale des éventuels travaux de technique non courante, dans le cadre du présent marché, sera faite par le Titulaire dans tous les cas et impérativement avant tout commencement de travaux.

Les éventuelles surprimes d'assurances (y compris dommages-ouvrage et contrat collectif d'assurances de responsabilités civiles décennales deuxième ligne) découlant de la tarification appliquée du fait de travaux de technique non courante restant toujours à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire produira donc dès la première demande du Maître d'ouvrage une attestation d'assurance responsabilité civile décennale de son assureur en titre valable à la date de l'attribution du marché et à la date de l'ouverture du chantier.

Le contrat du Titulaire devra garantir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité. Le montant de la garantie ne peut être inférieur au coût de la construction déclaré par le maître de l'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de souscrire à ses frais, dans la limite des possibilités du marché de l'assurances construction, un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD, conforme à l'article A 243 - 1 Annexe III du Code des Assurances), élevant le montant des garanties des intervenants à hauteur du montant total des travaux et honoraires du chantier soumis à responsabilité décennale.

Le capital garanti en décennal par les polices de base des constructeurs devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles (Qualibat, Qualifelec, ou autres qualifications équivalentes), de la couverture effective par leurs assureurs des prestations qui leur sont attribués.

### 19.2.2 Garanties complémentaires

Les intervenants devront être en outre couverts pour :

- Les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables de l'ouvrage garanti sur le fondement de l'article 1792-3 du code civil ou des principes dont cet article s'inspire,
- Les dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants dissociables desdits travaux neufs,
- Et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des Constructeurs.

## 19.3 Dommages relevant de la garantie de parfait achèvement

Sauf accord des parties augmentant ou diminuant le délai de reprise des ouvrages objet d'un désordre signalé au procès-verbal de réception ou survenant dans le délai d'un an de garantie de parfait achèvement, le Titulaire est tenu de réparer le désordre signalé dans un délai maximum de 15 jours après présentation de la mise en demeure, adressée par courrier recommandé avec avis de réception à son dernier domicile connu.

## 19.4 Responsabilité professionnelle des fabricants

Lorsque la conception des ouvrages garantis en décennale prévoit « un ouvrage ou partie d'ouvrage ou un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance », les membres du Titulaire concernés doivent produire avec leurs offres et pour les solutions proposées, les attestations des Fabricants les approvisionnant ou des importateurs assimilés à des fabricants.

Les garanties des contrats souscrits par le Fabricant couvriront l'ensemble de ses responsabilités et notamment sa responsabilité décennale lorsque celle-ci est engagée soit sur le fondement de l'article 1792-4 du code civil, soit sur les principes dont s'inspire cet article du code civil.

De telles attestations seront également exigées par le Maître d'ouvrage pour toute modification intervenant en cours d'exécution du marché.

## 19.5 Garantie des dommages aux biens du Titulaire et à ses ouvrages

Le titulaire est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir tous dommages matériels découlant de toutes sortes de causes : vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature, constitutifs ou non à la force majeure survenant à ses matériels et outils sur le chantier, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation du marché.



Ainsi, le Titulaire fera toujours son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant et / ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son contrat et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés objet de son contrat (comme toutes les installations de chantier utilisées comme « base de vie » notamment car leur garantie est formellement exclue de l'assurance tous risques chantier).

Le Maître d'ouvrage ne sera jamais gardien des biens du Titulaire laissés sur le chantier, ceux-ci l'étant toujours aux risques et aux périls du Titulaire, notamment en cas de vol, l'attention de ce dernier étant à nouveau attirée sur la fréquence des vols sur chantier contre lesquels le Titulaire doit se prémunir au mieux et à ses risques et périls. Une bonne précaution élémentaire consistant à n'approvisionner le chantier, autant que possible, qu'au fur et à mesure des besoins réels en limitant ainsi au mieux la valeur du stockage sur site des approvisionnement en métaux convoités et à mettre en place un contrôle d'accès permanent du chantier (avec une protection périmétrique efficace) assorti le cas échéant d'un gardiennage régulier (en dehors des heures ouvrées) en tant que de besoin au mieux dès le début du chantier et au plus tard pendant les 3 derniers mois précédant la date prévisionnelle de fin du chantier et jusqu'à la réception du chantier au-delà de cette période de 3 mois en cas de prolongation de la durée de celui-ci.

Le Titulaire veillera aussi à ce que tous les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) en circulation sur le site de l'opération soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient notamment garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en circulation et / ou en dehors de toute circulation.

Le cas échéant et s'il le juge utile, le Titulaire s'assurera, avant livraison et jusqu'à complet déchargement sur le chantier, pour les risques en cours de transport de ses marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier, le Maître d'ouvrage n'ayant souscrit aucune garantie « dommages des matériels et marchandises » en cours de transport pour l'approvisionnement du chantier. À ce titre il est bien rappelé ici que les garanties tous risques chantier ne bénéficient aux marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier qu'après leur complet et premier déchargement sur le site du chantier. Les risques de pertes et/ou de dommages au cours des opérations de transport et lors du premier déchargement sur site restant à la charge exclusive du Titulaire.

#### **19.5.1 Dommages au matériel de chantier**

Le Titulaire fera son affaire des conséquences de dommages imprévisibles ou résultants de la force majeure sur ses biens et équipements de chantier et ceux de ses sous-traitants, le Marché étant censé comporter le prix de l'assurance sur ces biens. Il ne pourra faire aucune réclamation au Maître d'Ouvrage du fait de ces dommages directs.

#### **19.5.2 Assurances des installations de chantier et des bureaux de chantier**

Le Titulaire souscrit à ses frais une police d'assurance couvrant les bâtiments provisoires de chantier, bungalows, base vie, bureaux et leurs contenus : matériel de téléphonie, serveurs, écrans, imprimantes, transformateurs et onduleurs et autres matériels de cuisine, réchauds, machines à café, réfrigération, etc. ...

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- D'incendie, dégâts des eaux, vols, etc...,
- Risques d'arrêts de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques représentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour le titulaire, les constructeurs non réalisateurs, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ou son Assistant.

Le Maître d'ouvrage ne saurait prendre à sa charge les dommages liés à l'imprévision ou à la force majeure, le présent Marché étant réputé comporter le prix de l'assurance de tous ces risques par le Titulaire.

### **19.6 Garantie des ouvrages de génie civil**

Les membres du Titulaire devront couvrir la responsabilité décennale qu'ils peuvent encourir en raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil et visant d'éventuels ouvrages non soumis à assurance obligatoire de responsabilité décennale.

La garantie sera en outre étendue aux dommages aux existants éventuels découlant des travaux neufs et survenant après réception et aux dommages immatériels qui résulteraient d'un tel sinistre.

Le montant de garantie de responsabilité décennale devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

## 19.7 Garantie des ouvrages exceptionnels et/ou travaux de technique non courante

Le Titulaire fera son affaire de trouver auprès de son assureur décennal de première ligne, les extensions de garantie en cas de travaux de grandes portées, de porte à faux ou de grande hauteur constituant des ouvrages exceptionnels ou en cas d'utilisation de techniques non courantes. Il instruira en liaison avec la Maîtrise d'œuvre et le Contrôleur technique les dossiers de demande d'ATEX (Avis Technique d'Expérimentation), passe Innovation, etc..., le cas échéant, et informera le Maître d'ouvrage et son Assistant du déroulement de ces instructions.

Il fera en sorte que ses assureurs et l'assureur dommages-ouvrage du Maître d'ouvrage puissent garantir les ouvrages normalement et sans aucune restriction ou réserves.

## 19.8 Attestations d'assurances

Le présent article vient en précision de l'article 8.1.3 du CCAG Travaux

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité civile décennale exigées des intervenants devront être :

- Produites avant attribution définitive du marché s'agissant du titulaire,
- Transmises avant tout commencement d'exécution du Marché, puis des travaux (assurance responsabilité civile décennale valable à la date d'ouverture de chantier),
- Adressées sur demande du Maître d'ouvrage à tout moment de l'exécution de l'ouvrage (assurance responsabilité civile) ; faute de respecter cette formalité, le Marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs dans les conditions prévues à l'article Chapitre 4- 24.1.4 – du présent CCAP.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

S'agissant d'une opération de plus de 15 millions d'euros HT, l'attestation d'assurance décennale devra être :

- Nominative au chantier,
- Comporter le montant prévisionnel des travaux,
- Des garanties complémentaires (Bon fonctionnement des éléments d'équipement, immatériels consécutifs à sinistre de « décennale » ou de bon fonctionnement, extension aux dommages aux ouvrages préexistants du Maître d'ouvrage),
- Abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux,
- Comporter la mention prestations garanties en concordance avec les Marchés réalisés et des qualifications Qualibat ou Qualifelec,
- Mentionner la date de Déclaration Règlementaire d'Ouverture de Chantier pour les attestations transmises après la notification du marché.

Elle pourra comporter une mention indiquant que son efficacité est subordonnée à la souscription effective du contrat collectif de responsabilité décennale que le Maître d'ouvrage s'efforcera de mettre en place dans les meilleurs délais possibles et au plus tard dans les 12 mois suivant le démarrage des travaux.

Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

## 19.9 Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée par l'assureur dommages-ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire ou d'un de ses sous-traitants, toute surprime appliquée par l'assureur dommages-ouvrage du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge du Titulaire, lequel s'engage à la régler au Maître d'ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties du Titulaire au titre de la responsabilité civile, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

De même les montants de garantie demandés par le Maître d'ouvrage ne sauraient valoir limite de responsabilité. Les intervenants sont libres en effet de souscrire, s'ils le désirent, des montants plus élevés ou des garanties plus étendues que celles demandées par le Maître d'ouvrage.

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, de leurs cocontractants et des tiers. Ils restent tenus de garantir le Maître d'ouvrage de

toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de garantie décennale après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

## Article 20- Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

### 20.1 Assurances dommages-ouvrage

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire une police dommages-ouvrage conforme à l'article A243-1 annexe II du code des assurances. Il est par conséquent rappelé que le Titulaire devra être régulièrement couvert par un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale à concurrence du coût total de l'opération Toutes Taxes Comprises.

En cas d'éventuels surcoûts d'assurance du fait du Titulaire, notamment dans l'hypothèse d'une modification des conditions techniques telles qu'initialement prévues pour la réalisation de son ouvrage et déclarées à l'assureur lors de la souscription du contrat et pouvant constituer pour celui-ci une aggravation de risque au sens de l'article L.113-4 du code des assurances, le surcoût d'assurance dommages-ouvrage qui pourrait en découler serait alors mis à la charge financière exclusive du Titulaire.

### 20.2 Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Le maître d'ouvrage pourra souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) dont la garantie comportera une franchise à hauteur de 10 millions d'euros.

Il est précisé ici à toutes fins utiles que le CCRD garantira aussi les sous-traitants de tous rangs avec une clause de renonciation à recours de l'assureur CCRD à leur égard.

Le Titulaire s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel il donne mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour son compte, conformément à l'article L.112-1 du code des assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

L'attestation CCRD sera remise dans les 12 mois suivant le démarrage des travaux.

### 20.3 Assurance tous risques chantier

Le Maître d'ouvrage souscrira une assurance tous risques chantier (TRC) dans le cadre de cette opération.

### 20.4 Portée des assurances souscrites

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'ouvrage de leurs cocontractants et des tiers. De même les natures de garantie ou plafonds de garantie quand ils sont exigés ne dispensent absolument pas les intervenants de se couvrir mieux ou au-delà des exigences formulées et ne constitue en aucune façon une limitation de leurs responsabilités et engagements.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

## Article 21- Effet de la réception des travaux

La réception des travaux obtenue par le titulaire ne les dégage en aucune façon vis-à-vis du Maître d'ouvrage si celui-ci est recherché par des tiers au chantier à la suite de dommages consécutifs aux travaux. En conséquence le Maître d'ouvrage pourra exercer tout recours en cas de responsabilité du membre du Titulaire concerné, nonobstant la réception prononcée, pour les dommages corporels matériels et immatériels subis tant par lui que par les tiers.

## Article 22- Autres garanties exigées

### 22.1 Garantie des opérations réalisées par le Titulaire

Le Titulaire est soumis à l'ensemble des garanties légales applicables en l'espèce, et notamment les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement.

## CHAPITRE 4- EVOLUTION ET FIN DU MARCHÉ

### Article 23- Modifications apportées au projet

#### 23.1 Modifications résultant d'un changement de réglementation

Au sens du présent article, constitue une nouvelle réglementation ou mesure, toute loi, mesure réglementaire, norme ou décision adoptée par une personne publique, notamment l'État, une personne habilitée par l'État, toute norme ou décision applicable de l'Union Européenne, entrée en vigueur après la date de dépôt de l'offre.

Le Titulaire supporte tous les risques résultant d'un changement de réglementation entre la remise de l'offre et la date de dépôt de chaque dossier de demande d'autorisations administratives.

En cas de changement de réglementation en cours de contrat et postérieurement au dépôt des dossiers de demandes d'autorisations administratives, nécessitant des adaptations du projet, la Maîtrise d'ouvrage et le Titulaire s'engagent à se concerter afin d'apprécier l'incidence sur le Marché et d'évaluer le montant des frais supplémentaires éventuels qui seront supportés par la Maîtrise d'ouvrage.

#### 23.2 Modifications proposées par le Titulaire du marché

Cet article se substitue à l'article 30 du CCAG Travaux.

Toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de l'avis du bureau de contrôle feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs (FTM) établie selon les termes du Chapitre 2- 17.7 Erreur ! Source du renvoi introuvable. du présent CCAP et devront être adressées à la Maîtrise d'œuvre en mettant en copie, la Maîtrise d'ouvrage et l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage, dans un délai de 7 jours, et en toute hypothèse préalablement à la mise en œuvre des modifications, que ce soit au stade de la conception ou de la réalisation.

Ces propositions devront être accompagnées :

- D'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition, ainsi que la liste exhaustive des éventuels écarts au marché que cette proposition engendre,
- De l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification,
- De l'influence que peut avoir ce choix sur les délais en justifiant son impact (en plus ou en moins).

Dans un délai de 21 jours, il sera notifié par la Maîtrise d'œuvre et par ordre de service au Titulaire du Marché, la décision sur la proposition reçue. Cette décision pourra être assortie de réserves. En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation, avec indication de l'impact sur les délais.

Si, à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification, aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée. Aucune modification ne pourra intervenir de façon tacite.

En cas de refus d'une modification proposée par le Titulaire, ce dernier restera tenu de mettre en œuvre les études et travaux conformément aux prescriptions du Marché.

Le Titulaire devra tenir compte des délais précités de diffusion et de validation de modifications dans le cadre du respect de la réalisation de son Marché.

Les délais résultant de la mise en œuvre de la procédure prévue au présent article n'ouvrent pas droit à prolongation des délais d'exécution du marché. Si la modification acceptée par la Maîtrise d'œuvre et par la Maîtrise d'ouvrage emporte un allongement des délais contractuels, les stipulations de l'Article Chapitre 2- 12.2.1 du présent CCAP sont mises en œuvre.

La réalisation de la modification donne lieu à la conclusion d'un avenant au marché sous réserve que ladite modification soit admissible au regard des dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Sur injonction de la Maîtrise d'œuvre par ordre de service, et dans le délai fixé par cet ordre, le titulaire est tenu de reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles pour les mettre en conformité.

## 23.3 Modification résultant d'une demande de la Maîtrise d'ouvrage

Toute demande de la part de la Maîtrise d'ouvrage visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles fera l'objet d'une demande de travaux modificatifs formalisée émanant la Maîtrise d'œuvre précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Sur cette base, une fiche de travaux modificatifs sera établie par le Titulaire selon les termes définis par le maître d'œuvre et validé par le maître d'ouvrage et dans les délais définis à l'article 11.6 - du présent CCAP.

La proposition ainsi établie sera transmise à la Maîtrise d'œuvre, avec copie au Maître d'ouvrage et son assistant, et précise en outre l'impact de la modification demandée sur les délais d'exécution du marché. À compter de cette date de transmission, la Maîtrise d'œuvre fera part de la décision de la Maîtrise d'ouvrage sur la mise en œuvre de la proposition dans un délai de 15 jours pour les ouvrages à prix connus et de 21 jours pour les ouvrages à prix non connus, conformément à l'article 11.6 - du présent CCAP.

Passé ce délai, la proposition sera considérée comme refusée.

Les délais résultant de la mise en œuvre de la procédure prévue au présent article n'ouvrent pas droit à prolongation des délais d'exécution du marché. Si la modification proposée par la Maîtrise d'ouvrage est décidée, et emporte un allongement des délais contractuels, les stipulations du Chapitre 2- 12.2.1 du présent CCAP.

La réalisation de la modification donne lieu à la conclusion d'un avenant au marché sous réserve que ladite modification soit admissible au regard des dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent article ne fait pas obstacle à la mise en œuvre par la Maîtrise d'œuvre, s'il le juge nécessaire, du pouvoir de modification unilatérale prévu à l'article L. 6 du Code de la commande publique.

## 23.4 Clause de réexamen

En précision de l'article 54 du CCAG Travaux, les événements ci-dessous sont susceptibles de constituer des cas de modification des conditions d'exécution du Marché, si leurs conséquences ne peuvent être traitées par la mise en œuvre des clauses contractuelles, et d'ouvrir droit à discussion entre les parties en vue d'un éventuel réajustement de ses conditions d'exécution, par voie d'avenant :

- Survenance d'une crise sanitaire engendrant des conséquences sur l'exécution du marché de nature à en bouleverser l'économie,
- Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

Ils sont notifiés par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec accusé de réception. La partie procédant à la notification doit démontrer que ces événements engendrent des conséquences sur les conditions d'exécution du marché et produire tous justificatifs tant sur les événements que sur leurs incidences.

Le Titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au Maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Dans ces cas et afin de maintenir l'équilibre du niveau économique et financier du marché du fait de l'évolution des conditions ayant servi de cadre à sa conclusion, ledit marché peut être adapté par un réajustement, à partir de la date de modification du contenu des prestations de façon à prendre équitablement en compte les conditions nouvelles d'exécution des prestations.

La proposition d'adaptation du marché est communiquée par écrit par le Titulaire au Maître d'ouvrage dans un délai convenu entre les parties.

Sur la base de cette proposition, les parties disposent d'un délai de deux mois pour négocier de bonne foi et parvenir à un accord sur les modifications à apporter, formalisées par la conclusion d'un avenant.

## Article 24- Résiliation du Marché

Le Maître d'Ouvrage peut mettre fin au Marché dans les cas, et selon les modalités et conséquences, décrits ci-après. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la décision de résiliation est notifiée au titulaire et la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

## 24.1 Hypothèses de résiliation

### 24.1.1 Résiliation pour événements extérieurs au Marché

Il est fait application pendant la durée du Marché des dispositions de l'article 50.1 du CCAG Travaux, dont la rédaction est identique, et la mise en œuvre peut être faite par référence à l'un ou l'autre de ces articles.

### 24.1.2 Résiliation du fait du représentant du Maître d'ouvrage

a) Il n'est pas fait application des articles 50.2 et 53.1.2 du CCAG Travaux.

b) En cas d'ajournement des travaux, le Marché peut être résilié dans les conditions prévues de l'article 24.1.5 - du CCAP.

### 24.1.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le représentant de la Maîtrise d'ouvrage peut résilier le marché à tout moment pour motif d'intérêt général.

Quelle que soit l'étape d'exécution du Marché au cours de laquelle intervient une décision de résiliation pour ce motif, il sera fait application de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sous réserve des dérogations apportées le cas échéant dans d'autres stipulations du présent CCAP.

### 24.1.4 Résiliation pour faute du Titulaire

Le présent article se substitue à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché pour faute dans les cas suivants. La résiliation du Marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

De manière générale, le Maître d'ouvrage peut unilatéralement résilier le marché dans le cas d'une faute du Titulaire d'une gravité suffisante (art. L. 2195-3 du code de la commande publique), et dans les cas suivants :

a) Cas propres aux travaux :

1. Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage,
2. Le Titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements,
3. Le Titulaire, dans les conditions prévues à l'Article 26- du présent CCAP, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis de l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage, et si le Titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du Marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des alinéas 3 à 6 de l'Article 26- du présent CCAP s'appliquent,
4. Dans le cas où le Marché prévoit un contrôle de prix de revient, le Titulaire a contrevenu à ses obligations,
5. Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants prévues au marché,
6. Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'Article 19- Assurances exigées du Titulaire du présent CCAP,
7. Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG Travaux, ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
8. Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à Chapitre 1- 2.2- du présent CCAP, et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du Marché,
9. Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du Marché, à des actes frauduleux,
10. Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité prévues au Marché,



11. Postérieurement à la signature du Marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale,
12. Postérieurement à la signature du Marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du Marché, s'avèrent inexacts ou le titulaire se trouve dans le cas visé à l'article L. 2195-4 du code de la commande publique
13. Dans le cas prévu au b de l'article 12.2.3 - du présent CCAP,
14. Dans le cas prévu à l'article 12.2.4 - du présent CCAP,
15. Dans l'hypothèse où une autorisation administrative nécessaire à la réalisation du projet serait refusée, pour un motif imputable au titulaire, ce refus pourrait entraîner la résiliation du Marché, si aucune régularisation du dossier de demande rejeté n'était possible dans les conditions du marché.

Sauf dans les cas 7, 9, 11, 12, 13, 14, 15 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Maître d'ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Cette mise en demeure est notifiée, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Titulaire, soit par acte extrajudiciaire.

Le délai imparti au Titulaire est apprécié en fonction de l'urgence de la situation, de la nature du manquement et des mesures correctives à mettre en place. Il ne peut pas être inférieur à quinze jours.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des prestations peut être ordonnée, à ses frais et risques, et/ou la réalisation du marché peut être décidée avec indication de la date de prise d'effet de celle-ci, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée à ses frais et risques dans l'ensemble des cas visés au présent article, l'Article 26- du CCAP est alors appliqué.

c) Cas à l'exécution du Marché :

Le Titulaire produira tous les six (6) mois, pendant toute la durée d'exécution du Marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Conformément à l'article D. 8254-4 du code du travail, le titulaire doit adresser à la Maîtrise d'ouvrage, tous les six mois pendant toute la durée d'exécution du Marché, les pièces (listes nominatives des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 5221-2 et des salariés étrangers détachés soumis à autorisation de travail) mentionnées aux articles D. 8254-2 et D. 8254-3 dudit code, et le cas échéant toute autre pièce exigible en application du Code du travail.

En cas de non-production de ces pièces, et après mise en demeure restée sans effet, le Marché pourra être résilié aux torts et aux frais et risques du Titulaire conformément à l' Chapitre 5- Article 26- du présent CCAP.

#### **24.1.5 Cas spécifique de l'ajournement et de l'interruption des travaux**

Le présent article se substitue aux article 53.1 et 53.2 du CCAG Travaux.

L'ajournement des travaux peut être décidé par le Maître d'ouvrage. Il est alors procédé, suivant les modalités indiquées à l'article Chapitre 2- 16.1.2- du présent CCAP, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le Titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Une indemnité d'attente et de reprise des travaux peut être fixée dans les mêmes conditions que les prix nouveaux, suivant les modalités prévues à l'article 11.6 - du présent CCAP, à la condition que le motif d'ajournement ou d'interruption des travaux ne soit pas imputable au Titulaire.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le Titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.

Au cas où deux acomptes successifs n'auraient pas été payés, le titulaire peut, trente jours après la date de remise du projet de décompte pour le paiement du deuxième de ces acomptes, notifier au maître d'ouvrage, son intention d'interrompre les travaux au terme d'un délai de trente jours.

Si, dans ce délai, il n'a pas été notifié au titulaire une décision du maître d'ouvrage ordonnant la poursuite des travaux, le titulaire peut les interrompre.

Au cas où la poursuite des travaux a été ordonnée et sans préjudice du droit éventuel du titulaire à indemnité compensatoire, les intérêts qui lui sont dus par suite du retard dans le paiement des acomptes mensuels sont majorés de 50 % à compter de la notification de la décision mentionnée à l'alinéa précédent.

Au cas où le titulaire a régulièrement interrompu les travaux en application des alinéas qui précèdent, les délais d'exécution des prestations sont de plein-droit prolongés du nombre de jours compris entre la date de l'interruption des travaux et celle du paiement des acomptes en retard. Si le paiement du premier au moins des acomptes en retard n'est pas intervenu dans le délai de six mois après l'interruption effective des travaux, le titulaire a le droit de ne pas les reprendre et de demander par écrit la résiliation du marché.

#### 24.1.6 Cas de force majeure

En cas de force majeure, les parties chercheront, autant que possible, à éviter un arrêt définitif des services faisant l'objet du Marché et essaieront d'organiser leur poursuite, même partielle, après avoir, le cas échéant, fixé de nouvelles conditions contractuelles.

S'il s'avère impossible de poursuivre l'exécution du Marché en raison de la force majeure précitée, le Marché sera résilié par la Maîtrise d'ouvrage, de sa propre initiative ou en approbation de la demande formulée par le Titulaire. Dans cette hypothèse de résiliation, toute indemnisation du manque à gagner du Titulaire est exclue.

### 24.2 Modalités d'exécution des opérations de liquidation

Les articles suivants se substituent à l'article 51.1 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation, il est procédé, le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier.

Il est dressé procès-verbal de ces opérations dans les conditions prévues au Chapitre 2- 16.1.2 du présent CCAP. Ce procès-verbal comporte l'avis de l'Assistant de la Maîtrise d'ouvrage sur la conformité aux dispositions du Marché des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés.

Ce procès-verbal est signé par le représentant de la Maîtrise d'ouvrage. Il emporte réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet à la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement et des autres garanties applicables que pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du Marché.

Dans les dix jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, la Maîtrise d'ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

À défaut d'exécution de ces mesures par le Titulaire dans le délai imparti par le représentant de la Maîtrise d'ouvrage, ce dernier les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du titulaire.

La Maîtrise d'ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- Les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du Marché et utiles à l'exécution du Marché,
- Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du Marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Elle dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du Marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachatés aux prix du Marché ou, à défaut, à ceux qui résultent de l'application de l'article 11.6 Ouvrages, travaux et prestations intellectuelles non prévus du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par la Maîtrise d'ouvrage.

## 24.3 Décompte de liquidation

Le présent article se substitue à l'article 51.2 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation du Marché, il est procédé – quelle que soit la cause de la résiliation - à l'établissement d'un décompte de liquidation du Marché, qui se substitue au décompte général prévu à l'article 11.9 - du présent CCAP.

Le décompte de liquidation est arrêté par décision du représentant de la Maîtrise d'ouvrage et notifié au Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) au débit du Titulaire :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte et le cas échéant de paiement partiel définitif et de solde,
- Le montant des sommes éventuellement dues en application du Chapitre 5- Article 26- du présent CCAP,
- La valeur, fixée par le Marché et ses avenants éventuels des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que la Maîtrise d'ouvrage cède à l'amiable au Titulaire,
- Le montant des pénalités,
- Le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du Titulaire ou de l'exécution du Marché à ses frais et risques, dans les conditions prévues aux présentes.

b) au crédit du Titulaire :

- La valeur des prestations et travaux fournis à la Maîtrise d'ouvrage, à savoir la valeur contractuelle des prestations reçues et des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires,
- Le cas échéant la valeur de toute indemnité due au Titulaire en application des clauses du Marché.

Le décompte de liquidation est notifié au Titulaire par la Maîtrise d'ouvrage, au plus tard deux mois suivant la date de signature du procès-verbal prévu ci-avant.

Cependant, lorsque le Marché est résilié aux frais et risques du Titulaire, le décompte de liquidation du Marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du Marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## CHAPITRE 5- DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 25- Redressement et liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du mandataire solidaire ou d'un membre du Titulaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la Maîtrise d'ouvrage par le titulaire. Il en va de même pour tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché.

Il est fait application ensuite des dispositions de l'article 50.1.2 du CCAG Travaux.

### Article 26- Mesures coercitives

Le présent article déroge et se substitue à l'article 52 du CCAG Travaux.

- 1- Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du Marché et à ses obligations contractuelles, le représentant de la Maîtrise d'ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du Marché peut être décidée. La décision de poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage ou par la Maîtrise d'œuvre.

- 2- Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, il est procédé, le Titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du Titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans le délai de trente jours suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du Marché est prononcée par le représentant de la Maîtrise d'ouvrage.

- 3- En cas de résiliation aux frais et risques du Titulaire, les mesures prises en application de l'alinéa 2 ci-avant sont à la charge de celui-ci. Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un Marché avec un autre entrepreneur. Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant. Le décompte de liquidation n'est notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

S'il n'est pas possible à la Maîtrise d'ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du Marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

- 4- Le Titulaire, dont les travaux font l'objet des stipulations des alinéas 1 à 3, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir les entraver.

Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

- 5- Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation prévue au présent article, sont à la charge du Titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

- 6- Les dispositions particulières ci-après sont applicables au marché passé avec un Titulaire conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres,

- a. Si l'un des membres du Titulaire ne se conforme pas aux obligations définies à l'alinéa 1 qui lui incombent pour l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le représentant de la Maîtrise

d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'alinéa 1, la décision étant adressée au mandataire.

La mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Le mandataire est tenu de se substituer au membre du Titulaire défaillant pour l'exécution des travaux ou prestations dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

À défaut, les mesures coercitives prévues à l'alinéa 1 peuvent être appliquées au membre du Titulaire défaillant comme au mandataire.

- b. Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des prestations ou travaux qui lui sont attribués, les dispositions suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du Titulaire l'acceptent expressément, un des autres membres du Titulaire peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au « b » ci-dessus.

Faute de l'accord des autres membres du Titulaire, le représentant de la Maîtrise d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :

- si les autres membres du Titulaire en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux et prestations dans le cadre d'un Titulaire réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au « b » ci-dessus.
- Un avenant désigne alors la part des prestations exclues du Marché, celles restant à fournir par chacun des membres du Titulaire ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce Titulaire ;
- si les membres du Titulaire ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le représentant de la Maîtrise d'ouvrage résilie la totalité du Marché.

## Article 27- Utilisation des résultats

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG travaux pour l'ensemble des étapes du Marché.

## Article 28- Procédure de conciliation

En cas de différend né de l'exécution ou de l'interprétation du présent marché, les parties s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable.

À défaut de règlement dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification écrite du différend par l'une des parties à l'autre, une procédure de conciliation peut être engagée, à condition que le litige présente un caractère significatif sur le plan technique, financier, ou qu'il soit susceptible d'affecter substantiellement l'exécution du marché.

La procédure de conciliation est confiée à une commission composée de trois (3) conciliateurs :

- Un conciliateur désigné par le Maître d'Ouvrage,
- Un conciliateur désigné par le Titulaire,
- Un troisième conciliateur, qui préside la commission, désigné d'un commun accord par les deux premiers.

À défaut de désignation par l'une des parties de son conciliateur dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du différend, celui-ci est désigné, à la demande de la partie la plus diligente, par le Président du tribunal administratif territorialement compétent.

Si les deux premiers conciliateurs ne parviennent pas à désigner le troisième conciliateur dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la notification du différend, celui-ci est désigné, à la demande de la partie la plus diligente, par le Président du tribunal administratif territorialement compétent.

La commission de conciliation rend un avis motivé et/ou une proposition de règlement dans un délai de trente (30) jours à compter de sa constitution. Ce délai peut être prorogé une seule fois, d'un commun accord entre les parties.

En cas d'échec de la conciliation, ou en l'absence d'accord des parties sur l'avis ou la proposition de la commission, le différend peut être porté devant la juridiction administrative compétente, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Afin de prévenir toute utilisation abusive de la procédure, il ne peut être engagé plus d'une procédure de conciliation simultanée par une même partie au titre du présent marché, sauf accord exprès et écrit de l'autre partie.

## Article 29- Compétence juridictionnelle

Toute contestation, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Marché sera exclusivement porté devant le tribunal administratif de :

Tribunal Administratif de Châlons en Champagne  
25 rue du Lycée  
51000 Châlons en Champagne

Ceci n'exclue pas la possibilité pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

## Article 30- Dérogations au CCAG Travaux

Pour l'application des dispositions des articles du CCAG Travaux, les attributions du Maître d'œuvre sont transférées au Maître d'ouvrage et à son Assistant lorsque le présent Marché le prévoit.

Liste des dérogations apportées au CCAG Travaux :

Articles du CCAP présentant une ou plusieurs dérogations au CCAG Travaux	CCAG Travaux Dérogation aux articles
Article 2.2.3	Article 3.6.1.4
Article 4	Article 4.1
Article 6.8	Article 34.1
Article 6.9	Article 35
Article 7	Article 3.8
Article 11.1.2	Article 9.1.1
Article 11.2	Article 10.1
Article 11.4.3	Article 10.4
Article 11.4.5	Articles 12.1.1, 12.2, 12.4.5, 55.1.2
Article 11.6	Article 16
Article 11.6.2	Article 13
Article 11.7.3	Article 14
Article 11.7.4	Article 14
Article 11.7.8	Article 15
Article 11.9.2	Article 12.4, 12.4.2
Article 12.2	Articles 18.2.1, 18.2.2, 19.2.3
Article 12.2.3	Articles 49.1, 50.4
Article 12.2.4	Articles 49.1, 50.4
Article 12.3	Article 19.2.2
Article 12.3.1	Articles 19.2, 20.1.5



Article 13.1	Articles 21, 23.3
Article 16.1.2	Article 11
Article 16.1.2	Article 28.1
Article 16.2.2	Article 18.2.2
Article 16.3	Article 29.1.4
Article 17.4	Articles 34.1, 34.3
Article 18.1.1	Article 38
Article 18.3	Article 43
Article 23.2	Article 30
Article 24.1.4	Article 50.3
Article 24.1.5	Articles 53.1 et 53.2
Article 24.2	Articles 51.1
Article 24.3	Articles 51.2
Article 26	Articles 52

## CHAPITRE 6- SIGNATURE DU CONTRAT

Les Parties confirment expressément la sincérité de toutes les mentions figurant au présent CCAP.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le représentant de l'acheteur,

Le maître d'ouvrage

Le Titulaire habilité à signer

Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et accepté » (1) et cachet du mandataire

(1) "Lu et accepté" par le Titulaire pour valoir pièce contractuelle

La mention "Lu et accepté" doit être complétée par la signature du Titulaire conjoint ou du représentant qui aura été désigné.

## ANNEXE 1 : LISTE DES DOCUMENTS DU DCE

PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	Corps d'état	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE TCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
												<b>0. PIECES CONSULTATION&amp;MARCHE</b>				
<b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b>													A4	.pdf	C	23
<b>Règlement de consultation et annexes:</b> Annexe n° 1 : Transmission des plis par voie électronique et dispositions relatives à la copie de sauvegarde Annexe n° 2 : Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) Annexe n° 3 : Liste des qualifications professionnelles exigées (ou équivalentes)																
<b>CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES</b>													A4			110
<b>CCAP et annexes:</b> Annexe n° 1 : Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) Annexe n° 2 : Liste des qualifications professionnelles exigées (ou équivalentes) Annexe n° 3 : Mission SSC - Liens Fonctionnels Annexe n°4 : Modalités de dématérialisation des factures - Service EDIFLEX Annexe n°5 : Outil de Gestion documentaire																
<b>DPGF</b>																
CHU PH2_DPGF - 14/04/2025 --- DPGF Compilées													A4	.xls .pdf	C	-

PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	Corps d'état	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE TCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>1.1 - PIECES ECRITES GENERALES</b>																
<b>1.1.1 Architecture / Dispositions fonctionnelles</b>																
REI	DCE	PAR	LIS	TB	TZ	TN	TCE	000	-	28/03/2025	---	Liste des livrables	A3	.pdf	C	10
REI	DCE	PAR	NTE	TB	TZ	TN	ARC	001	-	28/03/2025	---	Notice architecturale	A4	.pdf	C	34
REI	DCE	PAR	TAB	TB	TZ	TN	SUR	002	-	28/03/2025	---	Tableau des surfaces	A3	.pdf/.xls	C	59
<b>1.1.2_Acoustique</b>																
REI	DCE	TYS	NTE	TB	TZ	TN	ACO	004	-	28/03/2025	---	Notice acoustique	A3	.pdf	C	84
REI	DCE	TYS	REP	TB	TZ	TN	ACO	005	-	28/03/2025	---	Plans de repérage acoustique cloisons et portes	A3	.pdf	C	14
<b>1.1.3_Environnement</b>																
REI	DCE	ETA	NTE	TB	TZ	TN	HQE	006	-	28/03/2025	---	Notice des intentions environnementales	A4	.pdf	C	49
REI	DCE	ETA	TABL	TB	TZ	TN	HQE	007	-	28/03/2025	---	Tableur suivi conception environnementale	A3	.xls	C	-
REI	DCE	ETA	NTE	TB	TZ	TN	HQE	008	-	28/03/2025	---	Simulation thermique dynamique STD	A4	.pdf	C	74
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	HQE	009	-	28/03/2025	---	Notice thermique RT2012	A4	.pdf	C	385
REI	DCE	ETA	NTE	TB	TZ	TN	HQE	010	-	28/03/2025	---	Calculs d'autonomie lumineuse	A4	.pdf	C	38
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	AEM	011	-	28/03/2025	---	Note sur l'entretien et la maintenance	A4/A3	.pdf	C	33
REI	DCE	ETA	NTE	TB	TZ	TN	HQE	012	-	28/03/2025	---	Etude ACV	A4	.pdf	C	50
REI	DCE	ETA	TABL	TB	TZ	TN	HQE	017	-	28/03/2025	---	Annexe Etude ACV - Données d'entrée	A4	.pdf.xls	C	-
REI	DCE	ETA	NTE	TB	TZ	TN	HQE	028	-	28/03/2025	---	Charte de chantier faible nuisance	A4	.pdf	C	48
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	GOE	046	-	28/03/2025	---	Démarche de réemploi et de recyclage en boucle fermée (NOTA: A titre informatif)	A4	.pdf	C	11
<b>1.1.4_Ordonnancement / Pilotage / Coordination</b>																
REI	DCE	PAT	PGEN	TB	TZ	TN	TCE	013	-	28/03/2025	---	Planning prévisionnel travaux	A3	.pdf	C	2
REI	DCE	PAT	PICH	TB	TZ	TN	TCE	014	-	28/03/2025	---	Plan d'installation de Chantier par phase	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAT	FLUX	TB	TZ	TN	TCE	015	-	28/03/2025	---	Evolution des flux par type de véhicule	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	PAT	NTE	TB	TZ	TN	TCE	016	-	28/03/2025	---	Note d'organisation de chantier - Tous corps d'état	A3	.pdf	C	51
<b>1.1.5_Systèmes de Sécurité Incendie</b>																
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	SSI	018	-	28/03/2025	---	Cahier des Charges Fonctionnel du SSI	A4	.pdf	C	47
REI	DCE	EDE	NTE	BCA	ROT	TN	SSI	019	-	28/03/2025	---	Notice Technique Complémentaire au CCF SSI Rotonde	A4	.pdf	C	19
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	DF2	020	-	28/03/2025	---	Note Technique de Désenfumage (DF2)	A4	.pdf	C	25
<b>1.1.6_Economie</b>																
REI	DCE	DAL	TABL	TB	TZ	TN	CEA	021	-	28/03/2025	---	Tableau des blocs portes	A3	.pdf	C	161
REI	DCE	DAL	TABL	TB	TZ	TN	CEA	022	-	28/03/2025	---	Tableau des finitions sols - murs - plafonds	A3	.pdf	C	319
REI	DCE	DAL	TABL	TB	TZ	TN	CEA	025	-	28/03/2025	---	Tableau des châssis	A4	.pdf	C	12
<b>1.1.7_Détection contre la foudre</b>																
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	CFO	029	-	28/03/2025	---	Analyse du Risque Foudre	A4	.pdf	C	61
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	CFO	030	-	28/03/2025	---	Etude Technique Foudre	A4	.pdf	C	71
<b>1.1.8_Etudes spécifiques façade ouest</b>																
REI	DCE	DEE	NTE	TB	TZ	TN	DFV	031	-	28/03/2025	---	Notice STD façade ouest	A4	.pdf	C	24
REI	DCE	EFE	NTE	TB	TZ	TN	SEC	032	-	28/03/2025	---	Rapport d'études étude d'ingénierie de sécurité incendie appliquée à la façade ouest	A4	.pdf	C	21
REI	DCE	PAR	NTE	TB	WS	TN	ARC	033	-	28/03/2025	---	Notice Façade Ouest	A4	.pdf	C	31
<b>1.1.9_Récapitulatif des équipements médico-techniques</b>																
REI	DCE	EDE	TABL	TB	TZ	TN	EMT	040	-	28/03/2025	---	Tableau récapitulatif des équipements médico-techniques	A4	.xls	C	-
<b>1.1.10_Liste des Points GTB</b>																
REI	DCE	EDE	TABL	TB	TZ	TN	GTB	041	-	28/03/2025	---	Liste des points GTB	A4	.xls	C	-

PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	Corps d'état	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE TCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>1.1.11_Note de sécurité incendie</b>																
REI	DCE	SIC	NTE	TB	TZ	TN	SEC	042	-	28/03/2025	---	Notice de sécurité incendie	A4	.pdf	C	37
REI	DCE	SIC	NTE	TB	TZ	TN	SEC	043	-	28/03/2025	---	Dérogations aux règles de sécurité incendie	A4	.pdf	C	30
<b>1.1.12_Note d'accessibilité PMR</b>																
REI	DCE	PAR	NTE	TB	TZ	TN	ARC	044	-	28/03/2025	---	Notice d'accessibilité (voir carnet archi 4006- plan de repérage des locaux adaptés)	A4	.pdf	C	36
<b>1.1.13_Note assainissement</b>																
REI	DCE	EDE	NTE	TB	TZ	TN	VRD	045	-	28/03/2025	---	Note assainissement VRD (mise à jour de la note du PC)	A4	.xls.pdf	C	17
<b>1.1.14_Cadre d'Indication des Marques</b>																
20250404_CadreIdentificationDes Marques														.xls		28
<b>1.1.15_Rôle mandataire entreprise</b>														pdf.		3
Note_RôlemandataireEG_250410_VD																

PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	Corps d'état	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE TCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>1.2 - PIECES ECRITES PARTICULIERES CCTP</b>																
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	TCE	50	-	28/03/2025	---	CCTP Commun et annexes CCTPC Annexe - radioprotection SYNTHESE NF 15 160 Coffret Alimentation CA (zip - 8 fichiers) Coffret Alimentation porte Auto (zip - 4 fichiers)	A4	.pdf	C	69
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	GOE	101	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 101 - Installation de chantier /Terrassements / Fondations / Démolition et curage / Gros-Œuvre / Charpentes métalliques	A4	.pdf	C	159
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	ETA	201	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 201 - Couverture étanchéité	A4	.pdf	C	55
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	MEX	202	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 202 - Menuiseries extérieures - Protections solaires	A4	.pdf	C	85
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	RFA	203	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 203 - Revêtement de façades	A4	.pdf	C	46
REI	DCE	DEE	CCTP	TB	TZ	TN	DFV	301	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 301 - Façade vitrée écran à l'ouest	A3	.pdf	C	69
REI	DCE	ACC	CCTP	TB	TZ	TN	AEL	401	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 401 - Appareils Elévateurs	A4	.pdf	C	73
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	CVC	402	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 402 - Chauffage / Ventilation / Climatisation / Désenfumage	A4	.pdf	C	304
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	PLO	403	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 403 - Plomberie / Protection Incendie	A4	.pdf	C	213
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	PAI	404	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 404 - Paillasse Humides et Sèches	A4	.pdf	C	83
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	SPK	405	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 405 - Sprinklers	A4	.pdf	C	21
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	FME	406	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 406 - Fluides Médicaux	A4	.pdf	C	52
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	DIA	407	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 407 - Traitement d'Eau et Solutions Acides	A4	.pdf	C	50
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	CFO	408	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 408 - Courants Forts	A4	.pdf	C	400
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	CFA	409	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 409 - Courants Faibles (SSI, GTB, Sureté, IT)	A4	.pdf	C	232
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	PNE	410	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 410 - Transport Pneumatique	A4	.pdf	C	16
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	BIO	411	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 411 - Equipements médico-techniques	A4	.pdf	C	50
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	HEL	413	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 413 - Hélistation	A4	.pdf	C	36
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	MIN	501	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 501 - Menuiseries intérieures - Mobilier fixe d'agencement - Occultation intérieure	A4	.pdf	C	83
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	PMU	503	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 503 - Protections Murales	A4	.pdf	C	13
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	CDP	504	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 504 - Cloisons - Doublages - Plâtrerie - Protection Anti X	A4	.pdf	C	37
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	CMO	505	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 505 - Cloisons modulaires	A4	.pdf	C	18
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	PLF	506	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 506 - Plafonds suspendus	A4	.pdf	C	38
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	RSD	507	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 507 - Revêtements de sols - Revêtement muraux Durs	A4	.pdf	C	32
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	RSS	508	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 508 - Revêtements de sols - Revêtement muraux Souples	A4	.pdf	C	29
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	SER	509	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 509 - Serrurerie - Métallerie	A4	.pdf	C	55
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	PAI	510	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 510 - Portes automatiques intérieures	A4	.pdf	C	18
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	PPK	511	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 511 - Portes de parking - sectionnelle - barrières	A4	.pdf	C	22
REI	DCE	DAL	CCTP	TB	TZ	TN	PEI	512	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 512 - Peinture	A4	.pdf	C	30
REI	DCE	EDE	CCTP	TB	TZ	TN	VRD	601	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 601 - Voiries et Réseaux Enterrés	A4	.pdf	C	108
REI	DCE	MUT	CCTP	TB	TZ	TN	PAY	602	-	28/03/2025	---	CCTP Corps d'état 602 - Espaces paysagers végétaux et mobiliers extérieurs	A4	.pdf	C	261



PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
												<b>2. PIECES GRAPHIQUES ARCHITECTE</b>				

**2.1 - PLANS GENERAUX****2.1.1 - PLANS D'ENSEMBLE**

REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	TN	ARC	1000a	-	28/03/2025	1/5000	Plan de situation	A3	.pdf	C	2
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	TN	ARC	1000	-	28/03/2025	1/250	Plan de Masse et de traitement des espaces extérieurs	A0	.pdf/.dwg	C	1

**2.1.2 - PLANS DE NIVEAUX**

REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	S2	ARC	1021	-	28/03/2025	1/100	Plan du niveau S2 Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	S2	ARC	1022	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau S2 Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	S1	ARC	1011	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau S1 Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	S1	ARC	1012	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau S1 Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	RC	ARC	1001	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau RC Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	RC	ARC	1002	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau RC Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	E1	ARC	1101	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E1 Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	E1	ARC	1102	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E1 Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	E2	ARC	1201	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E2 Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	E2	ARC	1202	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E2 Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	E3	ARC	1301	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E3 Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	E3	ARC	1302	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E3 Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	E4	ARC	1401	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E4 Zone A	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	E4	ARC	1402	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau E4 Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	A-	TT-E5	ARC	1501	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau toiture Zone A - Hélistation - Edicule MM axe rouge E5	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	B-	TT	ARC	1502	-	28/03/2025	1/100	Plan de niveau toiture Zone B	A0	.pdf/.dwg	C	1

**2.1.3 - COUPES**

REI	DCE	PAR	COUP	TB	TZ	TN	ARC	2001	-	28/03/2025	1/100	Coupe longitudinale AA' et coupe transversale BB'	1782x914	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	COUP	TB	TZ	TN	ARC	2002	-	28/03/2025	1/100	Coupe longitudinale CC' et coupe transversale DD'	1782x914	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	COUP	TB	TZ	S2	ARC	2003	-	28/03/2025	1/100	Coupes sur la galerie Odonto S2	A2	.pdf/.dwg	C	1

**2.1.4 - FACADES**

REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3001a	-	28/03/2025	1/100	Façade Ouest - élévations	1782x914	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3001b	-	28/03/2025	1/100	Façade Ouest - plans	1782x914	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3002	-	28/03/2025	1/100	Façade Est, façade passerelle Urgences et façade de la galerie Rotonde	1782x914	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3003	-	28/03/2025	1/100	Façade Nord, façade Sud	1782x914	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3004	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 1	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3005	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 2	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3006	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 3	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3007	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 4	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3008	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 5	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3009	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 6	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3010	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 7	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3011	-	28/03/2025	1/100	Façades patio 8 et 9	A0	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	ARC	3012	-	28/03/2025	1/100	Façades cours anglaises	A1	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PROT	TB	TZ	TN	ARC	3013	-	28/03/2025	1/50	Carnet prototype façade	A3	.pdf/.dwg	C	3



PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>2.2 - PLANS DE REPERAGE</b>																
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4001	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - hauteurs de plafonds	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4002	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - types de plafonds	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4003	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - types de revêtements de sols et détails	A3	.pdf	C	17
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4004	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - finitions et protections murales	A4	.pdf	C	12
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4005	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - radioprotection et principes de mise en oeuvre	A3	.pdf	C	12
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4006	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - locaux accessibles PMR	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4007	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - occultations extérieures (et occultations totales)	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4008	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - tablettes et encadrements de fenêtres	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4009	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - services	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	DAL	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4010	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - cloisons doublages	A3	.pdf	C	16
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4011	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - plinthes	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	EDE	PLDR	TB	TZ	TN	ISO	4012	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - isolants	A3	.pdf	C	10
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4013	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - équipements mobiliers	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	PAR	PLDR	TB	TZ	TN	ARC	4014	-	28/03/2025	1/500	Carnet de repérages - circuits Cobots	A3	.pdf	C	7
<b>2.3 - DETAILS ARCHITECTURAUX</b>																
<b>2.3.1 - PRESTATIONS INTERIEURES</b>																
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	5001	-	28/03/2025	---	Carnet de détails - menuiseries intérieures (châssis, portes, habillages muraux...)	A3	.pdf	C	36
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	5002	-	28/03/2025	---	Carnet de détails - mobilier fixe d'agencement (placards, banques accueil, guichets, tablettes...)	A3	.pdf	C	29
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	5003	-	28/03/2025	---	Carnet de synthèse archi des espaces notables (*complément pour les plafonds)	A3	.pdf	C	23
<b>2.3.2 - PLANS DE PRINCIPE DE CALEPINAGE DE FAUX-PLAFONDS</b>																
REI	DCE	PAR	FPL	TB	TZ	S2	ARC	5101	-	28/03/2025	1/200	Plan de principe de calepinage des faux-plafonds - niveau S2	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	FPL	TB	TZ	S1	ARC	5102	-	28/03/2025	1/200	Plan de principe de calepinage des faux-plafonds - niveau S1	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	FPL	TB	TZ	RC	ARC	5103	-	28/03/2025	1/200	Plan de principe de calepinage des faux-plafonds - niveau RC	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	FPL	TB	TZ	E1	ARC	5104	-	28/03/2025	1/200	Plan de principe de calepinage des faux-plafonds - niveau E1	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	FPL	TB	TZ	E2	ARC	5105	-	28/03/2025	1/200	Plan de principe de calepinage des faux-plafonds - niveau E2	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
REI	DCE	PAR	FPL	TB	TZ	E3	ARC	5106	-	28/03/2025	1/200	Plan de principe de calepinage des faux-plafonds - niveau E3	914x1782	.pdf/.dwg	C	1
<b>2.3.3 - DETAILS CLOS COUVERT</b>																
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6000	-	28/03/2025	1/50	Nomenclatures menuiseries extérieures	A3	.pdf	C	12
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6100	-	28/03/2025	1/50	Principes de détails - Façade hall RC	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6200	-	28/03/2025	1/50	Principes de détails - Façades briques et enduit	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6300	-	28/03/2025	1/50	Principes de détails - Façade Ouest	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6301	-	28/03/2025	1/25	Principes de détails - Façade Ouest	A1	.pdf	C	1
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	E1	ARC	6400	-	28/03/2025	1/50	Plans et Principes de détails - Passerelle vers Urgences	A1	.pdf	C	1
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6500	-	28/03/2025	1/50	Plans et Principes de détails - Galerie vers Rotonde	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6700	-	28/03/2025	1/20	Carnet de détails - serrurerie extérieure et intérieure (et plans de repérages)	A3	.pdf	C	34
REI	DCE	PAR	DET	TB	TZ	TN	ARC	6800	-	28/03/2025	1/20	Carnet de détails - clos couvert (et plans de repérage étanchéité)	A3	.pdf	C	51
REI	DCE	DEE	DET	TB	TZ	TN	DFV	6900	-	28/03/2025	1/10	Carnet de détails - façade vitrée ouest	A0	.pdf	C	6



PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>2.4 - PLANS DE SECURITE INCENDIE</b>																
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	TN	SEC	7001	-	28/03/2025	1/500	Plan de masse de sécurité incendie	A1	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	S2	SEC	7020	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu S2	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	S1	SEC	7010	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu S1	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	RC	SEC	7000	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu RC	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	E1	SEC	7100	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu E1	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	E2	SEC	7200	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu E2	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	E3	SEC	7300	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu E3	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	E4	SEC	7400	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu E4	A0	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	PLAN	TB	TZ	E5	SEC	7500	-	28/03/2025	1/200	Plan de sécu E5 - Hélistation	A1	.pdf / dwg	C	1
REI	DCE	PAR	ELEV	TB	TZ	TN	SEC	7600	-	28/03/2025	1/200	Façades accessibles - Repérage des baies pompiers	A0	.pdf / dwg	C	1
<b>2.5 - LOCAUX TYPES</b>																
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8001	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU01_POLE AUTONOMIE SANTE PLATEAU DE REEDUCATION	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8002	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU02_UTEP DIET UTNC	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8003	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU03_POLE AUTONOMIE SANTE USP	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8004	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU04_POLE AUTONOMIE SANTE GERIATRIE HC	A3	.pdf	C	4
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8005	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU05_TRANS_CONS	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8006	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU06_POLE RECHERCHE CLINIQUE	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8007	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU07_POLE MED DERMATO	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8008	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU08_POLE MED UMATH	A3	.pdf	C	4
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8009	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU09_POLE MED HEMATO	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8010	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU10_POLE MED SALLE DE STOCKAGE COHORTING	A3	.pdf	C	4
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8011	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU11_IMAGERIE	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8012	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU12_BLOC UCA	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8013	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU13_BLOC OP+NRI+SSPI	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8014	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU14_BLOC IMAGERIE NRI	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8015	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU15_TRANS HDJ	A3	.pdf	C	10
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8016	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU16_TRANS HOSP HC	A3	.pdf	C	11
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8017	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU17_IML	A3	.pdf	C	9
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8018	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU18_POLE DUNE MNSC	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8019	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU19_USC	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8020	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU20_POLE DUNE DIALYSE	A3	.pdf	C	9
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8021	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU21_POLE NSTC OPH	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8022	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU22_POLE NSTC LOCAUX COMMUNS	A3	.pdf	C	4
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8023	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU23_POLE NSTC ORL	A3	.pdf	C	9
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8024	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU24_POLE NSTC NC CS HC	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8025	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU25_POLE NSTC USINV NEURO HC	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8026	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU26_POLE NSTC NEURO CS	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8027	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU27_GROUPE TRANSVERSAL SALLE DE SOINS USC SI	A3	.pdf	C	10
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8028	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU28_GROUPE TRANSVERSAL SALLE DE SOINS	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8029	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU29_POLE DUNE CS	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	PAR	MIPL	TB	TZ	TN	ARC	8030	-	28/03/2025	1/50	Carnet des locaux types GTU30_POLE MED_UMACH	A3	.pdf	C	8



PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>2.6 - CARNET PAYSAGE</b>																
<b>2.6.1 - PLANS</b>																
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY		-	28/03/2025		Fichier zip (source plans de détails toiture)	A0	.dwg	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9000	-	28/03/2025	1/200	Plan d'ensemble d'aménagement des espaces extérieurs	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9001	-	28/03/2025	1/200	Plan de repérage - plan de nivellement et traitement des surfaces	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9002	-	28/03/2025	1/200	Plan des sols	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9003	-	28/03/2025	1/200	Plan des épaisseurs de terre végétale	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9004a	-	28/03/2025	1/200	Plan d'arrosage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9004b	-	28/03/2025	SE	Carnet de principe arrosage	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9005	-	29/03/2025	1/200	Plan bordures et métallerie - Niveau Toiture	A0	.pdf	C	C
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9006	-	28/03/2025	1/200	Plan des mobiliers	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	MUT	PLN	TB	TZ	TT	PAY	9007	-	28/03/2025	1/200	Plan de plantations et de bordures	A0	.pdf	C	1
<b>2.6.2 - DETAILS</b>																
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9008	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans Terrasses	A3	.pdf	C	11
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-1	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 1a	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-2	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 1b	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-3	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 2	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-4	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 3	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-5	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 4	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-6	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 5	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-7	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 6	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-8	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 7	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-9	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 8	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-3-10	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Patio 9	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-4-1	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Cour anglaise 1	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-4-2	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Cour anglaise 2	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-4-3	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Cour anglaise 3	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-4-4	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Cour anglaise 4	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-5-1	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Cour 1	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-5-2	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Cour 2	A3	.pdf	C	6
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-6-1	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Entrée SUD S1	A3	.pdf	C	5
REI	DCE	MUT	DET	TB	TZ	TN	PAY	9009-6-2	-	28/03/2025	SE	Carnet de détails général plans et coupes Entrée SUD RC	A3	.pdf	C	5
<b>2.8 - DOSSIER ROTONDE</b>																
REI	DCE	PAR	DET	RTD	TZ	TN	ARC	10000	-	28/03/2025	1/100	Carnet Rotonde	A0	.pdf	C	0
REI	DCE	PAR	DET	RTD	TZ	TN	ARC	10000	02	28/03/2025	SE	Détails techniques sur Rotonde		.dwg		
REI	DCE	PAR	DET	RTD	TZ	TN	ARC	10000	03	28/03/2025	SE	Détails techniques sur Rotonde		.dwg		
REI	DCE	PAR	DET	RTD	TZ	TN	ARC	10000	04	28/03/2025	SE	Détails techniques sur Rotonde		.dwg		
REI	DCE	PAR	DET	RTD	TZ	TN	ARC	10000	05	28/03/2025	SE	Détails techniques sur Rotonde		.dwg		
REI	DCE	PAR	DET	RTD	TZ	TN	ARC	10000	06	28/03/2025	SE	Détails techniques sur Rotonde		.dwg		

DCE/JET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
												3. PIECES GRAPHIQUES TECHNIQUES				
3.1 CE 101 - TERRASSEMENT / FONDATIONS / GROS-ŒUVRE																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	FD	GOE	1101	-	28/03/2025	1/100	PLAN DES FONDATIONS - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	FD	GOE	1102	-	28/03/2025	1/100	PLAN DES FONDATIONS - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	FD	GOE	1103	-	28/03/2025	1/100	PLAN DES FONDATIONS - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	GOE	1104	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER BAS 2EME SOUS-SOL - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	GOE	1105	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER BAS 2EME SOUS-SOL - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	S2	GOE	1106	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER BAS 2EME SOUS-SOL - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	GOE	1107	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 2EME SOUS-SOL - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	GOE	1108	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 2EME SOUS-SOL - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	S2	GOE	1109	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 2EME SOUS-SOL - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	GOE	1110	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 1ER SOUS-SOL - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	GOE	1111	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 1ER SOUS-SOL - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	S1	GOE	1112	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 1ER SOUS-SOL - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	GOE	1113	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT RDC - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	GOE	1114	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT RDC - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	RC	GOE	1115	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT RDC - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	GOE	1116	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 1ER ETAGE - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	GOE	1117	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 1ER ETAGE - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	E1	GOE	1118	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 1ER ETAGE - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	GOE	1119	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 2EME ETAGE - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	GOE	1120	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 2EME ETAGE - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	E2	GOE	1121	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 2EME ETAGE - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	GOE	1122	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 3EME ETAGE - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	GOE	1123	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 3EME ETAGE - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	E3	GOE	1124	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 3EME ETAGE - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	GOE	1125	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 4EME ETAGE - ZONE A	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	GOE	1126	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 4EME ETAGE - ZONE B	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	C	E4	GOE	1127	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT 4EME ETAGE - ZONE C	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	HE	GOE	1128	-	28/03/2025	1/100	PLANCHER HAUT HELISTATION	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	COUP	TB	TZ	TN	GOE	1129	-	28/03/2025	1/100	COUPE TRANSVERSALE	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	COUP	TB	TZ	TN	GOE	1130	-	28/03/2025	1/100	COUPE LONGITUDINALE	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	DETS	TB	TZ	TN	GOE	1131	-	28/03/2025	1/500	Carnets de repérage des charges d'exploitation	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CHM	1132	-	28/03/2025	1/100	Plan d'ensemble / Charpente Métallique Façade Ouest	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	COUP	TB	TZ	TN	CHM	1133	-	28/03/2025	1/100	Coupes et Détails / Charpente Métallique Façade Ouest	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RD	GOE	1134	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux sous dallage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RD	GOE	1135	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux sous dallage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	DETS	TB	TZ	TN	GOE	1136	-	28/03/2025		Passage des gaines et poutres au R+2 et R+33	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E1	GOE	1137	-	28/03/2025		Plan de démolition du 2ème sous-sol	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E2	GOE	1138	-	28/03/2025		Plan de démolition du 1er sous-sol	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	RC	GOE	1139	-	28/03/2025		Plan de démolition du RDC	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S1	GOE	1140	-	28/03/2025		Plan de démolition du 1er étage	A0+	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S2	GOE	1141	-	28/03/2025		Plan de démolition du 2ème étage	A0+	.pdf	C	1



DCE/JET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>3.2 - CE 402 - CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATISATION / DESENFUMAGE MECANIQUE</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	CVC	4201	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 2ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CVC	4202	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	CVC	4203	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CVC	4204	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	CVC	4205	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - RDC - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	CVC	4206	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - RDC - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	CVC	4207	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	CVC	4208	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	CVC	4209	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	CVC	4210	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	CVC	4211	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	CVC	4212	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CVC	4213	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CVC	4214	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CVCD - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S2	CVC	4215	-	28/03/2025	1/200	Plan de Désenfumage - 2ème Sous-sol	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S1	CVC	4216	-	28/03/2025	1/200	Plan de Désenfumage - 1er Sous-sol	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	RC	CVC	4217	-	28/03/2025	1/200	Plan de Désenfumage - RDC	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E1	CVC	4218	-	28/03/2025	1/200	Plan de Désenfumage - 1er Etage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E2	CVC	4219	-	28/03/2025	1/200	Plan de Désenfumage - 2ème Etage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E3	CVC	4220	-	28/03/2025	1/200	Plan de Désenfumage - 3ème Etage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E4	CVC	4221	-	28/03/2025	1/100	Plan de Désenfumage - 4ème Etage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CVC	4222	-	28/03/2025	1/100	Plan Maquettage LT Groupes Froids / Dry Coolers	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CVC	4223	-	28/03/2025	1/100	Plan Maquettage LT Stockage de Glace	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CVC	4224	-	28/03/2025	1/100	Plan Maquettage LT Sous-Station de chauffage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	CVC	4225	-	28/03/2025	1/100	Plans Maquettage LT CTA au 2ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CVC	4226	-	28/03/2025	1/100	Plans Maquettage LT CTA au 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CVC	4227	-	28/03/2025	1/100	Plans Maquettage LT CTA au 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CVC	4228	-	28/03/2025	1/100	Plans Maquettage LT CTA au 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CVC	4229	-	28/03/2025	1/100	Plans Maquettage LT CTA au 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CVC	4230	-	28/03/2025	---	Schémas de Principe Hydraulique (EC)	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CVC	4231	-	28/03/2025	---	Schémas de Principe Hydraulique (EG)	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CVC	4232	-	28/03/2025	---	Schémas de Principe Aéraulique	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CVC	4233	-	28/03/2025	---	Schémas de principe Désenfumage	A3	.pdf	C	10
REI	DCE	EDE	DETS	TB	TZ	TN	CVC	4234	-	28/03/2025	---	Carnet de Détails de CTA	A3	.pdf	C	29
REI	DCE	EDE	DETS	TB	TZ	TN	CVC	4235	-	28/03/2025	---	Carnet de zoning CTA	A1	.pdf	C	7
REI	DCE	EDE	DETS	TB	TZ	TN	CVC	4236	-	28/03/2025	---	Carnet de repérage des locaux classés	A1	.pdf	C	8
REI	DCE	EDE	DETS	TB	TZ	TN	CVC	4237	-	28/03/2025	---	Carnet de repérage des zones de traitements	A1	.pdf	C	8

DCEJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>3.3 - CE 403 - PLOMBERIE / DETECTION INCENDIE</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	PLO	4301	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 2ème et 3ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	PLO	4302	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	PLO	4303	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	PLO	4304	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	PLO	4305	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - RDC - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	PLO	4306	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - RDC - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	PLO	4307	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	PLO	4308	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	PLO	4309	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	PLO	4310	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	PLO	4311	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	PLO	4312	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	PLO	4313	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	PLO	4314	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Plomberie - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	PLO	4315	-	28/03/2025	1/50	Plans Maquettages LT (ECS / EF / EU / RIA)	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	PLO	4316	-	28/03/2025	---	Carnet des Schémas de Principe Plomberie	A3	.pdf	C	5
<b>3.4 - CE 404 - PAILLASSES HUMIDES ET SECHES</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S2	PAI	4401	-	28/03/2025	1/200	Plan des paillasses- 2ème Sous-sol	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S1	PAI	4402	-	28/03/2025	1/200	Plan des paillasses-1er Sous-sol	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	RC	PAI	4403	-	28/03/2025	1/200	Plan des paillasses- RDC	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E1	PAI	4404	-	28/03/2025	1/200	Plan des paillasses-1er Etage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E2	PAI	4405	-	28/03/2025	1/200	Plan des paillasses-2ème Etage	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	E3	PAI	4406	-	28/03/2025	1/200	Plan des paillasses-3ème Etage	A0	.pdf	C	1
<b>3.5 - CE 405 - SPRINKLER</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	SPK	4501	-	28/03/2025	---	Carnet de zoning du sprinklage	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	SPK	4502	-	28/03/2025	---	Plan Maquettage LT Sprinklers	A3	.pdf	C	2
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	SPK	4503	-	28/03/2025	---	Schémas de Principe Sprinklage	A3	.pdf	C	2
<b>3.6 - CE 406 - FLUIDES MEDICAUX</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	FME	4601	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 2ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	FME	4602	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	FME	4603	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	FME	4604	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	FME	4605	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - RDC - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	FME	4606	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - RDC - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	FME	4607	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	FME	4608	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	FME	4609	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	FME	4610	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	FME	4611	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	FME	4612	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Fluides Médicaux - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	FME	4614	-	28/03/2025	1/50	Carnet des Maquettages des LT (plateforme, Vide, AC)	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	FME	4615	-	28/03/2025	---	Carnet des Schémas de principe des Fluides Médicaux	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	FME	4616	-	28/03/2025	---	Synoptique de distribution des FME	A0	.psd	C	5
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	FME	4617	-	28/03/2025	---	Synoptique de distribution des FME (COUPES)	A0	.pdf	C	1



DCEJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>3.7 - CE 407 - TRAITEMENT D'EAU ET SOLUTIONS ACIDES</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	DIA	4701	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux du Pôle Dialyse - 2ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	DIA	4702	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux du Pôle Dialyse - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	DIA	4703	-	28/03/2025	1/50	Carnets de Maquettages LT TE Osmosée / Stockages Acides	A3	.pdf	C	4
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	DIA	4704	-	28/03/2025	---	Schémas de Principe TE Osmosée / Stockage Solutions Acides	A3	.pdf	C	5

DCEJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>3.8 - CE 408 - COURANTS FORTS</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	CFO	4801	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 2ème et 3ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CFO	4802	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	CFO	4803	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CFO	4804	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	CFO	4805	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - RDC- Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	CFO	4806	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - RDC- Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	CFO	4807	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	CFO	4808	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	CFO	4809	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	CFO	4810	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	CFO	4811	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	CFO	4812	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CFO	4813	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CFO	4814	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CFO	4815	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - Toiture - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CFO	4816	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFO - Toiture- Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S2	CFO	4817	-	28/03/2025	1/50	Plans Maquettages LT (Postes, TGBT, TGS)	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFO	4818	-	28/03/2025	1/50	Plans Maquettages LT (Postes, TGBT) - Groupes Froids	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFO	4819	-	28/03/2025	1/50	Plans Maquettages LT (TGBT HQI)	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFO	4820	-	28/03/2025	1/50	Carnets de Zoning des TD	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFO	4821	-	28/03/2025	---	Schéma de Principe de Distribution HT / BT	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFO	4822	-	28/03/2025	---	Schémas de principe des Armoires (TGBT, TGS, TD, TG HB, ...)	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFO	4823	-	28/03/2025	1/200	Plan de l'éclairage extérieur	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFO	4824	-	28/03/2025	1/200	Plan de cheminement du réseau HTA	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	CFO	4825	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 2ème et 3ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CFO	4826	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	CFO	4827	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CFO	4828	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	CFO	4829	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - RDC- Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	CFO	4830	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - RDC- Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	CFO	4831	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	CFO	4832	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	CFO	4833	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	CFO	4834	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	CFO	4835	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	CFO	4836	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CFO	4837	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CFO	4838	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	TT	CFO	4839	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - Toiture - Zone A	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	TT	CFO	4840	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFO - Toiture - Zone B	A3	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	RTD	TZ	TN	CFO	4841	-	28/03/2025	1/100	Plan d'implantation des s électriques CFO (Courant Fort) dans la rotonde	A3	.pdf	C	1

DCE/ET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>3.9 - CE 409 - COURANTS FAIBLES (SSI, GTB, Sureté, IT)</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	CFA	4901	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 2ème et 3ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CFA	4902	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	CFA	4903	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CFA	4904	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	CFA	4905	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - RDC- Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	CFA	4906	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - RDC- Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	CFA	4907	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	CFA	4908	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	CFA	4909	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	CFA	4910	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	CFA	4911	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	CFA	4912	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CFA	4913	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CFA	4914	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux CFA - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	S2	CFA	4915	-	28/03/2025	---	Carnet de Plans Maquettages LT (CFA)	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFA	4916	-	28/03/2025	---	Synoptique SSI	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFA	4917	-	28/03/2025	---	Synoptique GTB	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFA	4918	-	28/03/2025	---	Synoptique Sûreté	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFA	4919	-	28/03/2025	---	Synoptique Architecture IT	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	CFA	4920	-	28/03/2025	---	Carnet des schémas de principe CFA	A3	.pdf	C	7
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFA	4921	-	28/03/2025	---	Carnet des zones d'influence VDI des LTI	A3	.pdf	C	8
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	TN	CFA	4922	-	28/03/2025	---	Carnet de Plans Zoning SSI	A3	.pdf	C	17
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	CFA	4923	-	28/03/2025	1/100	Plan d'implantation borne Wifi et DECT - Etage courant - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	CFA	4924	-	28/03/2025	1/100	Plan d'implantation borne Wifi et DECT - Etage courant - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	TZ	RC	CFA	4925	-	28/03/2025	1/200	Plan d'implantation des caméras en périmétrie	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	CFA	4926	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 2ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	CFA	4927	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	CFA	4928	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	CFA	4929	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	CFA	4930	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - RDC- Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	CFA	4931	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - RDC- Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	CFA	4932	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	CFA	4933	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	CFA	4934	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	CFA	4935	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	CFA	4936	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	CFA	4937	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	CFA	4938	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CFA	4939	-	28/03/2025	1/100	Plan de Terminaux CFA - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E4	CFA	4950	-	28/03/2025	---	Plan de Terminaux CFA - 4ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1



DCEJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BÂTIMENT	Zone	NIVEAU	LOT	NUMERO	INDICE	DATE RENDU DCE	ECH	NATURE DES PRESTATIONS DCE	FORMAT	FORMAT NUMERIQUE	COULEUR/NB	PAGES
<b>3.10 - CE 410 - TRANSPORT PNEUMATIQUE</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	PNE	4101	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 2ème Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S2	PNE	4102	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 2ème Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S1	PNE	4103	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 1er Sous-sol - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	S1	PNE	4104	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 1er Sous-sol - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	PNE	4105	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - RDC - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	PNE	4106	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - RDC - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E1	PNE	4107	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 1er Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E1	PNE	4108	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 1er Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E2	PNE	4109	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 2ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E2	PNE	4110	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 2ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E3	PNE	4111	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 3ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	E3	PNE	4112	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 3ème Etage - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	E4	PNE	4113	-	28/03/2025	1/100	Plan de Réseaux Pneumatiques - 4ème Etage - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	S2	PNE	4115	-	28/03/2025	1/50	Carnet de Plans Maquettages LT	A3	.pdf	C	2
REI	DCE	EDE	SCHE	TB	TZ	TN	PNE	4116	-	28/03/2025	---	Schéma de Principe - Transport Pneumatique	A0	.pdf	C	1
<b>3.11 - CE 413 - HELISTATION</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	TT	HEL	4131	-	28/03/2025	1/200	Plan d'implantation de l'hélistation	A3	.pdf	C	5
<b>3.12 - CE 601 - VOIRIES ET RESEAUX DIVERS</b>																
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	VRD	6101	-	28/03/2025	1/200	Plan masse des réseaux VRD et Raccordements - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	VRD	6102	-	28/03/2025	1/200	Plan masse des réseaux VRD et Raccordements - Zone B	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	A	RC	VRD	6103	-	28/03/2025	1/200	Plan masse de repérage des zones d'aménagement - Zone A	A0	.pdf	C	1
REI	DCE	EDE	PLAN	TB	B	RC	VRD	6104	-	28/03/2025	1/200	Plan masse de repérage des zones d'aménagement - Zone B	A0	.pdf	C	1
<b>4. MAQUETTE NUMERIQUE</b>																
<b>4 MAQUETTES IFC</b>																
										28/03/2025		Maquettes Architecture IFC 3 fichiers		.ifc		
										28/03/2025		Maquettes BET IFC 7 fichiers		.ifc		

## ANNEXE 2 : LISTE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES (OU EQUIVALENTES)

CE	Qualifications	Intitulé
<b>101</b>	<b>Terrassement / Fondations /Gros-Œuvre / Charpente Métallique</b>	
	Démolition	QUALIBAT 1112 Démolition - Déconstruction (Technicité confirmée)
	Désamiantage	QUALIBAT 1552 Traitement de l'Amiante
	Gros-Œuvre	QUALIBAT 2114 Réhabilitation lourde ou restructuration en maçonnerie et ouvrage en béton armé courant (Technicité exceptionnelle)
	Gros-Œuvre	QUALIBAT 2212 Béton armé et béton précontraint (Technicité confirmée)
	Charpente Métal	QUALIBAT 2412 Constructions et structures métalliques (Technicité confirmée)
	Fondations	QUALIBAT 1233 Pieux
<b>201</b>	<b>Couverture / Etanchéité</b>	
	Qualification 3211	Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité courante)
	Qualification 3223	Étanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (technicité supérieure)
	Qualification 3233	Étanchéité en asphaltes coulés
	Qualification 3241	Étanchéité liquide (S.E.L.)
<b>202</b>	<b>Menuiseries extérieures / protections solaires</b>	
	Qualification 3512	Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment
	Qualification 3513	Fourniture et pose certifiées de menuiseries extérieures
	Qualification 3522	Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité confirmée)
	Qualification 4522	Fabrication et pose de persiennes, volets roulants, battants et coulissants, jalousies, brise-soleils orientables - Résidentiel et Tertiaire
<b>203</b>	<b>Revêtements de façades</b>	
	Bardages	Qualification 3811 Parois en bardages simples (technicité courante)
	Ravalement	Qualification 6112 Peinture et ravalement (technicité confirmée)
	Isolation	Qualification 7133 Isolation thermique par l'extérieur (technicité supérieure)
<b>301</b>	<b>Façade écran vitré à l'ouest</b>	
	Menuiseries extérieures	Qualification 3513 Fourniture et pose certifiées de menuiseries extérieures
	Menuiseries extérieures	Qualification 3522 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité confirmée)
	Menuiseries extérieures	Qualification 3532 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en acier (technicité confirmée)
	Façade-rideaux métalliques	Qualification 3713 Fourniture et pose de façade-rideaux métalliques (technicité supérieure)
	Façade-rideaux métalliques	Qualification 3723 Fabrication et pose de façade-rideaux métalliques
	Bardages	Qualification 3813 Façades en bardage (technicité supérieure)
	Constructions métalliques	Qualification 2413 Constructions et structures métalliques (technicité supérieure)
	Constructions métalliques	Qualification 2722 Montage-Levage d'ouvrages métalliques (technicité supérieure)
<b>402</b>	<b>Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage</b>	
	CVCD	QUALIBAT 5232 Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m²

		<b>QUALIBAT 5251</b> <b>QUALIBAT 5252</b> <b>QUALIBAT 5312</b> <b>QUALIBAT 5313</b> <b>QUALIBAT 5322</b>	Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain Installation de distribution de chauffage ou de rafraîchissement avec centrale de traitement d'air. Installation de VMC dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m <sup>2</sup> Traitement d'air d'une salle blanche Installation de désenfumage mécanique
<b>403</b>	<b>Plomberie et Protection Incendie</b>		
	Plomberie	<b>QUALIBAT 5112</b> <b>QUALIBAT 5113</b>	Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m <sup>2</sup> sans surpresseur. Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment avec surpresseur et dans l'industrie
<b>404</b>	<b>Paillasse Humides et Sèches</b>		
		<b>QUALIBAT 9132</b>	Mobilier Technique et Agencements de Laboratoire
<b>405</b>	<b>Sprinklers</b>		
	Sprinklers	<b>Certification APSAD IF1</b>	Service d'installation et de maintenance de système sprinkler
<b>406</b>	<b>Fluides Médicaux</b>		
		<b>QUALIBAT 5122</b> <b>Système qualité ISO 13485</b>	Installation de réseaux de fluides médicaux dans les établissements de soins. Mise en place d'un Système de Management de la Qualité conforme aux exigences réglementaires liées à la mise sur le marché des dispositifs médicaux
<b>407</b>	<b>Traitement d'eau et Solutions Acides</b>		
		<b>Système qualité ISO 13485</b>	Mise en place d'un Système de Management de la Qualité conforme aux exigences réglementaires liées à la mise sur le marché des dispositifs médicaux
<b>408</b>	<b>Electricité Courants Forts</b>		
	Electricité CFO	<b>QUALIFELEC E3</b> <b>QUALIFELEC - MGTI</b>	Installations électriques - indice E3 Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie - MGTI
<b>409</b>	<b>Electricité Courants Faibles</b>		
	Electricité CFA SSI / GTB / sureté / VDI	<b>Qualifélec CF2-CF3</b> <b>Qualibat 5511</b>	Courants faibles Installation de systèmes de Gestion Technique du Bâtiment (GTB)
<b>413</b>	<b>Hélistation</b>		
	Charpente Métal	<b>QUALIBAT 2413</b> <b>Certification EN1090-1</b> <b>Certification EN1090-3</b> <b>Certification ISO 3834-2</b>	Constructions et structures métalliques (Technicité supérieure) Certificat de conformité portant sur la conception/construction structurale de structures en aluminium et en acier (Niveau EXC3) Certificat de conformité sur la capacité en matière de soudage Norme relative aux exigences de qualité complète pour le soudage par fusion.
<b>501</b>	<b>MENUISERIES INTERIEURES - MOBILIERS FIXES D'AGENCEMENT - OCCULTATION INTERIEURE</b>		
		<b>Qualification 4322</b> <b>Qualification 4211</b>	Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (technicité confirmée) Fourniture et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles



	<b>Qualification 4532</b>	Fabrication et pose de stores
<b>503</b>	<b>PROTECTIONS MURALES</b>	
	<b>Qualification 6222</b>	Revêtements résilients PVC (technicité confirmée)
<b>504</b>	<b>CLOISONS - DOUBLAGES - PLATRERIE - PROTECTION ANTI X</b>	
	<b>Qualification 4132</b>	Plaques de plâtre (technicité confirmée)
<b>505</b>	<b>CLOISONS MODULAIRES</b>	
	<b>Qualification 4211</b>	Fourniture et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles
	<b>Qualification 7313</b>	Isolation frigorifique (technicité supérieure)
<b>506</b>	<b>PLAFONDS SUSPENDUS</b>	
	<b>Qualification 4132</b>	Plaques de plâtre (technicité confirmée)
	<b>Qualification 6612</b>	Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité confirmée)
<b>507</b>	<b>REVETEMENTS DE SOLS - REVETEMENTS MURAUX DURS</b>	
	<b>Qualification 6313</b>	Carrelage - revêtements - mosaïques (technicité supérieure)
<b>508</b>	<b>REVETEMENTS DE SOLS - REVETEMENTS MURAUX SOUPLES</b>	
	<b>Qualification 6222</b>	Revêtements résilients PVC (technicité confirmée)
	<b>Qualification 6224</b>	Revêtements résilients "système douche"
<b>509</b>	<b>SERRURERIE - METALLERIE</b>	
	<b>Qualification 3532</b>	Fabrication et pose de menuiseries extérieures en acier (technicité confirmée)
<b>510</b>	<b>PORTES AUTOMATIQUES INTERIEURES</b>	
	<b>Qualification 4542</b>	Fabrication et pose de portes et portails - Collectif, Tertiaire et Industriel
<b>511</b>	<b>PORTES DE PARKING - SECTIONNELLES - BARRIERES</b>	
	<b>Qualification 4542</b>	Fabrication et pose de portes et portails - Collectif, Tertiaire et Industriel
<b>512</b>	<b>PEINTURE</b>	
	<b>Qualification 6111</b>	Peinture et ravalement (technicité courante)
	<b>Qualification 6522</b>	Travaux de stuc
<b>601</b>	<b>Voiries et Réseaux Divers</b>	
	<b>QUALIBAT 1321</b>	Canalisations d'assainissement
	<b>Qualifications FNTP 2321</b>	Travaux de terrassement courants en milieu urbain
	<b>Qualifications FNTP 3421</b>	Revêtements en matériaux enrobés classiques
	<b>Qualifications FNTP 3452</b>	Pavés et dalles en béton ou autres matériaux
	<b>Qualifications FNTP 331</b>	Assises de chaussées
	<b>Qualifications FNTP 346</b>	Pose de bordures et caniveaux

	<b>Qualifications FNTP 5141</b>	Réseaux gravitaires en milieu urbain ; profondeur de tranchée > 5,50m en présence de nappe phréatique.
	<b>Qualifications FNTP 633</b>	Alimentation BT et automatismes
<b>602</b>	<b>ESPACES PAYSAGES VEGETAUX ET MOBILIERS EXTERIEURS</b>	
	<b>Qualification 1341</b>	Aménagement de chaussées et trottoirs
	<b>Qualification 1342</b>	Pavage
	<b>Qualification 1351</b>	Espaces verts
	<b>Qualification 1361</b>	Système d'arrosage
	<b>Qualipaysage n°01</b>	Aménagements paysagers statut confirmé
	<b>Qualipaysage n°10</b>	Végétalisation extérieure du bâti statut confirmé
	<b>Qualipaysage n°08</b>	Arrosage automatique statut confirmé



## ANNEXE 4 – MODALITES DE DEMATERIALISATION DES FACTURES – SERVICE EDIFLEX

Ce service permettra l'échange dématérialisé des situations de travaux et de prestations intellectuelles entre les entreprises, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage. Ce service sera interfacé avec Chorus portail Pro pour permettre de répondre aux obligations de transmission dématérialisée des factures, en application l'article L2192-1 du Code de la Commande publique.

Ce service concourt à la réalisation des missions et obligations de l'ensemble des intervenants de l'opération.

La présente annexe fixe le cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion des marchés de travaux par la société EPICTURE en accord avec le Maître d'ouvrage.

### Objectifs du service EDIFLEX :

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- De répondre à la contrainte réglementaire de la dématérialisation des facturations
- De mettre en place un circuit de validation en amont de Chorus Pro ; avec un dépôt automatisé
- D'optimiser le temps de validation des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- D'éviter les litiges ou retards :
  - En sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
  - En standardisant la présentation des documents,
  - En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

### Parties concernées

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, appliqueront les dispositions de fonctionnement du service Ediflex :

- Le Maître d'ouvrage,
- L'AMO,
- L'OPC,
- Le Maître d'œuvre,
- Les entreprises titulaires d'un marché avec le Maître d'ouvrage,
- Epicture,
- SOLEO.

### Rôle des abonnés

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

#### ► L'AMO

Il valide les DPGF des entreprises (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires) vérifiés par le Maître d'œuvre.

Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés.

Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct).

Il vérifie les situations de travaux des entreprises après contrôle du Maître d'œuvre.

- ▶ Les Maîtres d'œuvre
  - Architecte mandataire

En qualité de mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, gère la répartition des couts éventuels de la solution Ediflex entre les cotraitants de son groupement.

Pour la facturation de son groupement, établi et valide les avancements ; valide les attestations de paiement direct.

Pour le suivi de la facturation des entreprises :

- Il vise pour accord les DPGF, les bordereaux de prix.
  - Chaque mois, après contrôle de l'OPC, il vérifie les situations de travaux des entreprises
- Bureaux d'études

Pour le suivi de la facturation de l'entreprise et pour les corps d'état dont il a la charge, dans le cadre de la répartition des rôles au sein du groupement de maîtrise d'œuvre.

- Il vérifie en début d'opération les DPGF et les bordereaux de prix.
- Chaque mois, après contrôle de l'OPC, il vérifie les situations de travaux des entreprises.

- ▶ Le superviseur du planning et de l'avancement des travaux

Chaque mois, il vérifie les avancements des situations de travaux du titulaire.

- ▶ L'entreprise titulaire

Elles consultent les conditions financières de leur marché puis enregistrent sur écran les DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix correspondant à leur corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour son marché initial et les éventuels travaux modificatifs.

Elles présentent leurs situations par saisie des avancements de travaux et des montants à payer aux sous- traitants,

Si nécessaire elles signent les documents papier « Attestation de Paiement Direct » concernant les sous- traitants

Dans le cas d'un groupement conjoint,

- Chaque cotraitant dispose d'un accès au service.
- L'entreprise mandataire du groupement conjoint vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

#### DATES DE SAISIE DES DONNEES

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés ;
- Mise au point des DPGF de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF dans les 25 jours suivant la notification du marché ;
- Situations de travaux :
  - L'entreprise les présente sur les écrans EDIFLEX suivant le calendrier établi par le Maître d'œuvre, et les autres dispositions du présent CCAP
  - Le Maître d'œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+5
  - Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+50.

## GESTION ELECTRONIQUE ET ARCHIVAGE DES INFORMATIONS SUR LE SERVEUR

Les situations d'honoraires et de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie dans la présente annexe.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations d'honoraires et de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement,

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (D.G.D.), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés (entreprises, Maître d'ouvrage notamment) dans leur comptabilité selon les exigences légales.

## OUVERTURE ET FERMETURE DU SERVICE

Le service est ouvert à partir de la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.

L'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsque le Maître d'ouvrage aura validé et édité les D.G.D. (Décomptes généraux définitifs) de tous les marchés et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son ordinateur.

Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage à la société SOLEO.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

## CODES D'ACCES ET FORMATIONS

- Mise en place du service / Phase études

Les abonnés (maîtres d'œuvre et prestataires intellectuels) seront convoqués pour une séance de formation en ligne au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum).

Cette formation « en ligne » se déroulera dans les locaux du maître d'ouvrage.

Les modalités d'accès seront remises aux participants lors de la séance de formation.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

- Mise en place du service / Phase travaux

Les abonnés (maîtres d'œuvre, OPC, entreprises) seront convoqués pour une séance de formation au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum).

Cette formation se déroulera dans les locaux du maître d'ouvrage.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

## ROLE DES SOCIETES A2MO ET SOLEO

A2MO SAS assure une mission d'AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) pour le compte du maître d'ouvrage. A ce titre, A2MO :

- Conseille et assiste les Maîtres d'ouvrage pour la mise en place du service Ediflex pour répondre aux contraintes réglementaires de la dématérialisation.
- Assure l'intégration contractuelle du service Ediflex aux pièces des marchés des intervenants du projet
- Gère le paramétrage et l'administration fonctionnelle du chantier et des abonnés (entreprises, marchés et conditions financières / avenants / Co et sous-traitance, etc...)

SOLEO est une filiale d'A2MO Groupe qui propose et administre des solutions innovantes au service de l'efficacité des projets de construction.

SOLEO diffuse et administre la solution EDIFLEX :

- Assure le paramétrage général



- Fait profiter les acteurs des projets d'A2MO de coûts optimisés grâce à un partenariat exclusif entre Epicture et A2MO
- Gère la mutualisation et la répartition de la charge financière entre les acteurs du projet

## Rôle de la société EPICTURE

### SERVICE EDIFLEX

La société EPICTURE exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises.
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00), en dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

### QUALITE DE SERVICE

La société EPICTURE garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

### OBLIGATION DE DISCRETION

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

### TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et d'une adresse électronique de type « mail ».

### CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

- Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

- Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

- Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent « accusé de réception » pour l'intervenant suivant.

---

► Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

Cette procédure pourra être modifiée, dans le cadre de la mise en place des processus de dématérialisation.

► Notion de « date certaine »

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre et le titulaire, de vérification et de validation par les représentants cités au 0 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

## Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article L2192-1 pour l'obligation de la facturation électronique du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX de la société EPICTURE font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, le maître d'œuvre reconnaît explicitement par le présent document que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'édictées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.
- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces documents ne sauraient donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société EPICTURE.

## Contrat de licence et de prestations de service

Le service est pris en charge par l'ensemble des intervenants du projet : AMO, Maître d'œuvre, entreprises via l'entreprise gestionnaire des dépenses communes.

Sous 15 jours à compter de la notification par le Maître d'ouvrage, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX), et le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre à qui seront adressées les factures du service.

Une copie en sera adressée au maître d'ouvrage.

Ce contrat prend effet à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.

A la notification des marchés de travaux, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX), et l'entreprise gestionnaire des dépenses communes à qui seront adressées les factures du service.

## Tarification du service

Les intervenants conviennent qu'ils supporteront chacun une partie des coûts d'abonnement au service EDIFLEX et de formation.

## ► Pour le maître d'œuvre

Couts initiaux	Couts HT
<u>Participation aux couts initiaux : mise en place du service &amp; formations</u>	
Mise en place + paramétrages	578 €
Formations illimités / webinar	420 €
	Couts HT
Couts Mensuels	
<u>Participation cout mensuel d'abonnement au service EDIFLEX</u>	
Abonnement Ediflex pour la phase études (durée prévisionnelle : 24 mois)	250 €
Abonnement Ediflex en phase chantier (durée prévisionnelle : 40 mois)	250 €

Tarifs établis en base MO de l'acte d'engagement.

Prix révisable selon la formule  $P = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ Syn} / \text{Syn}_0)$  avec Syn = Indice Syntec

## ► Pour l'entreprise titulaire

A titre d'information, cout du service imputé aux entreprises :

Couts initiaux	Couts HT
<u>Participation aux couts initiaux : mise en place du service &amp; formations</u>	
Mise en place + paramétrages	2 312 €
Formations illimités / webinar	420 €
Couts Mensuels	Couts HT
<u>Participation au cout mensuel d'abonnement au service EDIFLEX</u>	
Prise en charge à répartir au prorata des marchés des entreprises	650 €

### Conditions générales

L'abonnement au service comprend :

- L'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- La mise à disposition des manuels utilisateurs, code d'accès et mot de passe ;
- L'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- Le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- L'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- Terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- Frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

## ANNEXE 5 : OUTIL DE GESTION DOCUMENTAIRE

### Principes généraux

La maîtrise d'œuvre a mis en œuvre une plateforme de gestion documentaire collaborative au titre de son marché.

Il en a la charge financière et administrative (mise en place, gestion des droits et des utilisateurs, création des utilisateurs, etc.)

L'utilisation de cet outil sera obligatoire pour la totalité des cotraitants et intervenants du Titulaire (mandataire, cotraitants, sous-traitants, etc. / liste non limitative) :

- Pour l'émission, les remarques et les visas de tous les documents de réalisation et de suivi de l'opération.
- Pour la remise du DOE en fin d'opération

Le modèle et le paramétrage des bordereaux de diffusion de documents générés par la plateforme seront proposés par le Maître d'œuvre et soumis à la validation de la Maîtrise d'ouvrage et de son Assistant.

Le Maître d'ouvrage, son Assistant, la Maîtrise d'œuvre, le Contrôleur technique et le Coordonnateur SPS et le titulaire du présent marché ont accès au service 7 jours / 7 et 24h/24 et à un service de support et d'assistance accessible par téléphone du lundi au vendredi de 9h à 18h.

### Durée d'utilisation / formations

Le service est mis en place dès la notification du marché du titulaire.

Il sera maintenu après la réception jusqu'à la notification de la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Des formations du titulaire, ses éventuels co-traitants et sous-traitants seront organisées sur le site du chantier ou dans les locaux du maître d'ouvrage :

- En début de chantier (phase réalisation),
- Après réception (utilisation du dossier de sauvegarde remis),

### Droits et habilitations

Le Titulaire définira avec la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage et son Assistant, les schémas de droits permettant d'accéder aux informations de la plateforme.

### Fonctionnalités

L'outil présente les fonctionnalités minimales ci-après :

- Accès aux données :
  - Stockage et partage des documents du projet sans limitation de volume ni d'utilisateurs,
  - Visionneuse de documents sans nécessité de téléchargement,
  - Accès sécurisé et visibilité limitée pour chaque profil des informations qui le concernent,
  - Accès à partir d'un navigateur web.
- Validations et suivi des documents :
  - Circuits de diffusion et d'approbation de documents adaptés à chaque corps d'état et/ou document,
  - Identification et accès immédiats aux plans et documents en cours de validité,
  - Transparence et traçabilité des actions :
    - Le titulaire, La Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage et son Assistant a accès à l'ensemble des documents et visas,
    - Des tableaux de bord de suivi des validations de documents d'exécution (comparaison prévisionnel / réalisé) seront mis en place.
- Collaboratif :
  - Accès aux informations de terrain depuis des dispositifs mobiles, sans restriction (systèmes : Android / IOS / Windows mobile),

- Mise en place d'interface avec le bureau de contrôle pour prise en compte des avis dans la plateforme de gestion documentaire : le contrôleur technique doit être entièrement intégré aux processus mis en place,
- Module de reporting/statistiques :
  - Avancement, basé la liste prévisionnelle des documents d'exécution,
  - Synthèse des nombres de visas par statut et par concepteur,
  - Liste des documents dont les conclusions de l'examen par la Maîtrise d'œuvre permet la diffusion au maître d'ouvrage et à son assistant
- BIM :
  - Plateforme équipée d'un viewer BIM intégré permettant :
    - De réaliser des revues de projet à partir des maquettes assemblées
    - D'annoter (BCF) et de résoudre les annotations en mode collaboratif. La plateforme permettra la centralisation, l'échange des différentes maquettes de conception
  - Les livrables BIM définis au cahier des charges BIM y seront déposés par chacun des contributeurs
  - Le titulaire, La Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage ou ses assistants pourront à tout moment y récupérer la maquette BIM en cours de validité

L'ensemble des maquettes seront hébergées, à l'initiative de la maîtrise d'œuvre, sur des serveurs identifiés et dont la localisation est connue et soumise aux réglementations européennes. Toute dérogation doit être discutée et validée par le Maître d'ouvrage.

D'autre part, l'ensemble des données seront sauvegardées sur la plateforme collaborative mise en place qui gardera la trace des révisions et de l'historique. Elle participe de ce fait au processus de collaboration, de capitalisation et d'échanges d'informations en mettant en œuvre des systèmes d'acquisition, de classement, de stockage et de diffusion.

## Restitution en fin d'opération

Le DOE défini à Chapitre 2- 18.2 sera intégralement déposé sur la plateforme collaborative.

## Outil de suivi et de réception collaboratif

### Principes généraux

Le Titulaire utilisera l'outil collaboratif de suivi des remarques en phase réalisation et des réserves en phases OPR / Réceptions proposé par la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire aura un accès personnalisé à cet outil et pourra émettre ses réserves sous son identifiant.

Le titulaire devra impérativement émettre ses réserves sous son identifiant afin de permettre à la Maîtrise d'œuvre, au Maître d'ouvrage et à son Assistant d'identifier l'auteur des remarques formulées.

La charge financière et administration du service (mise en place, gestion des droits et des utilisateurs, création des utilisateurs, etc.) est à la charge de la maîtrise d'œuvre.

L'utilisation de cet outil est obligatoire pour la totalité des intervenants du Titulaire (sous-traitants, ...) :

- Pour l'émission de toutes les remarques lors des visites de chantier puis lors des Opérations Préalables à la Réception et les visites de réceptions proprement dites,
- Pour le suivi des défauts de GPA.

Le Titulaire aura la responsabilité de l'actualisation des versions de plans accessibles depuis le service. Cette actualisation ne devra en aucun cas écraser les remarques sur les versions précédentes.

Le Titulaire n'a pas la responsabilité de la disponibilité et de l'intégrité des informations du service (à la charge de la maîtrise d'œuvre).

Le titulaire bénéficiera d'un accès au service 7 jours / 7 et 24h/24 et à un service de support et d'assistance accessible par téléphone du lundi au vendredi de 9h à 18h.

## Durée d'utilisation / formations

Le service est déjà mis en service. Il sera maintenu après la réception pour la déclaration et le suivi de la résolution des défauts apparus pendant la totalité de la durée de la garantie de parfait achèvement.

Des formations par la maîtrise d'œuvre seront organisées sur le site du chantier ou dans les locaux du maître d'ouvrage :

- En début de travaux (remarques de visite de chantier),
- En début d'OPR (suivi des réserves du Titulaire),
- Après réception (déclaration des défauts de GPA).

## Droits / habilitations

Les droits suivants sont assignés à la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et son assistant :

- Le titulaire, La Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage, ses représentants et ses assistants sont habilités à :
  - o déposer des remarques en phase de chantier,
  - o à valider la réalisation finale des réserves de réception

## Fonctionnalités

L'outil présentent les fonctionnalités minimales ci-après :

- Collaboratif
  - o Système multi plateforme fonctionnant sur les systèmes : Android / IOS / Windows 8, 10 et 11 / Mac
  - o Nombre d'accès illimité pour le maître d'ouvrage et ses représentants (en nombre de personnes et/ou nombre de dispositifs),
  - o Identification personnelle et sécurisée ; possibilité de blocage de l'accès au service pour un dispositif particulier (suite perte ou vol, par exemple),
  - o Synchronisation automatique avec la base centralisée et diffusion automatique des remarques et réserves,
  - o Possibilité d'intervenir de manière simultanée par plusieurs opérateurs sur une même partie de l'ouvrage.
- Interface
  - o Saisie des remarques par localisation sur une interface graphique permettant d'accéder aux plans, vues en coupes et vues élévations,
  - o Intégration des fichiers IFC permettant d'accéder aux informations portées par les objets,
  - o Le format de restitution sera optimisé pour des interfaces de type tablette, mais également pour des impressions papier au format A4,
  - o Repérage et navigation dans les plans :
    - Plans de repérages par bâtiment / zones / locaux,
    - Identification simple des locaux en phase chantier (le « scan » d'un code graphique fixé sur site permet d'identifier le local sur plan),
  - o Pour chaque remarque / réserve : traçabilité de l'auteur, l'horodatage, extraits de plans, date maximale de résolution – traitement ; possibilité d'ajouter des commentaires et/ou une image explicative,
  - o Paramétrage de bibliothèques de défauts,
  - o Pour chaque local et chaque installations techniques : mise en place de fiches de contrôle de conformités, selon les éléments du PTD et des Fiches de spécifications par local (prestations, terminaux, équipements...),
  - o Tableaux de synthèse d'avancement :
    - Avancement des réceptions par zones et par interlocuteur ayant formulé des observations,
    - Avancement des résolutions par zones / corps d'état et par interlocuteur ayant formulé des observations.